

ACADÉMIE DES SCIENCES SOCIALES ET POLITIQUES
INSTITUT D'ÉTUDES SUD-EST EUROPÉENNES

REVUE DES ÉTUDES SUD-EST EUROPÉENNES

Tome XXVI—1988 N° 1 (Janvier—Mars)

*Le Président Nicolae Ceaușescu— promoteur
de la paix et de la collaboration internationale*

Aspects de la modernisation culturelle

Géographie historique

EDITURA ACADEMIEI
REPUBLICII SOCIALISTE ROMÂNIA

COMITÉ DE RÉDACTION

ALEXANDRU DUȚU—rédacteur responsable ;
Membres du comité : AL. ELIAN, VALENTIN
AL. GEORGESCU, GHEORGHE I. IONIȚĂ,
COSTIN MURGESCU, D. M. PIPPIDI, MIHAI
POP, AL. ROSETTI, ELENA SCĂRLĂTOIU,
EUGEN STĂNESCU

Secrétaire du comité: LIDIA SIMION

LA REVUE DES ÉTUDES SUD-EST EUROPÉENNES paraît 4 fois par an. Toute commande de l'étranger (fascicules ou abonnement) sera adressée à « Rompresfilatelia », Departamentul Export-Import Presă, P. O. Box 12—201, télex 10376, prsfi r, Calea Grăniței n° 64—66, 78104 Bucaresti — România ou à ses représentants à l'étranger. Le prix d'un abonnement est de \$ 62 par an.

La correspondance, les manuscrits et les publications (livres, revues etc.) envoyés pour comptes rendus seront adressés à la

REVUE DES ÉTUDES SUD-EST EUROPÉENNES
Căsuța poștală 22 159, 71100 București

Les articles seront remis dactylographiés en deux exemplaires. Les collaborateurs sont priés de ne pas dépasser les limites de 15—20 pages dactylographiées pour les articles et 5—6 pages pour les comptes rendus.

EDITURA ACADEMIEI REPUBLICII SOCIALISTE ROMÂNIA
Calea Victoriei n° 125, téléphone 50 76 80, 79717, București — România

REVUE DES ÉTUDES SUD-EST EUROPÉENNES

TOME XXVI

1988

N° 1 Janvier—Mars

SOMMAIRE

Le Président Nicolae Ceaușescu — promoteur de la paix et de la collaboration internationale

- GHI. I. IONIȚĂ, La conception historique du Président Nicolae Ceaușescu 3
ROBERT PĂIUȘAN, Echos internationaux de la politique roumaine de paix et de colla-
boration 11

. Aspects de la modernisation culturelle

- LIVIU P. MARCU, Coutume et ancienne législation roumaine 17
LIDIA SIMION, The Modernization of the Social-Political Vocabulary as reflected in
the Romanian Press of the First Half of the 19th Century 27
LIA BRAD-CHISACOF, The Language of Tudor Vladimirescu's and Alexander
Hypsilantis' Revolutionary Proclamations 35
EUGENIA IOAN, Les interférences historiques roumano-yougoslaves et les relations
littéraires à l'époque moderne 43
ELENA-NATALIA IONESCU, Relations littéraires roumano-turques (au XX^e siècle) 49

Géographie historique

- OCTAVIAN ILESCU, Sur le trésor de lingots romains d'or découvert à Feldioara (dép.
de Brașov) 55
ANCA GHIAȚĂ, La vie économique en Dobroudja à l'aube de l'indépendance (I) . . . 75

Comptes rendus

- NICOLAE CIACIHIR, Istoria popoarelor din Sud-Estul Europei în epoca modernă
(1789—1923) (*Gh.I Ioniță*); LADISLAU GYÉMÁNT, Mișcarea națională a româ-
nilor din Transilvania, 1790—1848 (*Elena Stupur*); ANDREI PIPPIDI, Mihai Vi-
teazul în arta epocii sale (*Daniel Barbu*); IACOB MĂRZA, Școală și națiune (*Lia
Brad-Chisacof*); MIRCEA MUȚIU, Permanențe literare românești din perspec-
tivă comparată (*Cătălina Veleulescu*) 85

LA CONCEPTION HISTORIQUE DU PRÉSIDENT NICOLAE CEAUȘESCU

GH. I. IONIȚĂ

Le Président de notre pays, le premier Président de la Roumanie, le camarade Nicolae Ceaușescu fête son 70^e anniversaire. Né le 26 janvier 1918, l'année des grands accomplissements nationaux des Roumains, il s'est formé et s'est imposé comme un dirigeant de marque au cours des grandes mutations révolutionnaires qui ont mis leur empreinte au long des décennies, sur la vie du pays, liant indissolublement son destin à celui du peuple roumain.

La reconnaissance de ses mérites exceptionnels dans la création de l'histoire contemporaine de la Roumanie l'a appelé, la mémorable année 1965, à la tête des destins roumains et depuis lors, lui même a appelé le pays à la réalisation des plus audacieuses et nobles ambitions, fondées sur le travail assidu, l'abnégation, sur le désir permanent du peuple de dépasser ses propres limites.

Son anniversaire, ainsi que l'hommage que nous rendons aux décennies consacrées à la création de la nouvelle histoire de la Roumanie nous offrent l'occasion de présenter dans les lignes suivantes les éléments essentiels de la conception historique du Président de la Roumanie Socialiste, le camarade Nicolae Ceaușescu.

Nous aimerions souligner dès le début que tous ceux qui connaissent et qui aiment l'histoire, en premier lieu ceux qui se sont voués à sa recherche et à son enseignement, à tous les échelons, ont ressenti — peut-être plus que dans n'importe quel autre domaine — depuis 1965 jusqu'à présent, pendant les années de l'époque Nicolae Ceaușescu, dans le domaine de la recherche, de l'interprétation, de l'écriture et de la diffusion des connaissances d'histoire mises à la portée des masses, la décision de renoncer aux idées préconçues, aux dogmes et aux jugements-fétiches, aux idées simplistes et vulgarisatrices, rigides, tabous historiographiques qui pesaient si lourd et qui avaient suffoqué couramment, jusqu'en 1965, la pensée créatrice dans ce domaine. Nous sommes reconnaissants aussi parce que dans ce même laps de temps, dans la science historique roumaine — peut-être d'une manière plus évidente que dans d'autres domaines — pénétrait un courant tonifiant de pensée dialectique, courageuse, sincère, animée par la fermeté des convictions, inspiré par les résultats des analyses menées jusqu'au bout, concernant l'histoire, telle qu'elle a été, au-dessus de tout préjugé, de tout esprit de conjoncture et de toute volonté abusive-subjective, courant inspiré par le contact direct

avec les résultats de l'expérience universelle dans ce domaine et, dans une acception plus large, avec les trésors de la culture et de la civilisation universelles.

Ouvrant de nouvelles voies, avec un courage et dans une perspective scientifique sans précédent, sur le terrain de la recherche, de l'interprétation, de la rédaction et diffusion des connaissances d'histoire — depuis les temps les plus reculés jusqu'à nos jours — la pensée audacieuse du Président de la Roumanie a eu dès le premier moment, et continue d'avoir, la force de dévoiler et de renverser les thèses antiscientifiques infiltrées dans l'activité historiographique, les dénaturations et les faux, certains d'une gravité trop gênante pour être mémorés aujourd'hui. Il va de soi que l'élimination de ces phénomènes de la réalité roumaine exige une pensée gouvernée par la vérité, le respect de la valeur scientifique authentique de l'histoire et, en premier lieu, un grand amour pour son peuple pour ses ancêtres, pour leur pensée et leurs actes qui sont imprimés en lettres d'or dans l'histoire du devenir roumain.

L'homme d'exception, d'un courage absolument remarquable, dont la présence a été exigée par les temps pour faire son apparition au moment propice et pour apporter — avec une juste mesure — la lumière dans le domaine de l'histoire et de l'historiographie aussi, domaine si proche à notre cœur, à nous tous, les habitants de l'ancienne patrie roumaine, cet homme a légitimé dès les premiers moments qui ont suivi à son investissement, en 1965, son attachement à l'histoire : *« Comment réagirait-il, un peuple qui ne connaîtrait pas son histoire, qui n'estimerait pas cette histoire? Ne serait-il pas pareil à un enfant qui ne connaît pas ses parents, envahi par le sentiment de la solitude dans ce monde? Sans aucun doute il ne saurait être autrement! Voici pourquoi nous avons le devoir de connaître, d'étudier le passé glorieux de notre peuple. Nous avons un passé dont nous sommes fiers. Dans des conditions particulières et difficiles le peuple roumain a su conserver son identité nationale. Dans cette région du globe, il a constitué un facteur de progrès et de civilisation, il a contribué à la marche en avant, vers un monde meilleur »*¹.

Depuis ces expressions de respect pour l'histoire, l'on a pu entendre et mettre en application dans l'historiographie roumaine des commandements supérieurs tels : *« L'histoire doit présenter l'ensemble du processus de la lutte révolutionnaire dans toute sa complexité, elle doit démarrer de l'analyse scientifique de la réalité sociale, présenter les faits non pas par rapport aux désirs subjectifs des hommes ou des situations de conjoncture, mais exactement comme ils se sont déroulés, en stricte concordance avec la vérité... La valeur d'une histoire d'une teneur scientifique réelle consiste dans la présentation objective des faits, dans une interprétation juste, capable d'offrir le reflet de la conscience de soi du peuple, des classes, rassemblant l'expérience de vie et de lutte des masses et des dirigeants »*².

Depuis 1965 jusqu'à présent, moment où l'histoire acquiert, par l'initiative du Président Nicolae Ceaușescu, le rang de *fondement de l'activité idéologique, théorique et politique-éducative* dans son ensemble, nous

¹ Nicolae Ceaușescu, *România pe drumul desăvârșirii construcției socialiste*, vol. 1, București, Edit. politică, 1968, p. 463.

² *Ibidem*, p. 338.

avons tous compris les motivations essentielles des appréciations du Président de la Roumanie Socialiste lorsqu'il affirme : « *Il ne peut pas être question d'une éducation patriotique socialiste sans connaître et honorer le passé, l'effort et le combat de nos prédécesseurs. Nous avons un passé glorieux, qui représente l'héritage le plus précieux de notre peuple. Il nous incombe d'élever cet héritage à un niveau supérieur, de l'enrichir de nouvelles conquêtes matérielles et spirituelles, d'assurer au peuple, à notre nation socialiste, les derniers acquis de la civilisation* »³.

Mais, combien de fois le Président Ceaușescu ne s'est-il rapporté aux sens de l'histoire dans la vie quotidienne : « *Nous avons une histoire merveilleuse, nous pouvons être fiers de ce que le peuple roumain, ses ancêtres ont réalisé !* » — déclarait le camarade Nicolae Ceaușescu à la séance solennelle du 11 juillet 1985, lors de son élection comme membre titulaire et Président d'honneur de l'Académie de la République Socialiste de Roumanie. « *Nous avons le devoir de connaître et de clarifier constamment les moments importants de l'histoire de la formation et du développement du peuple et de la nation roumaine, d'autant plus que même aujourd'hui, à l'étranger, des voix s'élèvent pour mettre en discussion et pour minimiser l'histoire et la lutte du peuple roumain. Les faits, les réalités nous permettent de repousser n'importe quelle tentative de dénigrement du rôle du peuple roumain, de celui de notre nation, dans le développement de l'humanité, de la culture mondiale ... Nous devons aider la jeunesse de notre patrie à connaître l'histoire, et non seulement à la connaître, mais à ajouter de nouveaux faits à l'histoire glorieuse de notre peuple, par de nouvelles réalisations dans tous les domaines* »⁴.

La période 1965—1988 n'est qu'un trop bref intervalle par rapport à une histoire multimillénaire mais c'est une période d'une extrême importance sous l'aspect des circonstances dans lesquelles le Président Nicolae Ceaușescu a proposé — avec un haut sens du respect de l'histoire plus ancienne ou nouvelle — la réécriture de l'histoire et, pratiquement, a réécrit lui-même de nombreux chapitres sur notre devenir fondamental au long des siècles, concernant des périodes plongées longtemps dans des erreurs et des omissions flagrantes, des interprétations dogmatiques, des schémas rudimentaires pleins de complications et de culpabilités qui éliminaient de l'histoire roumaine de remarquables pages d'existence et de lutte trépidante et tumultueuse.

Parmi les innombrables exemples et autant de souvenirs qui nous attachent, nous aussi, à la connaissance de ce passé il nous serait facile d'en reproduire un nombre impressionnant. Mais, pour la tenue de notre discussion, il vaut mieux nous abstenir. Les spécialistes et ceux qui aiment l'histoire et la vérité ont pourtant l'obligation de ne jamais omettre que dans un passé pas trop éloigné de telles manifestations à de lourdes conséquences, néfastes dans un certain sens, jusqu'à nos jours, se sont produites dans la science historique roumaine si l'on tient compte

³ Idem. *Expunere cu privire la stadiul actual al edificării socialismului în țara noastră, la problemele teoretice, ideologice și activitatea politică, educativă a partidului*, présenté lors de la Session Plénière du Comité Central du Parti Communiste Roumain des 1—2 juin 1982, Bucu- rești, Edit. politică, p. 15.

⁴ Idem. *Cuvîntare la adunarea solemnă a Academiei Republicii Socialiste România*, București, Edit. politică, 1985.

des interprétations malveillantes parues à l'étranger, sous la plume de certains historiens, imposteurs au authentiques peut-être, mais hostiles et malhonnêtes, qui portent sur des vérités qui ne sauraient être falsifiées, « fondées » sur des pages élaborées pendant les années '50 par ceux que nous désirons incriminer dans les lignes suivantes.

Ignorer, oublier ou mépriser ces faits signifie ne pas avoir des termes de comparaison qui donnent la mesure du niveau atteint aujourd'hui par la recherche correcte, par l'écriture objective et la diffusion de l'histoire sous sa vraie lumière !

Une fois ces précisions bien mises au point, nous désirons attirer l'attention que le dogmatisme — dans n'importe quelle de ses hypostases —, cet adversaire perfide du moindre éclat de l'esprit créateur, a essayé pendant les années d'avant '65, de greffer un cœur malade au corps vigoureux de l'historiographie roumaine, lui attribuant une circulation à rebours qui ne visait qu'à annihiler totalement l'identité nationale, ou du moins sa composante représentée par la conscience nationale. Le rejet de cette greffe nocive a été salutaire et le faux cœur a été repoussé, extirpé.

La liquidation du dogmatisme de l'historiographie roumaine revêt la signification d'une réintégration naturelle, dans la sphère du passé de la société roumaine, de la politique d'indépendance, d'affirmation puissante de la force créatrice de la nation roumaine, réintégration inaugurée en 1965 par le IX^e Congrès du Parti Communiste Roumain.

Dans le nouveau climat créé en Roumanie depuis presque 23 ans, le militantisme a cessé d'avoir cette connotation péjorative que lui attribuait le dogmatisme. De la position humiliante d'historien « en service commandé », le chercheur d'aujourd'hui est devenu un historien *au service de son peuple*, fonction qui l'honore et l'ennoblit, le rend plus combattif. Mais, ce qui vaut mieux, ce militantisme authentique attribue à l'investigation historique un sens supérieur, une fonction sociale et politique d'une haute responsabilité.

Grâce à ce niveau supérieur imposé et maintenu constamment par la pensée et l'activité du Président Nicolae Ceaușescu, la tâche principale de la science historique roumaine dans les années qui ont suivi le IX^e Congrès du parti, celle de se sauver de sous l'empire du dogmatisme annihilant qui nous a opprimés jusqu'à cette date, a marqué le début d'un effort assidu de restauration de la vérité. Cette nouvelle voie nous aida à démontrer que le peuple roumain n'est arrivé ici de nulle part, qu'il n'est pas tombé du ciel, que dans sa survivance ici, chez lui, dans son ancestral foyer carpatodanubio-pontique, il s'est confronté avec les vagues des migrants et a résisté aux empires avides, coupables, des périodes respectives, que les aspirations à l'unité de l'Etat et nationale se fondaient sur de puissantes racines et des raisons logiques et que l'accomplissement de ce rêve, temporaire à ses débuts, puis définitif n'a jamais signifié une annexion territoriale, mais une justice inexorable, que les mouvements générés par l'époque des lumières, démocrates-révolutionnaires ont eu ici, chez nous aussi, de puissantes résonances mais qu'ils ont été étouffés par la force des armées, de la réaction étrangère ; cette voie nous aida à démontrer encore que la Grande Roumanie n'a pas été un Etat impérialiste, mais un Etat spolié et dominé par les puissances

impérialistes, que les héros de Mărășești, Mărăști et Oituz n'ont pas servi une cause inutile, mais l'existence même de la nation, que le socialisme roumain se range parmi les premières options en Europe et dans le monde ; à démontrer que le Parti Communiste Roumain a été dirigé du dehors, dans une certaine période, et qu'en dépit de sa volonté, il a été détourné par le Comintern de sa vraie mission révolutionnaire nationale, qu'à la veille de la deuxième guerre mondiale, la Roumanie, mutilée et abandonnée par toutes les puissances européennes, sans aucun appui extérieur, a été pratiquement jetée dans les bras de l'Allemagne hitlérienne ; que l'acte historique de 23 août 1944, accompli dans des conditions internationales favorables fructifiées par les insurgés a été l'œuvre du peuple roumain, que la Roumanie, qui est entrée dans la guerre antihitlérienne avec toutes ses forces humaines et matérielles, aurait mérité le statut de cobelligère que la Conférence de paix ne lui a pas accordé. Et combien d'autres pages d'histoire authentique ne pourrait-on énumérer encore !

Nous avons donc de puissantes raisons d'être heureux, en cette circonstance, à l'occasion de cet anniversaire aussi, que le perfectionnement de la recherche, de l'interprétation et de la diffusion de l'histoire ait remis en circulation depuis 1965, avec l'autorité nécessaire, les notions de patrie et de patriotisme. Les mêmes mesures nous ont redonné « Hora Unirii », « Pui de lei », « Deșteaptă-te române ! », « Pe-al nostiu steag e scris unire » et d'autres chansons fascinantes par leur force de mobilisation. Dans ces années la Roumanie est redevenue le pays du Tricolore, de la « Mioritza », actes dont les mérites reviennent au Président Nicolae Ceaușescu, à l'esprit nouveau que le grand homme politique a introduit et défendu rigoureusement depuis lors.

Le revirement produit dans la valorisation de notre héritage progressiste nous a vite rapprochés, après 1965, du moment heureux où le Panthéon de la nation roumaine, presque vide, s'est de nouveau rempli de grandes figures de la politique et de l'histoire, de penseurs et d'illustres personnalités artistiques. La conscience de soi s'est éveillée de nouveau dans l'âme du peuple roumain, conscience transie durant de longues années, le sentiment national se constituant dans un facteur dynamique de la construction, en terre roumaine, d'une nouvelle société.

Dans l'allocution prononcée au III^e Congrès de l'éducation politique et de la culture socialiste (les 17—18 août 1987), le Président Nicolae Ceaușescu a donné de nouvelles directions à l'historiographie roumaine : *« Il faut tenir compte que les peuples se sont développés dans certaines conditions historiques et sociales qui ont marqué à chaque peuple. L'histoire plus que bimillénaire de notre peuple, depuis les Daces jusqu'à nos jours, est l'histoire de ses combats contre l'oppression étrangère, des luttes pour la liberté et l'indépendance, pour le progrès économique et social. En voici les raisons pour lesquelles, dans l'activité politique-éducative, de formation de l'homme nouveau, la connaissance de l'histoire de la patrie est une composante d'une importance exceptionnelle »*⁵.

⁵ Idem, *Cunintare la cel de-al III-lea Congres al educației politice și culturii socialiste* (« Știința », an LVII, n° 13993 du 18 août 1987).

Dans ce même cadre le Président Nicolae Ceaușescu a attiré l'attention qu'au long des siècles « *la culture et la langue du peuple roumain se sont développées en étroite liaison avec les luttes pour l'indépendance et le progrès social et économique, elles sont la création de tout le peuple roumain dans les rangs duquel ont agi des hommes instruits. Les cantilènes, les ballades et les romances, les contes qui parlent des combats de ses héros pour la liberté et la justice, autant que du travail hardi de notre peuple représentent le trésor culturel le plus cher* »⁶.

Toutes ces nouvelles idées viennent s'ajouter au tableau général qui reflète la conception sur l'histoire du Président Nicolae Ceaușescu. Les riches exemples présentés ci-dessus au sujet de cette problématique majeure nous offrent la possibilité de réaliser, en guise de conclusion, un bref aperçu sur les conséquences politiques — qui continuent et continueront longtemps encore leur réverbération dans la société roumaine — de la remise en droits de la vérité historique en Roumanie, acte patriotique inoubliable dont le Président Nicolae Ceaușescu a été et reste le promoteur.

En étroite liaison avec tous ces aspects nous aimerions, compte tenu du profil de la Revue des études sud-est européennes et de l'Institut d'Études Sud-Est Européennes, nous rapporter aux changements favorables qui sont intervenus après 1965 conformément à la conception historique du Président Nicolae Ceaușescu, à son rôle et à sa contribution bienfaisante en ce qui concerne l'instauration, dans le Sud-Est européen, d'une attitude nouvelle. En concordance avec ce nouvel esprit, dans l'ancien « tonneau à poudre » comme l'on désignait les Balkans d'autrefois, on tâche de promouvoir aujourd'hui une atmosphère de détente et une politique de bon voisinage, de connaissance réciproque, de collaboration et de paix, de dissuasion militaire, nucléaire, de participation effective à la solution dans l'intérêt des peuples, des nombreuses et complexes problèmes internationaux. Dans toutes les réalisations enregistrées dans cette zone sont évidentes les contributions décisives du Président Nicolae Ceaușescu, contributions qui conduisent à un essor permanent de son prestige, dans le Sud-Est européen et de par le monde. Ce sont là de nouveaux et puissants arguments qui nous déterminent — à la veille de son anniversaire — de rendre un hommage respectueux à son éminente personnalité et à son rôle exceptionnel dans le monde contemporain.

L'histoire, appui profondément attaché à la démarche proposée par le Président Nicolae Ceaușescu depuis 1965, avec la mobilité qui lui est propre, s'est engagée, plus que jamais, sur les barricades du travail et de la lutte révolutionnaires, sous l'impulsion d'un permanent renouveau.

Dans ce contexte, l'historien — soit-il chercheur ou universitaire — est de plus en plus persuadé qu'il est insuffisant de se limiter à la critique du passé, des aspects négatifs dus au dogmatisme manifesté dans une certaine période, à d'autres causes ou circonstances. L'attitude correcte et le rôle concret de l'historien contemporain est de penser au temps présent et futur, dominé par une impulsion créatrice de chercher en permanence des solutions et d'aboutir à des conclusions optimales pour tous

⁶ *Ibidem.*

les problèmes touchant à l'histoire ancienne ou récente. Et surtout qu'il le fasse avec l'œil du contemporain, dans une vision contemporaine.

Nous avons laissé pour la fin de ces quelques considérations les appels répétés du Président Nicolae Ceaușescu adressés aux historiens, à ceux de la part desquels il exige une recherche scientifique de l'histoire, une interprétation, élaboration et diffusion qui tiennent compte — avec la plus haute responsabilité — du fait qu'à l'étranger notre histoire subit encore de graves déformations, soit par méconnaissance, soit par malveillance, sous la plume de certains historiens. Devant cette réalité, l'historien n'a pas le droit d'adopter une attitude d'indifférence mais, au contraire, il doit être une présence réelle et utile à la société, participer avec les moyens qui lui sont propres à l'effort auquel l'oblige la conscience d'un passé glorieux pour la défense des droits inaliénables conquis depuis les temps les plus reculés que nous devons défendre et raffermir.

Au fondateur de la Roumanie Socialiste, à l'édificateur clairvoyant de l'avenir de notre pays, à celui qui nous enseigne de vivre le front haut, de scruter l'horizon jusqu'au loin, les historiens rendent aujourd'hui leur hommage reconnaissant — avec les mêmes égards qu'il prend lui-même vis-à-vis des grands prédécesseurs — pour lui souhaiter, à son 70^e anniversaire, à côté du peuple roumain tout entier, ce que le Président du pays souhaite lui-même à chaque occasion aux millions de producteurs et propriétaires des biens matériels et spirituels pleinement engagés dans l'édification d'une grande histoire : une santé éclatante et du bonheur, au service et à la gloire de la Roumanie Socialiste !

ECHOS INTERNATIONAUX DE LA POLITIQUE ROUMAINE DE PAIX ET DE COLLABORATION

ROBERT PĂIUȘAN

La politique de paix et de collaboration que la Roumanie poursuit dans ses relations avec les autres pays du Sud-Est de l'Europe représente une des plus importantes lignes directrices de son activité extérieure. Fondée sur une ancienne tradition, elle a été élevée ces dernières décennies à des niveaux supérieurs.

Cette attitude a des raisons multiples. Il s'agit, d'une part de la position géographique de la Roumanie dans ce Sud-Est même, des liaisons historiques et culturelles qui rapprochèrent les Roumains des autres peuples des Balkans et, d'autre part, du fait que la collaboration correspond aux intérêts de tous les pays de la région, contribuant de la sorte à la réalisation d'un climat de bon voisinage, de sécurité et de paix en Europe, et dans la région de la Méditerranée.

Les initiatives de la Roumanie dirigées vers la transformation des Balkans dans une zone de la paix et de la collaboration ont été reçues avec beaucoup d'intérêt et de sympathie par les forces progressistes, par l'opinion publique du monde entier. Ces attitudes témoignent de la considération accordée aux initiatives roumaines sur le plan mondial et exprimées par des multiples formes et moyens. Dans ce cadre s'inscrivent la diffusion, sur tous les méridiens, des travaux stipulant les positions de principe, les initiatives et les contributions directes de la Roumanie Socialiste dans le Sud-Est européen, la mise en lumière du rôle déterminant, dans l'élaboration et la réalisation de celles-ci, qui revient au Président Nicolae Ceaușescu, de même que l'assentiment de la communauté internationale. Nous nous rapportons ci-dessous à quelques-uns de ces formes et moyens d'expression.

La diffusion sur tous les méridiens des positions de principe, des initiatives et des contributions de la Roumanie dans le Sud-Est européen est réalisée par plusieurs voies tels la publication des livres consacrés à la politique extérieure de la Roumanie, à la personnalité ou à l'œuvre du Président Nicolae Ceaușescu, volumes qui accordent une place importante à la politique de paix et de collaboration dans les Balkans ; les interviews et les déclarations sollicitées au Président Nicolae Ceaușescu par des correspondants représentant de nombreux quotidiens et revues, qui offrent un vaste spectre de problèmes portant sur l'évolution de la vie internationale, y compris celle des Balkans ; des symposium, tables rondes, présentations de nouvelles éditions de ses œuvres, manifestations organisées à l'occasion de différents anniversaires où sont présentées les

positions et les initiatives de la Roumanie, notamment du Président Nicolae Ceaușescu.

Ces dernières décennies ont été publiés à l'étranger de nombreux volumes dédiés à la politique extérieure de la Roumanie, à la personnalité ou à l'œuvre du Président Nicolae Ceaușescu. Parmi ceux-ci un bon nombre ont été édités dans les pays du Sud-Est européen, tandis que d'autres ont paru dans des régions éloignées, fait qui reflète le large écho de la politique extérieure roumaine et de son principal promoteur, le Président de la Roumanie socialiste. Ces volumes portent sur les principales facettes de la politique interne et extérieure roumaines, présentent des aspects historiques, économiques, culturels, parlent des grandes mutations intervenues dans tous les domaines dans les années de la construction socialiste, surtout dans les dernières décennies, mettent en lumière la liaison entre la politique interne et extérieure du pays, et comprennent des références détaillées sur les orientations roumaines en la matière. Bien entendu, les aspects concernant la politique extérieure roumaine dans le Sud-Est ne peuvent pas être séparés de ceux qui concernent l'ensemble des options et des actions de la Roumanie sur le plan externe. Mais, elles occupent une place de choix dans l'ensemble des références à l'adresse des initiatives et des contributions de la Roumanie Socialiste au service de la paix et de la collaboration au niveau planétaire.

Ainsi, Giancarlo Elia Valori, homme de culture italien notait : « Il est important que les Balkans soient une région de la paix : les relations de la Roumanie avec les pays de la région se sont renforcées et le Président roumain en est, en bonne mesure, l'artisan de ce renforcement puisqu'il est convaincu de l'importance que présente l'instauration d'un climat détendu et amical entre les Etats, surtout dans cette région de l'Europe qui fut à l'origine de si nombreuses et douloureuses actions guerrières de notre siècle ».

Le Professeur Baldev, personnalité de marque de la vie publique indienne se rapporte à la politique de la Roumanie dans le Sud-Est européen par ces paroles : « la création d'une zone d'entente et de paix est une contribution importante à la sécurité du continent. Fidèle à cette idée, la Roumanie a élargi sans cesse ses relations d'amitié et de collaboration avec les pays des Balkans partant de la conviction que le renforcement des relations interbalkaniques, le raffermissement de la coopération bilatérale et multilatérale dans des problèmes d'intérêt commun sont à même de contribuer à la transformation de la région dans un foyer de paix et de bon voisinage, de confiance et de collaboration réciproquement avantageuse, sans armes nucléaires, une zone de la sécurité et de la collaboration en Europe ».

Un autre publiciste indien, le Pr Ram Naresh Trivedi remarquait à son tour : « dans le problème cardinal de la paix mondiale et de la coopération internationale, la Roumanie, le Président Nicolae Ceaușescu ont avancé des propositions et ont initié des actions importantes parmi lesquelles une place de tout premier ordre occupent celles dédiées (...) à la création dans les Balkans d'une zone sans armes nucléaires, une zone pacifique et de bon voisinage ».

La publication de ces travaux reflète en même temps l'intérêt et le respect que l'opinion publique mondiale témoigne à la politique interne et

extérieure de la Roumanie Socialiste dans son ensemble, au rôle déterminant du Président Nicolae Ceaușescu dans l'élaboration de ceux-ci.

Ranko Petkovići, éditeur yougoslave déclare que l'œuvre théorique du Président Nicolae Ceaușescu « parle clairement du président de la Roumanie en tant qu'homme d'Etat. Le processus de transformation de la Roumanie dans un pays en permanent essor industriel est indissolublement liée à la pensée et à l'activité du Président Nicolae Ceaușescu ; il est impossible de ne pas être impressionné par l'ampleur de l'engagement du Président Nicolae Ceaușescu dans la vie sociale et dans le développement de la Roumanie, de la profondeur de ses connaissances dans des différentes sphères de l'activité et de la vie de la société roumaine ... »

Un réputé publiciste grec Lambros Zogas, écrivait : « La Roumanie (...) est un pays merveilleux, ou vivent des hommes merveilleux, conduits par un grand leader, très connu en Grèce, patriote ardent, combattant infatigable pour le bien-être de son peuple ». C'est Lambros Zogas qui soulignait aussi : « aujourd'hui plus que jamais dans son histoire, la Roumanie, dirigée par un grand homme politique représente de nos jours une présence dynamique et souveraine ».

Le Pr turque Necip Alpan exprimait son désir de « refléter par le truchement de ce livre le rôle important du Président Ceaușescu dans l'évolution de la Roumanie vers une nouvelle civilisation matérielle et spirituelle ».

Le publiciste égyptien El-Sayed Farag Fuad écrivait : « Le président Ceaușescu est le promoteur et le défenseur conséquent des nouveaux principes dans l'arène mondiale ; ce qu'il a déjà entrepris et ce qu'il entreprend à présent lui ont valu le respect du monde entier pour la politique extérieure de la Roumanie ».

Abdul Fattah Abdul Hamid, publiciste koweïtien écrivait : « La voie sur laquelle la Roumanie s'est inscrite, les efforts du chef de l'Etat roumain visant l'élargissement de la collaboration avec tous les peuples ont éveillé le respect et des appréciations sans précédent dans l'histoire contemporaine. Aucun président n'a dépensé en ce sens tant d'efforts que le Président Nicolae Ceaușescu ».

Les interviews et les déclarations sollicitées par les correspondants de presse forment une autre modalité de diffusion de la politique roumaine dans le Sud-Est de l'Europe. Dans les dernières deux décennies le Président Nicolae Ceaușescu a accordé de nombreuses interviews et déclarations aux directeurs, rédacteurs en chef ou d'autres représentants des plus importants quotidiens et revues du monde entier. Ceux-ci ont abordé un large spectre de problèmes portant sur la politique interne et internationale de la Roumanie. Ainsi y ont été mises en lumière les réalisations de l'économie roumaine en général, à côté des objectifs spéciaux réalisés dans les dernières deux décennies tels la hydrocentrale de Porțile de Fier, le canal Danube — Mer Noire, le métro bucarestois pour ne citer que quelques-uns des plus importants. D'autres questions avaient en vue des principes sur lesquels repose de la politique extérieure, des points de vue au sujet de l'évolution de la vie internationale dont une place de premier ordre revient aux références à l'ensemble de la politique extérieure roumaine dans le Sud-Est de l'Europe.

Quelques exemples : dans l'interview accordée à la revue yougoslave « *Međunarodna Politika* » le 27 février 1982, le Président Nicolae Ceaușescu déclarait : « En ce qui concerne les relations entre les pays balkaniques, je désire mentionner, avec satisfaction, que des progrès considérables ont été réalisés dans la direction du renforcement de la confiance et de la coopération entre ces Etats, même s'il faut reconnaître la persistance d'une série de problèmes qui suscitent une certaine méfiance et de quelques difficultés dans la réalisation d'une coopération multilatérale. Mais, selon notre avis, des conditions favorables sont créées et il faut agir constamment afin de dépasser les difficultés existentes, de raffermir la confiance et la coopération entre les Etats balkaniques, et réaliser de la sorte, dans cette région, une zone de la collaboration, sans armes nucléaires. Nous y voyons une partie intégrante de la lutte pour la sécurité européenne, le désarmement et la paix, une partie de la lutte visant une paix durable dans d'autres zones aussi — par exemple dans la Méditerranée et le Proche Orient — une partie de la lutte générale pour le désarmement et la paix ».

Dans l'interview accordée au groupe hollandais de quotidiens « *Brabant Pers* » le 3 mars 1982, le Président Nicolae Ceaușescu déclarait : « Pour ce qui est de la question des Balkans, nous nous prononçons pour la solution des problèmes par voie diplomatique afin d'aboutir à un développement multilatéral et à la création d'une région sans armes nucléaires, action considérée comme une partie des mesures visant la réalisation d'une Europe sans armements atomiques. Je dois mentionner que la Roumanie entretient des relations de bon voisinage avec tous les Etats balkaniques, sans tenir compte de leur organisation sociale ».

L'interview accordée au quotidien égyptien « *Al Ahrām* » le 13 octobre 1983 comprend la suivante déclaration : « La Roumanie entretient des bonnes relations avec les pays balkaniques. Je déclare, avec satisfaction, que les relations de la Roumanie avec les autres Etats des Balkans ont une importance particulière non seulement sous l'aspect des rapports bilatéraux entre nos pays, mais aussi pour la réalisation d'un accord général entre tous les Etats de la région. Nous nous sommes déjà prononcés en ce sens et nous continuons fermement de le faire dans l'idée que les divergences entre certains Etats seront surmontées, en faveur d'une solution par voie diplomatique et la réalisation, dans les Balkans, d'une zone sans armes nucléaires, sans bases militaires étrangères ».

Le journal grec « *Ta Nea* » publie l'interview accordée le 18 août 1984 d'où nous reproduisons : « Il est nécessaire d'intensifier les efforts visant le développement toujours plus ferme de la collaboration et de la coopération bi- et multilatérales en tant que facteurs importants d'approchement et de renforcement de la coopération entre les Etats de la zone. La Roumanie se prononce fermement pour la transformation des Balkans dans une zone sans armes nucléaires et sans bases militaires étrangères ».

Mentionnons encore l'interview parue dans le quotidien suisse « *Basler Zeitung* » le 15 août 1984 : « La Roumanie développe constamment ses relations avec les Etats balkaniques. Je pourrais déclarer que nous entretenons de bonnes relations avec tous les Etats des Balkans. Nous agissons dans la direction d'un développement constant de la collaboration bi- et multilatérale entre les pays de cette zone, action destinée à servir les

intérêts de tous les pays balkaniques et, en égale mesure, la paix en Europe et dans le monde entier. Un des objectifs que nous visons est la transformation des Balkans dans une région sans armes nucléaires et sans bases militaires étrangères. Nous désirons réaliser une collaboration multilatérale capable de conduire à la transformation des Balkans dans une zone de paix et de collaboration pacifique ».

De nombreux documents mettent en lumière le rôle déterminant des rencontres et des dialogues au sommet du Président Nicolae Ceaușescu — avec les chefs d'États et de gouvernements ou des représentants de la vie politique du Sud-Est de l'Europe — pour un rythme ascendant des relations bi- et multilatérales dans la zone. En ce sens, le Pr Baldev écrivait : « Les multiples rencontres au sommet ont apporté une contribution de la plus haute signification pour le développement des relations d'amitié et de collaboration dans des domaines divers entre la Roumanie et les autres pays des Balkans. Le Président Nicolae Ceaușescu a entrepris de nombreuses visites amicales en Bulgarie, Yougoslavie, Turquie et Grèce, et a reçu en Roumanie les chefs d'États de ces pays ».

Eleni Ghilla, publiciste grecque notait que les résultats des dialogues au sommet sur le plan sud-est européen constituent la garantie d'un développement toujours ascendant de l'amitié et de la collaboration traditionnelle entre le peuple roumain et les autres peuples de la région. A son tour, Lambros Zogas, prenant l'exemple d'un pays de la région, déclare que les relations se développent constamment, étant dynamisées par les visites réciproques au sommet, par les dialogues, et les accords conclus à cette occasion.

La suite des appréciations qui reflètent la place acquise dans la conscience universelle par la politique de paix et de collaboration de la Roumanie dans les Balkans, — c'est d'ailleurs le cas de la politique extérieure roumaine dans son ensemble — peut continuer par de nouveaux et nombreux exemples. Elles s'érigent dans un témoignage catégorique du caractère équitable de cette politique, de l'estime qu'inspire le Président de la Roumanie Socialiste, estime que la communauté internationale a tant de fois manifestée, sous des formes multiples.

COUTUME ET ANCIENNE LÉGISLATION ROUMAINE

LIVIU P. MARCU

Le caractère de source formelle du droit, attribué à la coutume est un principe généralement admis du point de vue théorique¹, mais la forme concrète de l'application de ce principe diffère d'un pays à l'autre dans le sud-est de l'Europe à cause des conditions historiques et sociales propres. Dans les Principautés Roumaines, à travers le Moyen Age, cette réalité s'est manifestée dans le cadre plus large du processus de réception du droit romano-byzantin, processus qui a eu un caractère actif, finissant par une synthèse originale des éléments autochtones et allogènes².

Les rapports entre la coutume et la loi écrite a connu, dans ces pays aussi, des aspects opérant *praeter legem*, *propter legem* et même *contra legem*³. En exposant cette situation, le prince roumain Démètre Cantemir dans sa *Descriptio Moldaviae*, écrivait au commencement du XVIII^e siècle : « En Moldavie il y a deux lois — d'une part une loi écrite, fondée sur les codes des empereurs de Rome et de Byzance et les résolutions des conciles ecclésiastiques, d'autre part une loi non écrite, appelée mœurs (*datina*) du peuple et qui dans notre langue porte le nom d'*obicei*, c'est-à-dire mœurs et coutumes »⁴.

Par conséquence, à coté des coutumes qui opéraient *propter legem* ou *praeter legem*, les premières codifications roumaines du XVII^e siècle « Carte românească de învățătură » (Livre roumain des préceptes) en Moldavie, 1646 et « Îndreptarea legii » (Guide de la loi) en Valachie, 1652 — ont reconnu aussi l'effet juridique des coutumes *contra legem* qui avaient

¹ Cf. J. Gilissen, *La Coutume*, Brepols, Turnhout-Belgium, 1982, p. 13 suiv. V. aussi A. Paysant, *La sociologie du droit*, dans : *La Sociologie*, I, Paris, 1972, p. 103 suiv. ; R. Stammler, *Wirtschaft und Recht nach der materialistischen Geschichtsauffassung*, V-e ed., 1924.

² Cf. Val. Al. Georgescu, *La réception du droit romano-byzantin dans les Principautés Roumaines (Moldavie et Valachie)*, dans : *Mélanges H. Levy-Bruhl*, Paris, 1959, p. 373—392. V. aussi G. Cronț, *Dreptul bizantin în țările române*, « Studii », an. IX (1958) no. 5, p. 33—59 ; an. XIII (1960), no. 1, p. 57—82 ; idem, *Byzantine juridical influences in the Rumanian feudal society*, « Revue des études sud-est européennes », an. II (1964), n° 3—4, p. 359—383.

³ Cf. S. Longinescu, *Elemente de drept roman*, Bucarest, 1906, p. 84.

⁴ D. Cantemir, *Descriptia Moldaviae*, Bucarest, 1973, chap. XI. V. aussi Val. Al. Georgescu, *La place de la coutume dans le droit des Etats féodaux roumains de Valachie et de Moldavie jusqu'au milieu du XVII^e siècle*, « Revue roumaine d'histoire », an. VI (1967), n° 4, p. 555—586 ; L. P. Marcu, *Les coutumes juridiques comme système normatif vicinal en Roumanie*, dans : *Običajna prava i samoprava na Balkanu i na susednim zemljama*, Beograd, 1974 ; E. Cernea, *Le rôle de la coutume villageoise dans la formation du droit coutumier en Roumanie*, « Analele Universității București », an. XXI (1972), n° 2, p. 119—128.

le pouvoir d'anéantir l'application de la loi : « Quand il s'agit de quelque chose qui doit être soumis à la peine, mais la coutume locale l'admet, ceux qui font de telles choses ne doivent pas être punis. Par cela, le juge prononce quelquefois la sentence contre les prescriptions de la loi à cause de cette coutume locale... Les faits qui suivent les coutumes locales même s'ils sont contre la nature et contre la loi, ne doivent pas être punis par le juge...⁵ ».

L'interaction entre les deux sources de droit a été réciproque, les coutumes venant compléter les lacunes de la loi romano-byzantine pour mieux l'adapter aux réalités de la société médiévale roumaine, la loi donnant aux coutumes — même à celles contredisant la loi — un pouvoir généralement reconnu et sanctionné par la force coercitive de l'Etat et transformant par cela la coutume en droit coutumier.

En ce qui concerne le *statut personnel*, les premiers monuments juridiques roumains ont consacré la hiérarchie féodale et le système du lignage établi par l'Eglise. Bien que l'adoption fraternelle (*înfrățire*) ait été expressément excluse par les codes (IL, § 210), l'institution a continué son existence dans la pratique populaire pour les enfants nés le même mois (*lunateci*)⁶ et dans la pratique de la classe dominante par la procédure de prendre pour frère le copropriétaire d'un domaine (*înfrățire pe moșie*)⁷;

Bien que l'interdiction du mariage allait jusqu'au huitième degré, conformément aux canons, la pratique juridique populaire admettait quelque fois le mariage préférentiel sous la forme du *levirant* et du *sororat*, aussi bien que les noces d'un groupe de frère avec un groupe de sœurs. Cette dernière coutume était concrétisée sous la forme des *noces simultanées* ou par le *mariage en circuit (trampa)* : *primus* prend pour épouse la sœur du *secundus*, celui-ci la sœur du *tertius* et enfin ce dernier la sœur du *primus*. C'est pourquoi le législateur roumain (IL, § 174, 3) considérait nécessaire de mentionner expressément la formule de mariage « par trois lignages » (*pontru trei neamuri*), d'après l'exemple du canon de Malaxos (§ 146)⁸.

Quant au régime des *biens* les premières codifications de Moldavie et de Valachie réglementaient seulement la propriété privée. La copropriété, particulièrement celle sur les immeubles ruraux, était sous l'incidence des coutumes, ce qui explique la présence du droit de préemption (*protimis*) dans les actes de cette période, alors que la loi n'en faisait aucune mention. Cette vieille coutume de la communauté villageoise, destinée à empêcher la pénétration des étrangers, a continué de persister pendant

⁵ *Cartea românească de învățătură, 1646*, Bucarest, (1961), chap. 56, par. 1-4 (=CR); *Îndreptarea legii, 1652*, Bucarest (1962), chap. 361, par. 1-4 (=IL). V aussi L. P. Marcu, *Les coutumes juridiques*, p. 154.

⁶ Cf. L. P. Marcu, *Formes traditionnelles de la vie de famille au village de Svinjica*, « Etnološki pregled », Beograd, XI (1973) p. 47-60.

⁷ V. G. Cronț, *Instituți medievale românești. Înfrățirea pe moșie. Jurători*, Bucarest, 1969, I^{re} partie.

⁸ Cf. L. P. Marcu, *Structures familiales en Roumanie à l'époque contemporaine et le processus de leur généralisation typique*, « Revue roumaine des sciences sociales », XIII (1969), p. 100-101. V aussi idem, *Quelques considérations sur les coutumes juridiques comme système normatif vicinal dans le sud-est de l'Europe (seconde moitié du XIX^e s. — première moitié du XX^e s.)*, « Bulletin de l'Association d'Études du Sud-Est Européen », Bucarest, X (1972), n^o 2, p. 188.

des siècles, trouvant sa place dans la loi seulement dans le XVIII^e siècle⁹.

Bien que les premiers codes roumains parlent des *contrats écrits* (*zapis*), la première place revenait aux stipulations verbales, accompagnées par la procédure de donner la parole ou de toper, les deux procédés ayant un sens magique qui lie les parties plus fortement que les actes écrits : « Quand deux parties font une convention et établissent un accord, elles topent et quelquefois confirment leur engagement par le serment » (CR, § 48,2 ; II, § 111, 2)¹⁰.

La *dévolution successorale* se faisait dans le système des premières codifications roumaines d'après les degrés de parenté, avec la reconnaissance de la vocation successorale de la jeune fille. En réalité, dans la pratique populaire, la femme était exclue de la succession en Valachie et en cas de déshérence masculine on faisait appel à l'institution de l'adoption fraternelle sur un domaine (*înfrățire pe moșie*) ou à la déclaration de la jeune fille comme garçon, coutume bien connue en Albanie aussi¹¹. Par conséquent, la *trimoirie* — partage de la masse successorale en trois parties en cas de déshérence — bien que présente dans le texte de la législation valaque (II, § 272) était superflue dans le système populaire à cause de la natalité puissante et de la propriété collective et fut adoptée par la classe dominante à peine au XVIII^e siècle sous l'influence de la législation grecque-phannariote.

Comme *peines*, les premiers codes roumains contenaient des sanctions dures pour épouvanter les masses populaires : la peine capitale, la mort par torture, la mutilation, le fonnement etc. Mais le peuple préférait appliquer au lieu de la peine capitale l'exclusion de la communauté villageoise et la mort civile par l'exposition du fantif au mépris public en le portant à travers le village avec l'objet volé ; les deux procédés ont leur place dans le texte de la loi (CR, § 102), mais non pas avec l'importance accordée par la pratique populaire¹².

En ce qui concerne la *procédure*, les premiers codes roumains reconnaissent l'institution des cojureurs (*oameni buni*) qui intervenaient pour établir la vérité en cas de litige : « Celui qui a volé dans l'Eglise » s'il a accompli le fait et cela serait attesté par les hommes bons et pieux, sa peine

⁹ Cf. Val. Al. Georgescu, *Preemptiunea în istoria dreptului românesc. Dreptul de promissis în Țara Românească și Moldova*, Bucarest, 1965.

¹⁰ Cf. L. P. Marcu, *Les coutumes juridiques* p. 148, V. aussi Val. Al. Georgescu, *La légende populaire du « Contrat d'Adam » et ses implications (droit babylonien et ancien droit roumain)*, dans : *Studii în onoare di Eduardo Voltera*, Roma, 1969. Pour le droit coutumier bulgare, v. M. N. Andrejev, *Bălgarskoto običajno pravo*, Sofia, 1968, p. 352. Cf. aussi L. P. Marcu, *Système normalif des peuples migratoires sur le territoire de la Roumanie (III^e — XVIII^e siècles)*, dans : *Nouvelles études d'histoire*, tome V, Bucarest, 1975, p. 35.

¹¹ Cf. G. Cronț, *op. cit.*, I-ère partie. V. aussi M. Emerit, *La femme en Valachie pouvait-elle hériter?* « Revue historique du sud-est européen », 1927, n^o 1-3, p. 38-46 ; G. Fotido, *La femme en Valachie pouvait-elle hériter?*, *ibid.*, n^o 4-6, p. 113-122. Pour l'Albanie, v. A. Gjerghi, *Gjurme të matriarkatit të disa dokeve të dukuresne të jetes familjare*, « Bulletin i Universitetit Shtetëror të Tiranës », an. XVIII (1963), n^o 2, p. 285-287.

¹² Cf. L. P. Marcu, *Les coutumes juridiques*, p. 149 ; *idem*, *Quelques considérations*, p. 197 ; *idem*, *Formes traditionnelles de peines et de châtements chez les Vlaques de Balkans*, in *Konferenca kombetare e studimeve etnografike 28-30 qershor 1976*, Tirana, 1977, p. 259-268. V. aussi *Istoria dreptului românesc*, vol. I, Bucarest, 1980, p. 430 suiv.

doit être la mort » (CR, XIII, § 148) ; l'institution a été utilisée pour toutes les catégories sociales jusqu'à fin du XIX^e siècle¹³.

L'équité, considérée par le peuple comme le fondement et l'impératif obligatoire d'un système de droit, occupait sa place dans les premières législations romaines (IL, § 1,2 — 3). Cela a créé la possibilité de la *coexistence* et de *l'influence réciproque* entre la coutume et les premières législations de Moldavie et de Valachie, a fait possible *l'interaction, l'osmose et la synthèse* de ces éléments juridiques fondamentaux dans le cadre d'un pluralisme comme celui qui a caractérisé le système de *droit féodal* roumain et des autres pays du sud-est de l'Europe¹⁴.

La coutume juridique est demeurée une source formelle de droit dans les pays roumains aux *temps modernes* aussi. C'est ainsi, par exemple, que dans une demande (*anaphora*) publique à valeur de consultation juridique qui fut présentée en novembre 1819 au prince moldave Michel Soutzo — et dans le texte de laquelle on invoquait à la fois les *Pauctes* et les *Basiliques* — on affirme que « la coutume est un système de justice qui a été établi par habitude, sans avoir été promulgué » et en conséquence l'application conséquente d'une coutume juridique durant un grand nombre d'années, conférait à cette coutume-là la force d'un véritable « droit vivant »¹⁵.

En tant que *source de droit*, la coutume agissait — ainsi que durant la période antérieure — soit *propter legem*, soit *praeter legem* et même *contra legem*, en tenant compte, selon les cas, de la théorie et de la pratique juridique. Dans la première hypothèse, l'utilisation des anciennes coutumes est allée si loin qu'elles ont parfois fini par obtenir leur *réception* et leur *intégration* dans les codifications roumaines du commencement du XIX^e siècle : dans le *Code Callimaki* en Moldavie (1816) et dans le *Code Caradzea* de Valachie (1818). Mais auparavant, dès 1785, la coutume avait été intégrée dans le *Sobornicescul Hrisov* (Le Chryssobulle universel) édicté en Moldavie par le prince Alexandre Maurocordato et remis en vigueur en 1835 et en 1839¹⁶.

Dans sa seconde forme, habituelle, de *praeter legem*, la coutume a été maintenue dans certaines pratiques judiciaires — censées être particulièrement utiles (« les bonnes coutumes ») — par les législations édictées dans les Principautés Roumaines durant le premier quart du XIX^e siècle. Ces législations, en effet, ont permis explicitement le maintien de ces pratiques judiciaires coutumières. Le grand juriste moldave Andronaki Donici, dans son *Manuel juridique*, énonçait le principe selon lequel « l'ancienne coutume de notre pays s'est conservée en tant que source de droit, comme une loi, à condition d'avoir obtenu l'approbation requise pour ce

¹³ Cf. G. Cronț, *op. cit.*, II^e partie. V. aussi *Istoria dreptului românesc*, I, p. 421 suiv.

¹⁴ Cf. L. P. Marcu, *Considérations sur les rapports entre la coutume et les premières codifications de Moldavie et de Valachie*, dans : *Recherches*, VII—VIII, 1982—1983, p. 25—32. p. 25—32. V. aussi *Običajno pravo i sanouprave na Balkanu u susjednim zemljama*, Beograd, 1974; Val Al. Georgescu, *L'originalité du droit national des peuples de sud-est européen dans le contexte de la réception du droit romano-byzantin jusqu'au XIX^e siècle et de la réception du droit occidental au XIX^e siècle*, Bucarest, 1974, 66 pag.

¹⁵ *Codul Calimach, ediție critică*, Bucarest, 1958, p. 864.

¹⁶ Cf. *Istoria dreptului românesc*, II/I, Bucarest, 1984, p. 72 suiv. Pour le droit greco-roumain, vz. Pan I. Zepos, *Greek Law*, Athènes, 1949, p. 41 suiv.

faire » (I, 11). Pourtant, dans sa conception, la coutume, pour obtenir force de loi, devait avoir été admise en tant que telle par la classe dominatrice.

En général, les pratiques juridiques *d'ordre public*, issues principalement, en tant que manifestations de la volonté des princes, ont acquis droit de cité, sans qu'on tienne compte de leur ancienneté. C'est ainsi que le logothète Gheorgachi consignait — dans son ouvrage *Condică ce are întru sine obiceiri vechi și noă ale prea-înălțaților domni* (Code contenant les anciennes et nouvelles coutumes des princes très-puissants) composée à Iassy en 1762¹⁷ — les cérémonies de la cour princière, cérémonies dont le respect très scrupuleux acquérait une importance essentielle pour rehausser l'autorité d'un prince qui — d'après l'expression du diplomate suédois Erasme S. Weissinatel — « se trouve être tout aussi souverain que l'être un prince en Europe »¹⁸. Au contraire, pour tout ce qui concernait les coutumes créées par les boyards, le monarque roumain absolu, phanariote ou bien réglementaire, se montrait particulièrement suspicieux. Bien plus, les princes s'efforcent d'abolir les anciennes pratiques qui favorisaient la noblesse autochtone : à ce propos, le principal terrain sur lequel la volonté des princes phanariotes se heurtait à celle des boyards était celui de la propriété foncière et celui des rentes afférentes à celle-ci¹⁹. Ce fut, d'ailleurs, le terrain choisi par Constantin Maurocordato dans certaines de ses réformes ayant pour but de mettre au pas les boyards. C'est ainsi que les *logofeții de obiceiri* (dignitaires ayant pour fonction de recherche et de maintenir les anciennes coutumes du pays) avaient, parmi leurs attributions, celle aussi de surveiller discrètement la manière dans laquelle les boyards entendaient utiliser la coutume à leur bénéfice. Cette occurrence pourrait bien expliquer aussi l'indifférence de ces dignitaires concernant l'enregistrement systématique des coutumes des pays sur lesquels ils étaient appelés à les garder.

Quant à la coutume opérant *contra legem*, dans l'époque moderne elle était censée être nuisible aux intérêts du pouvoir princier, en tant que « mauvaises coutumes » (*obiceiri rele*), continuant à être expressément interdite, sous certaines sanctions. C'est ainsi que la célébration du mariage, sans l'office du sacre religieux, était frappée de nullité ; le divorce qui n'avait pas été prononcé par un for ecclésiastique était inadmissible et non reconnu ; en conséquence, celui qui essayait de contracter une seconde union matrimoniale était censé être bigame. Le rapt d'une jeune fille, même ayant pour but le mariage, s'il n'était pas suivi de l'assentiment des parties, était sanctionné avec une rigueur qui dépassait même celle des anciennes législations²⁰.

Les masses paysannes continuaient à montrer leurs réserves concernant la « *legea domnilor și a împărăților* » (La loi des seigneurs et des empereurs)²¹, qu'elles considéraient comme étant un véritable instrument d'oppression à leur égard. Les formules utilisées pour caractériser la loi

¹⁷ Cf. D. Simonescu, *Literatura română de ceremonial*, Bucarest, 1939.

¹⁸ E. S. Weissmantei, dans : *Călători străini în țările române*, ms. à l'Institut d'histoire (N. Iorga), Bucarest.

¹⁹ Cf. *Istoria dreptului românesc*, II/1, p. 49 suiv.

²⁰ Cf. L. P. Marcu, *La place de la coutume dans le droit roumain moderne*, dans *Recherches*, IX, 1984, p. 61—73.

²¹ G. D. Teodorescu, *Poesii populare*, Bucarest, 1900, p. 90.

sont particulièrement instructives : « La loi est telle que l'ont confectionnée les seigneurs » ; en tant que telle, « la loi va de l'avant et les malins après elles », parce que « la loi tourne autour d'une route en or »²². Seules faisaient exception les actes normatifs qui tenaient compte des anciennes pratiques populaires et qui, en tant que tels, devaient être respectés : « Car telle est la loi de nos ancêtres//La loi ainsi que la coutume »²³.

Toute une série de pratiques provenant des *relations internationales* ont été évoquées aussi par des auteurs roumains ou étrangers comme ayant fait fonction de coutumes juridiques dans le droit roumain. C'est ainsi qu'on est arrivé à transformer une situation de fait, comme celle qui régissait les rapports juridiques entre l'Empire ottoman et les Principautés roumaines, en une situation de droit, du moment qu'on a commencé à évoquer « nos anciens traités (avec la Porte) » ou bien « nos capitulations ». De la même manière, on s'est efforcé d'intégrer certains actes normatifs émis par les Sultans dans la série des « anciens adets » (coutumes ottomanes)²⁴.

En général, la coutume, en tant que source de droit, occupait durant la seconde moitié du XVIII^e siècle et la première moitié du XIX^e siècle une place de plus en plus modeste, par rapport avec le droit écrit, objectif primordial de l'absolutisme monarchique, nomothète par excellence et qui s'efforçait de mobiliser les jurisconsultes de l'époque dans le but de créer la *conscience juridique* requise pour l'accomplissement de leur politique²⁵. Cependant, les normes de comportement à caractère de droit coutumier ont continué à représenter un phénomène de masse dans le milieu rural, en possédant une double source : d'un côté, les anciennes normes juridiques coutumières, conservées et adaptées aux nouvelles conditions sociales, de l'autre les anciennes lois officielles abrogées, mais qui maintenaient leur valeur en vertu de l'habitude, ou bien en vertu de leur utilité confirmée par la pratique (par ex. l'ancien système des poids et mesures, les normes prévues anciennement pour la conclusion des contrats, la dévolution successorale, etc.). Pour ce qui concernait cette dernière catégorie, les normes juridiques ont perdu maintenant leur caractère de droit édicté et maintenu par la force de contrainte de l'Etat, pour acquérir des caractéristiques propres à la coutume juridique, à laquelle elles sont maintenant assimilées. Parallèlement, dans les nouvelles conditions de la vie sociale, une partie des anciennes coutumes tout en étant reconnues ou bien tolérées par l'Etat, commencent à perdre leur caractère juridique pour devenir de simples *règles de comportement*, similaires, du point de vue de leur sanction, aux règles morales : ou bien elles s'intègrent dans le corps des pratiques populaires à valeur purement *ethnographique* au *folklorique*²⁶.

²² Iuliu Zanne, *Proverbele românilor*, V, Bucarest, 1900, p. 379, no. 12.183.

²³ G. D. Teodorescu, *op. cit.*, p. 517. V. aussi L. P. Marcu, *Quelques éléments d'ethnographie juridique dans l'œuvre des chroniqueurs roumains*, « Ethnologica », Bucarest, 1982, p. 56—62.

²⁴ Cf. *Istoria dreptului românesc*, II/1, p. 58. V. aussi *Documente turcești privind istoria României*, I, Bucarest, 1976, p. 274—278 ; II, Bucarest, 1983, p. 27—28, 35—37, 180—181.

²⁵ Cf. N. Iorga, *Le despotisme éclairé dans les pays roumains au XVIII^e siècle*, « Bulletin of the International Committee of Historical Sciences », IX (1937), 1^{er} part., p. 101 suiv.

²⁶ Cf. L. P. Marcu, *La place de la coutume*, p. 67. V. aussi R. Vulcănescu, *Etnologie juridică*, Bucarest, 1970 ; *Običajno pravo ...*, Beograd, 1974, *passim*.

A l'époque moderne, à la différence de ce qui s'était passé durant la période féodale, la coutume n'a pu se maintenir que sous la forme amoindrie de *droit subsidiaire*²⁷, avec toutes les conséquences qui dérivent du fait d'investir ce système juridique traditionnel de l'autorité de la force publique. C'est ainsi que *l'unification législative* qui a été conséquence de la constitution de l'Etat roumain unitaire de 1859 s'efforcera de maintenir — au moins durant sa phase initiale — un certain équilibre entre le système juridique des deux Principautés réunies. De plus, le Traité de Berlin de 1878 obligera l'Etat roumain de reconnaître, dans la Dobroudja, la force de loi des anciennes coutumes et des musulmans qui avaient la même valeur obligatoire que le Coran et le Sheriat ; cette situation devait durer près d'un demi-siècle jusqu'à l'abolition du système en 1935, à la demande expresse de la population musulmane qui était son bénéficiaire²⁸.

Après l'accomplissement de l'unité nationale, en 1918, les anciennes coutumes juridiques qui s'appliquaient encore, à cette époque, dans les provinces historiques réunies à l'Etat roumain ont acquis la valeur d'un droit subsidiaire ; l'unification législative prendra, par conséquent, l'aspect d'un processus qui durera près de vingt années²⁹.

La dialectique des systèmes juridiques, leur interdépendance et leur transformation qualitative et plurifonctionnelle, ainsi que la nécessité d'une unification organique des normes du droit dans un *système juridique national* ont posé le problème de la remise en valeur de certaines *traditions juridiques* qui se trouvaient être en mesure d'imprimer au nouveau système juridique national un certain caractère spécifique. La découverte de « l'esprit collectif de la nation » (*Volksgeist*) — esprit qui se trouvait associé puissamment à l'essence de la nation à fondement bourgeois qui ne tardera pas à s'affirmer — devait devenir une préoccupation non pas seulement au niveau théorique, mais aussi une préoccupation bien pratique. Cette préoccupation semble avoir été commune aux princes phanariotes législateurs — et, à ce point de vue, la tâche assignée au juriste Michel Fotino est particulièrement éloquent, bien que ne fut pas le seul cas similaire — et, un siècle plus tard, à Jean Ghica qui, en sa qualité officielle de prince (*bey*) de l'île de Samos, se rendait parfaitement compte des avantages de la mise en valeur des normes juridiques associées à la tradition³⁰.

C'est exactement la préoccupation qui caractérise *l'Ecole historique du droit*, dont les promoteurs ont été Fr. K. von Savigny et G. F. Puchta, mais qui eut un grand nombre d'adeptes dans les pays voisins des Principautés Roumaines : G. L. von Mauer (1834), P. I. Schafarik (1843—1844),

²⁷ Cf. J. Carbonnier, *Flexible Droit*, Paris, 1969. V. aussi L. Lévy-Bruhl, *Sociologie du droit*, Paris, 1964.

²⁸ Cf. L. P. Marcu, *Some Aspects of Laicisation of Moslem Family in Dobroudja (end of the 19-th Century — first decades of the 20-th Century)*, « Revue des études sud-est européennes », Bucarest, III (1965), n° 1—2, p. 224 suiv.

²⁹ Cf. A. Ionaşcu, *Problema unificării legislaţiei civile în cugetarea juridică românească (1919—1941)*, « Pandectele române », 1942, IV^e partie, p. 146—156. V. aussi O. Schelarie et Val. Al. Georgescu, *Unirea din 1918 și problema unificării legislaţiei*, « Studii », an. XXI (1968), n° 6, p. 1185—1198.

³⁰ Cf. Val. Al. Georgescu, *Pour mieux connaître l'œuvre juridique de Michel Fotino*, « Revue des études sud-est européennes », an. XII (1974), n° 1, p. 33—58 ; L. P. Marcu, *Ion Ghica*, dans : *Din gândirea politico-juridică din România*, I, Bucarest, 1974, p. 191.

V. Bogisić (1874), St. Bobčev (1896—1902) Shtjefën Gječov : cette même école a trouvé, en la personne de B. P. Haşden, un adepte convaincu, qui fut l'initiateur de toute une vaste action ayant pour dessein le *rassemblement des anciennes coutumes juridiques roumaines* (1877—1878)³¹. Sur une base théorique nouvelle, la même idée fut reprise par les adeptes du « mouvement pour le droit libre » (*Freirechtliche Bewegung*) : H. U. Kantorowicz < Gneus Flavius > (1906), E. Ehrlich (1912), ainsi que per I. Mateiu, durant la période comprise entre les deux guerres mondiales.

Pour les juristes roumains de Transylvanie, qui connaissaient parfaitement le caractère oppressif des lois étrangères, la coutume juridique nationale, ayant pour fondement le consensus et la pratique ininterrompue du peuple roumain (« qui vivait dans cette tradition juridique coutumière comme sur la base même de son hérité nationale »), était supérieure au droit écrit « qui naît, communément de l'arbitraire et des desseins égoïstes et contraires à notre nation ». C'est dans le même sens que Simion Bărnuţiu devait expliquer « pourquoi le droit national coutumier a pu résister et se défendre plus longtemps, ayant été soutenu par les convictions nationales, ce qui a permis aux Roumains de conserver dans leur sein, parmi tant de vicissitudes, les principes de la liberté »³². Pourtant, lorsque la domination étrangère s'efforçait d'opposer aux coutumes roumaines (*Jus Valachicum ab antiquo*) ses propres maximes coutumières — comme l'avait préconisé, dès 1821, le juriste hongrois Georch Illés³³ — les théoriciens roumains de Transylvanie se déclarèrent les fermes partisans du droit écrit, dans les formes les plus modernes, comme celles de la législation autrichienne.

Après la réunion des Principautés roumaines en 1859 et l'élaboration des grands codes modernes, la coutume ne sera plus admise en tant que source formelle de *droit civil*, qu'en matière de servitudes et relations de voisinage (Code civil roumain, art. 600, 607 et 610), en matière d'usufruit (art. 529 et 532), pour l'exécution des contrats et l'interprétation de la volonté des parties (art. 960 et 980), pour la vente (art. 1359), le contrat de location (art. 1436, 1443, 1447, 1451 et 1452), ainsi que concernant certains aspects de la vie de famille (l'apparentement, l'affrèrement concernant les bornes, la dot, le testament oral etc.). Le Code commercial roumain de 1887, par son premier article, précisait que les *usages commerciaux* ne constituaient pas des sources du droit. La coutume devait pourtant demeurer en tant que source formelle du *droit commercial* par le fait de la jurisprudence, qui a admis la viabilité des effets juridiques de certaines clauses contractuelles convenues entre les parties contractuelles³⁴.

³¹ Cf. P. Strihan, *Bogdan Petriceicu Haşden*, dans : *Din gindirea ...*, p. 323 suiv.

³² S. Bărnuţiu, *Dreptul natural public*, Iaşi, 1870, p. 180.

³³ Georch I., *Jegyzetek a'Hármas Törvény-Könyv III — ik Része 29 — ik Czikkelyéhez*, « Tudományos Gyűjtemény », Buda, VII, 1821, p. 65—66. V. aussi Tarkany Szucs Ernő, *Magyar jogi népszokások*, Budapest, 1981, p. 10 suiv.

³⁴ Cf. S. Ionescu, *Izvoarele istorice ale dreptului comercial român și critica noilor tendințe de reforme*, « Pandectele române », 1942, IV, p. 57. V. aussi R. Dimiu, *Obiectul în dreptul actual român*, *ibid.*, 1943, IV, p. 133—137. Pour la comparaison avec la Grèce, cf. Pan. I. Zepos, *op. cit.*, p. 60 suiv.

Pour le *droit administratif* roumain aussi, la coutume était censée être une source du droit formel ; en effet, différentes lois invoquent la coutume en cette qualité. Des textes de lois administratives indiquaient, souvent, l'obligation de dresser certains actes « selon la coutume locale »³⁵. Lorsque quelques doctinaires se sont efforcés de créer une *coutume constitutionnelle*, en mesure de justifier le rôle augmenté du Conseil de la couronne, durant la régime de dictature pratiqué par le roi Carol II entre 1938—1940³⁶, il s'est heurté à des objections critiques parfaitement justifiées de la part des juristes démocrates roumains³⁷.

Après la dernière guerre mondiale, l'admission des coutumes en tant que normes juridiques sera limitée, en matière civile, aux servitudes de voisinage (C. civ. roum. art. 600, 607 et 610), à l'interprétation des contrats (art. 970, 980), ainsi qu'aux contrats de vente et de location (art. 1359, 1451 et 1452)³⁸.

En cédant sans cesse leur position aux lois écrites, les coutumes juridiques ont, pourtant, laissé *subsister* des traces. Il s'agit de la *conscience* que „ce sont seulement les conséquences des coutumes, c'est-à-dire des normes qui sont issues des coutumes, qui sont vraiment justes” (inf. de Mărișelu, départ. de Bistrița-Năsăud, 1972)³⁹, de la concordance entre la parole et l'action, ainsi qu'entre ce dernier et la responsabilité de l'auteur devant la collectivité dont il fait partie. C'est la quintessence de l'idéal proclamé par les créateurs des grands systèmes de droit et qui ne manque à aucune des productions littéraires du peuple roumain, comme des autres peuples du sud-est de l'Europe aussi, ayant acquis la valeur d'une *constante juridique* dans laquelle — selon l'expression de W. Muller — « la morale et la bonne conduite vont de pair »⁴⁰.

³⁵ Cf. V. Onisor, *Tratat de drept administrativ român*, II^e ed., Bucarest, 1930, p. 16.

³⁶ I. V. Gruia, *Curs de drept constituțional*, Bucarest, 1941—1942, p. 323 ; M. Cișmișiu, *Noul regim constituțional tranzițiu*, Bucarest, 1941. Pour la notion de *Volkische Verfassung*, cf. E. R. Huber, *Verfassungsrecht des Grossdeutschen Reiches*, II^eème ed., Hamburg, 1939, chap. I.

³⁷ Cf. R. Dumiu, *ait ut*, p. 137. V. aussi C. C. Angelescu, *Noua organizare constituțională a statului român*, dans : « Arhiva de drept public », 111 (1941), no. 1—4, p. 151—181.

³⁸ Cf. I. Demeter et I. Ceterchi, *Introducere în studiul dreptului*, Bucarest, 1962, p. 158.

³⁹ Archives de l'Institut d'études sud-est européennes, *Fond obiecturi juridice*, dos. VIII, f. 1, no. 1. V. aussi *Istoria dreptului românesc*, II/2, Bucarest, 1987, p. 58—62.

⁴⁰ W. Muller, dans : *Les religions amérindiennes*, Paris, 1962, p. 243.

THE MODERNIZATION OF THE SOCIAL-POLITICAL VOCABULARY AS REFLECTED IN THE ROMANIAN PRESS OF THE FIRST HALF OF THE 19th CENTURY

LIDIA SIMION

This study is based on the (chronological¹) analysis of the Advertisements, the Programme-articles and the various Editorials of 1829—1852. The vocabulary of such texts, emerging in a period of social and political changes, most accurately reflects the main stages of transition towards the emancipation of the Romanians and, implicitly, demonstrates the interdependence between the evolution of political life, the changes in mentality, and the development of language.

It should be mentioned that the study of the most important Romanian journals — starting with the very first ones — has been the concern of many Romanian and foreign specialists. A close examination of such studies signals out the apparition, ever since the beginning of the century, of different works elaborated with research means specific to the period. Afterwards, a gradual shift can be noticed with works employing both modern, specific, and complex methodologies that have become classical in literature and respond to the most rigorous scientific criteria².

¹ The list of periodicals, the data of publication and the abbreviations: *Cuierul românesc*, 1929, CR; *Albina românească*, 1829, A; *Muzeul național*, 1836, MN; *Românul* 1837, R; *Gazeta de Transilvania*, 1837, GT; *Foarte pentru mule, umură și literatură*, 1838, FM; *Dacia literară*, 1840, DL; *Spiritozoul moldo-ronân*, 1841, SR; *Propășirea*, 1844, P; *Maqazin istoric pentru Dacia*, 1843, MI; *Orăzul luminat*, 1847, OL; *Princel român*, 1848, PR; *Reforma*, 1848, R; *Poporul sursian*, 1848, PS; *Naționalul*, 1848, N; *Bucovina*, 1848, B; *România viitoare*, 1850, RV; *Republica română*, 1850, RR.

² Select bibliography: N. Hodos, *Sădi Ionescu, Publicațiile românești*, București, 1913; P. V. Hanea, *Dezvoltarea limbii literare române în prima jumătate a secolului al XIX-lea*, București, 1926; N. Iorga, *Istoria presei românești de la începuturi până la 1916*, București, 1922; Ion Ilășcu, *Presa literară românească*, vol. II (1789—1901), București, E.P.L., 1968; *Foarte pentru mule, umură și literatură* (edited by George Em. Marica, Cluj-Napoca, Editura Dacia, 1962); *Dacia literară* (edited by Maria Platon, Iași, Editura Junimea, 1972); *Propășirea* (edited by Paul Cornea), București, Editura Muerva, 1984; Al. Andriescu, *Limba presei românești în secolul al XIX-lea*, Cluj-Napoca, Editura Dacia, 1978; *Contribuții la istoria limbii românești în secolul al XIX-lea*, I (1956), II (1958), III (1962), București, Editura Academiei R.S.R.; Gheorghe Bulgăr, “Despre limba și stilul primelor periodice românești”, in *op. cit.*, II (1958); Elisabeta Close, *The Development of Modern Romanian: Linguistic Theory and Practice in Muntenia, 1821—1838*, London, Oxford + New York, University Press, 1974); *Analele Universității București*, Seria Limbă și Literatură, XXVII (1978) (Ion Coteanu, “Un model analitic al limbajului social-politic”: Mircea Seche, “Aspecte ale lexicului politic în lexicografia românească de la jumătatea secolului al XIX-lea”; Klaus Boehmann, “Revoluția de la 1848 în România și Germania: întalniri și raporturi”; Rodica Bogza Irimie, “Emițător și receptor în textele politice din timpul revoluției de la 1848”); Rodica Bogza Irimie, *Termini politico-sociali în primele periodice românești* (Doctoral thesis), București, Tipografia Universității București, 1979; Klaus Boehmann, *Der politische Wortschatz des Rumänischen von 1821 bis 1850*, Berlin, Akademie Verlag, 1979; Victor Vișinescu, *Valori lexicale și stilistice în publicistica românească*, București, Editura Albatros, 1981.

The perusal of these works highlights the effort aimed at clarifying the question of the vocabulary modernization within the context of the novatory movement of the Romanian spirituality. Thus, the analysis of the ideological values of the text is made to meet the one of the lexical values, consequently allowing for a better comprehension of the role played by the press in the vast process of "integration" in the European cultural rhythm.

After 1821, one could speak of a leap that took on the significance of a transition to the modern culture: the traditional fund continued to receive European ideas, and this led to the assertion of a new way of thinking. At the same time, the restoration of the native reigns, the acceleration of the economical development rhythm, and the setting up of new institutions created a climate favourable to the opening towards new values and to the shaping of new tastes — phenomena considered as specific to the stages of fundamental transformations. It was the age of the début of the first regular Romanian periodicals. First and foremost, such instruments were meant to be the very expression of the modified attitude towards culture. This new attitude sprang from the understanding of the need to better the people by "enlightenment", a concept that was to guide, for quite a long time, the thematical plans of the various periodicals as subordinated to the concern for forming a new public able to overcome a gap.

Around 1848, especially during this year and well afterwards, the interest focused on the political problems. Up to 1840, in terms of frequency, the materials studied reveal the highest values for such terms as *luminare* and *civilizație* (with their variants *polire* and *politicire*;) during 1845—1852 the highest frequencies are registered for *politic*, *patrie*, *patriotism*, *patriot*, *unire*, *unitate*. Here we have confined ourselves to a brief discussion of these terms, based on the afore-mentioned periodicals referred to with their corresponding sigles hereinafter: "Încredințindu-ne de dorința dvs. pentru îndeminarea mijloacelor ce privesc către *luminarea neamului* redacția acestei gazete își face poftitoarea cerere să binevoiești a îndemna pe evgheniștii boieri (...) să prenumere pe alăturata filă" (A); the readers that "doresc să se *lumineze*" would get news from "*luminata* Evropă" (CR); in Transylvania it was appreciated that "se dă voie slobodă a ne lupta și a păși către *luminarea* noastră" and the belief was stated that the journal was called upon to contribute to "*luminarea* și dezvoltarea ideilor unui popor" (GT). In Moldavia, the editor had in view the education of the young generation: the basic goal would here be that of facilitating, outside school, "obșteasca *luminare* a tinerimii și a poporului", as "*luminarea* națională a compatrioților" was widely talked about (IL). The first Romanian newspaper, entitled *Românul*, indirectly expressed the necessity of enlightenment and, to this purpose, placed its columns at the disposal of everyone willing "a-și împodobi duhul cu cunoștințe adevărate". Even before 1829, the term "*luminare*" had often been met as accompanied by *cultivare* (with its variants) in *Înștiințări*, *Apeluri* and *Prospecte* of different periodicals, some of which were never to be published.

All the periodicals were concerned with the necessity to cultivate the people. "Și acum cine va îndrăzni a zice (...) că noi avem vreo pie-

dică în cultivarea noastră?” (GT); în Moldova, the readers were informed that the newspaper was to have “un preț îndemnătoriu pentru toate straturile, nu numai a celor *cultivați*” (IL). Alongside *Luminare* and *cultivare*, whose semantic fields overlapped, and were sometimes even equivalent to, with *luminare* gradually loosing ground in favour of *cultivare*, one can place the concept of *civilizație*, as being indissolubly connected with the former two. It is to be met in almost all the writings of after 1750, at the beginning under its forms of *polire*, *politicire*, *politefsire*. Under one form or another, the concept is to appear in all the programme-articles of the period studied. Along the years it is glossed in different ways which alone proves the attention the editors payed to its understanding, adaptation and adoption. Being derived, just like *luminare*, *cultivare*, from the terminology of the Enlightenment, it was to become the force-word during the first half of the 19th century. Some excerpts from the press come in handy: “Nu se află astăzi în lumea *politicită* neam carele (...) să nu aibă în limba nației un jurnal periodic” (A); or: “(...) cei mai remarcabili autori antici și moderni au contribuit la împlinirea faptei cei mari a *civilizațiunii*” (MN). When advertizing for the apparition of *Spicuitorul moldo-român*, the editor informed the readers that the publication “se înfățișează ca *organul țivilizației*”, while *Gazeta de Transilvania* invited the reader to subscribe to it as the publication was to be of use “spre înmulțirea cunoștințelor și poleirea sa”, i.e. to be of use both for the reader’s cultivation and for his civilization. For the editor of *Curiosul*, the concepts were strictly interdependent: “întinderea *luminilor* este aceeași cu a *civilizației*” and the preponderently literary orientation of the journal was justified by the belief that “isprăvile literare fac *civilizația* și civilizația singură fericirea”.

The texts from which these examples were selected made use of terms specific to the 18th century vocabulary, as well as of new ones (carefully glossed). The situation is typical of this stage, as the concern for the modernization of terminology was still at its beginning. The forty-eightist periodicals went on a way paved by forerunners, yet bringing in the ideal of shaping a world of social and national justice, of awakening the Romanians’ self-awareness. In other words, they introduced new ideals whose theoretical argumentation would grow in the making, keeping abreast with European thinking. New terms, coming up with the revolutions, would enter the vocabulary to express these desiderata.

Any great historical, political, social event usually tells upon the vocabulary of the social category interested in that respective event. Thus, around 1848 and particularly during that year, a whole series of political terms entered the Romanian language. They did it with such impetuosity and such consequences upon the vocabulary, that, in this respect, the first half of the 19th century cannot be compared to any of the previous periods. “Nowadays we speak and write a literary language shaped towards the middle of the past century in a complex process that touched all the levels of language”³. The fast assimilation process demons-

³ Mihaela Măucaș, *Limbaajul artistic românesc în secolul al XIX-lea*, București, Editura Științifică și Enciclopedică, 1983, p. 6.

trates that the modernization of the vocabulary corresponded to the Romanian society's real and constant needs, and reflected its radical changing. In their turn, more faithfully than any other writings, the periodicals of these years reflected the dynamics of language under the impulse of the new political creeds, and outlined the lexical options that led to the shaping of a unitary language able to fit and serve modern culture.

While the Enlightenment concepts had dominated the press before 1848, the press of that year was of a marked political character, ridden of any of the past hesitations. This again demonstrates that the Romanians had already taken up the revolutionary ideas of Western Europe. That was the time of clear-cut re-dimensioning of a whole generation's outlook upon the place and the role of the Romanians. "Our parents have opened their eyes in the ancient cradle; the people of 1835, who inaugurate the present generation, were born in the turmoil of new ideas. Our parents' eyes and thoughts revolved East, ours are sighted towards the West, which is as different as day and night" wrote Alecu Russo to score up his generation's adoption of a new way of thinking.

In contrast to the previous period, the forty-eightist newspapers were dominated by articles of a strong propaganda character. The interest of each Romanian province in the events taking place in the other two grew and induced the mutual publication of the most important contributions. Just like M. Kogălniceanu, who used to believe that "my country is that stretch of land on which Romanian is spoken"⁴, the periodicals were now addressing themselves to all the "about seven million Romanians"⁵. However, a stimulative propaganda article required an adequate vocabulary. Such terms like : *alegător, cauză, cauzaș, burjoazie, democrație, guarda, emancipare, insurecție, libertate* (in the most diverse phrases : *libertatea dinlăuntru/dinafară/națională, a individului, etc.*), *muncitor, partidă, proletar, revoluție, reformă, solidaritate, stindard, unire, unitate*, etc. are found side by side with terms specific to the Enlightenment : *bine obștesc/patriei fericire/civilizație, cultivare/despotism, nație, patrie, patriot, patriotism* (when it comes to the latter four terms, the forty-eightist press proves especially sensitive), then *slobozenie, tiranie, etc.*

As a matter of fact, even the subtitles of the periodicals certify their declared political character. Here are some of them : thus, *Organul luminarei* was subtitled "Gazeta bisericăsească, politica și literară"; *Poporul suveran* had "liberty, equality, fraternity" for a motto, and as a subtitle "Gazeta politică și literară"; *Naționalul* was a "Gazetă politică, literară și economică" and its programme envisaged the publication of all sorts of news "about the shaping and re-shaping of all things that touch our happiness and unhappiness (...)". From the conceptual and the lexical points of view, one should notice, in this latter example, the co-existence within the same sentence of a new concept — *reformare* — (re-shaping) — beside the older opposition *fericire/nefericire* (happiness/unhappiness). *Bucovina* was also called "Gazeta românească pentru poli-

⁴ M. Kogălniceanu, "Cuvint introductiv la cursul de istorie națională (24.11.1843) rostit la Academia Mihăileană", apud *Foaie* . . . 11—13 (1844).

⁵ Ion Ilchade-Rădulescu, "Chemare pentru Biblioteca universală", în *Curicul românesc*, 62 (1846), apud Ion Ilieșiu, *op. cit.*, p. 24.

tică, religie și literatură” and aimed at being “the defender of national interests” in a region where “the Romanian nationality is predominant”. Therefore, *politie* as a term, though previously avoided or only sporadically employed, gained in frequency. Its presence proves indicative of the new state of mind, against the background of mutations occurring in the Romanian society.

A similar increase in frequency can be noted for *patrie*, *patriotism*, *patriot*, beside *unire*, *unitate*, no matter where the periodicals appeared. The first periodicals (1829–1840) made use of *patrie* in texts the contents of which belonged to the Enlightenment: “*luminarea patriei*” (CR), “*gaze-ta patriei*” (A); “*fericirea patriei*” and “*dulcea noastră patrie*” (GT). The year 1848 witnessed the first definition of fatherland in the press: “The fatherland is the identity of interests, ideas and passions that gathers and unites (people) in order to defend the welfare” (PŞ). *Patrie* would then begin capital: “(...) un singur punct de vedere: Patria” (JR). Phrases like: *vrăjmașii patriei*, *mîntuirea patriei*, *pieirea patriei* also reached high frequencies in such texts. Derivatives like *patriot*, *patriotism* came in naturally. Regarding as patriot every one who showed attachment to actions of profit for the fatherland, in 1840 the editor of *Icoana lumii* (aunched) an appeal to “the four or five hundred patriots and nationalistic men of letters (...)”. Later on, in 1848, the appeal would be addressed to all Romanians: “români, fiți sinceri și înainte de toate *patrioți* generoși, *naționaliști* fierbinți” (JR), with *patriot* and *națio-nalist* being synonymous. *Poporul suveran* resorted to a diminutive to banter the false patriot and the false patriotism: “*acești patriotași* care aleargă cu limba scoasă și cer câte o mică recompensă pentru patriotismul lor”. In the process of revolution, the patriot became an apostle of freedom called upon to materialize in action the patriotism underlying his attitude. N. Bălcescu’s remark that “today the Romanians need to take a stand on patriotism and courage” (MI) was an impetus to which the young generation presently responded. A few years later the press would still enlogize the youths having taken part in the revolution “*Trăiască tinerii voinici care au dat dovadă că patriotismul nu este un cuvînt deșert (...)*” (PR).

As a progress factor materialized in creative militantism, during the forty-eightist period, patriotism struck root into consciences and then flourished in the struggle for the creation and consolidation of the Romanian national state. As Ștefan Lemny⁶ put it “The presence of the new ideal in Romanian thinking was not a simple language ‘innovation’, but an idea emerging from the spiritual realities and unrest of the society. It emphasizes the tendency to freshen up the ideological discourse in accordance with the new needs to join together and activate the energies (...)”.

Of course, the penetration of new ideas and their impact on the vocabulary should not be pursued in the press only, and moreover in the programme-articles alone. However, such material allows us to point out, besides the already mentioned ones, terms like *unire* and *unitate*.

⁶ Ștefan Lemny, *Originea și cristalizarea ideii de patrie în cultura română*, București, Editura Minerva, 1986, p. 208.

Their frequency would increase in the press of after 1848 as well as in the exiled revolutionaries' press, which proves that this commandment gained ground in an objective historical process and became the concern of authors in the periodicals under analysis. Thus, all the articles recorded the following terms: "*Uniți-vă cu noi, frați români de dincolo de Milcov . . . Munteanul și moldoveanul sînt toți români, frați de o singură nație*" (PR); "(. . .) să nu ziceți că România e liberă cînd Moldova e robită. Revoluția de la 1848 a eliberat o provincie a României, iar nu România întregă" (PS).

Junimea română's purpose was to get all the Romanians interested in "ideea renașterii naționale, pentru că nu vom fi liberi pînă nu vom fi uniți". The same programme was going to disseminate "ideea unirii naționale" and advise all Romanians to join under the banner that bore as a motto: "Unirea românilor" as the only way in which the Romanians would be able to form "întregirea românilor". In some other articles, the idea of unification was more concisely expressed: "(. . .) numai prin lupta ideii poate ieși unirea, unitatea și frăția" (PR). Such articles like *Naționalitatea* or *Unitatea României* bore the message in their very title. The latter article, signed by Cezar Bolliac, revealed the point of view shared by the Romanian historiography on the question of unification. "Romania's unification in one state is not an idea coming from some few over-advanced Romanians; it has been recurrent ever since 1848: it has been the national feeling in all parts of Romania ever since history had something to say on Dacia".

Most surely, one of the words that can introduce us to the mental atmosphere of the 18–20th centuries and to the various currents of opinion, is the concept of *civilization*, which quickly got to dominate, "as it gave an answer to the people's way of thinking". "By following up the elaboration and entrance into the circuit of a dominant concept, like the one of *civilization*, one can grasp the way the basic mental schemes of the different societies' intellectual activities were re-organized (. . .)" ⁷. Starting from these remarks we have tried to point out the way in which the concepts analyzed animated the advanced spirits of the day who put the front pages of the Romanian journals to the service of their ideals. As a factor of cultural cohesion, the press began its constant penetration into the Romanian conscience at a moment that felt the need to have the social communication enlarged (in Robert Escarpit's opinion the most difficult question of communication is how to pass the information from a group to the whole mass ⁸). Thus, new concepts had to be introduced, new channels to be created so as to provide for the Romanians' access to the European values. The press carried information about a scarcely known world, images of a new universe that needed be understood first. The first periodicals reflected a strong concern for explaining each and every term unknown to the readers, as well as a tendency to fix such terms in the vocabulary. It was necessary for the people to be familiarized with the new language which was able to express the new way of thinking and aimed

⁷ Al Dușu, *Literatura comparată și istoria mentalităților*, București, Editura Univers, 1982, pp. 99–100

⁸ Robert Escarpit, *De la sociologie literară la teoria comunicării*, București, Editura Științifică și Enciclopedică, 1980, p. 421.

at making the Romanians reach the civilization stage of Western European countries. The programmes published in the 1848 press as well as those elaborated by the exiled revolutionaries outlined the leading political and militant character of the articles. Hardly could such a defining feature have been imagined at the time of the début of the press.

In terms of vocabulary modernization, the dominant characteristic resides in the effort to bestow new expressiveness on language. Besides, new terms proper to revolutions massively penetrate the language, while others change their meaning and yet others drop out of it. As Klaus Bochmann⁹ has demonstrated, the strongest social event on Romanian soil — the revolutionary year 1848 — triggered the strongest transformation of the vocabulary.

Yet, the core of the question is the modernization of thinking, with the bourgeois ideals getting to double the Enlightenment ones. This coincided with the growth of political activity and with the natural employment of a vocabulary able to meet the requirements of modern communication.

At the same time, the frequency of the analyzed terms in all three Romanian provinces points to the unity of their desiderata, as carefully guided towards the unification and the national unity. The energy of a whole generation was put to the service of certain deep mutations under the command of the epoch's imperatives. The messages of the newspaper pages were the messages of the whole nation. Statesmen, writers, historians and editors at the same time, the journalists of the first periodicals proved to have acquired new mental tools of European standing, and to have understood the efficiency of the press in their rapid spread.

The first periodicals being oriented towards a dialogue with the society, largely contributed to the modernization of concepts, to the "purification of mentality"¹⁰. The awareness of the need to reach the European level which ever since the 17th century had constituted "ein Bewunderungswürdiges Ganze"¹¹, as well as the feeling that it was necessary to put in "more heart for a political and social reform to make us worthy of taking over the place we deserve in the great family of the European nations"¹², accelerated the process of unification of the Romanian provinces into one single unitary state. In this context, the press reflect most faithfully "the thirst for action of the epoch"¹³ in which the ideological and institutional foundations of the Romanian state were laid.

⁹ Klaus Bochmann, "Dezvoltarea vocabularului social politic românesc, 1848—1850", in *Actele celui de-al XII-lea Congres internațional de lingvistică*, București, Editura Academiei R S R., 1976, p. 871.

¹⁰ D. Popovici, *Studii literare*, vol. III, Cluj-Napoca, Editura Dacia, 1974, p. 30

¹¹ Johann Chr Adlung, *Pragmatische Staatsgeschichte Europas*. Gota, 1762. apud Paul Hazard, *Gîndirea europeană în secolul al XVIII-lea*. București, Editura Univers, 1981, p. 414.

¹² N. Bălcescu, *Cuvînt preliminar despre izvoarele istoriei românilor*, apud Ion Hangu, *op. cit.*, p. 106.

¹³ Lucian Blaga, *Ființa istorică*, Cluj-Napoca, Editura Dacia, 1977, p. 109.

THE LANGUAGE OF TUDOR VLADIMIRESCU'S AND ALEXANDER HYPsilANTIS' REVOLUTIONARY PROCLAMATIONS

LIA BRAD-CIHSACOF

The present paper sets itself the aim to shed some light on a much disputed topic within Romanian historiography, i.e. the relationship between Tudor Vladimirescu and Alexander Hyspílantis, but from a fairly changed point of view and with thoroughly changed means. There is no interest, of course, to re-evaluate the personal links between the two leaders (only new archive documents could possibly add enlightening facts). We approach the two exclusively as revolution leaders and try to examine their political speeches from a linguistic point of view. The speeches, though, are no rich material and the scarcity of reference stuff may turn into a shortcoming from the very beginning. What proves encouraging, nevertheless, is the conspicuous interest in Vladimirescu's vocabulary which materialized in a consistent study¹ and, to put it paradoxically, the relative lack, to our knowledge, of studies on the Greek political vocabulary at large and of specialized studies on Hyspílantis' language.

Starting from the assumption that the period of Phanariot reigns of the Romanian history should not be considered as a whole and treated as such and that it deserves careful scrutiny and nuanced interpretation, we should bear in mind that, in the Romanian Principalities, the European modernizing ideas had appeared and circulated both officially and surreptitiously ever since the second half of the 18th century and even more intensely at the beginning of the 19th century. Data in support are to be found in many studies pertaining to the Romanian culture².

The reforms applied in the Principalities in the fifth decade of the 18th century unleashed changes within the three institutions. After 1749, though, both the internal political framework and, afterwards, the external conditions did not favour a policy of reforms. This was due to be resumed as late as the first reign of Alexander Hyspílantis (1775—1782) and its course was afterwards uninterrupted. Modernization, incorporation

¹ Klaus Boehmann, *Der Politisch-Soziale Wortschatz des Rumänischen von 1821 bis 1850*, Berlin, Akademie Verlag, 1979

² V. V. Sotropa, *Proiectele de constituție, programele de reforme și petițiile de drepturi din Țările Române în secolul al XVIII-lea și prima jumătate a secolului al XIX-lea*, Bucharest, Editura Academiei R S R , 1976.

Al. Dușu, *Sinteză și originalitate în cultura română*, Bucharest, Editura enciclopedică română, 1972

Idem, *Cultura română și civilizația europeană modernă*, Bucharest, 1978.

into Europe and among its enlightened nations were ever more called upon and cultivated.

Under the reign of Ioan Gheorghe Caragea there was a constant concern for a political and administrative re-organisation as well as for the setting up of a legal code and for the development of education. The foundation of the "Școala academicească" (The academic school), headed by Gheorghe Lazăr, in 1818 was an important victory scored by the local opposition. Let us also mention the election with political implications of Dionisie Lupu, a Romanian as well, a metropolitan (1819). It was also in 1819 that another Romanian, Gherasim Rătescu, was elected bishop of Buzău.

A characteristic feature of the epoch was a constant concern for the international legal status of the Principalities because the maintenance of their political integrity was then facing real dangers.

Modernisation was meant for all the levels of society. No doubt, every class and social stratum had their own point of view on modernisation hence the inconsistencies and oscillations.

A special opportunity added to the objective tendencies described above, namely the Philike Etairia movement³ which had started in Odessa in 1814. This society had mainly in view the organisation of a revolt against the Ottoman Empire with as a final goal the establishment of a Greek state with Constantinople as its capital. The rebirth of the *Byzantine Empire* was in fact envisaged and not a state within strict national limits. In 1818 (in the interval 1814–1818 the movement had not scored any particular successes) the Etairia moved its headquarters to Constantinople, adopted a new system of organization and consequently witnessed real progress. Its leaders had decided that the revolt should concentrate on the Peloponnesus but that movement had to be preceded by a diversionistic action in the Principalities. The preparations for the revolution's start in the Peloponnesus did not advance as expected. Therefore, the movement started in Moldavia deprived of any co-ordination with the events of the Greek territory of today. The choice of the Principalities as a starting point for the Greek liberation movement was justified, should one consider several specific conditions. The fact that the Phanariot princes reigned in the Principalities was a warrant that the authorities would be benevolent. Many of the Greek boyards living in the Principalities had been drafted into the Etairia. Mihai Suțu, prince of Moldavia, was himself a member of the Etairia and an agreement existed between him and Tudor Vladimirescu, known as an important politician. On the other hand, the strategic position of the Principalities was favourable: if the Etairia intended to implicate other Balkan peoples as well, then it was ideal for the revolution to start in Moldavia and then get down through the Balkan area on to Greece. The Etairia relied, no doubt, as well on the pre-revolutionary atmosphere existing in the Principalities, not realising, though, the differences between its goals and ideals and the reality in the two Romanian provinces. The Etairia members tactlessly ignored the unpopularity of the last Phanariot reigns generated by the taxation system

³ See Barbara Jelavich, *History of the Balkans*, vol. I, Cambridge, Cambridge University Press, 1983.

of the decade which had preceded the revolution and also by the application of the Caragea legislation. This was felt to be "o nouă lege a clăcii" (a new law of the corvée) for peasants generally used to the agreements facilitated by the dynamics of local relations. They had been used as well to an overall compensation in cash or products of the various servitudes which still burdened them.

As the Romanian historiography has demonstrated⁴, Tudor Vladimirescu's revolution was not a spontaneous action devoid of political or military preparations but a solidly prepared movement. This holds true for Tudor and his men as well as for the collaboration with the boyards implicated in the Etairia movement. They had understood that Tudor was the fittest to raise a popular revolution thus avoiding to implicate the country in a pure anti-Ottoman action as was the case of the Etairia movement, and which could prove dangerous. Tudor Vladimirescu became the spokesman for popular power and assumed the leadership of the strike against: feudal aristocracy and against the Phanariot state machinery.

The 1821 revolution marked the end of a revolutionary process. Tudor's movement's program was not a mechanical annexation of claims already expressed in one way or another, it was a real synthesis. Many elements which can make up a program can be retraced in the revolutionary documents. They usually generalize or underline the ideas and claims which appear in "Cereile norodului românesc" (The Claims of the Roumanian People) conceived as a program. It contains the basic principles of a new social order and expresses, in a realistic manner, the external objective of the Romanian revolution at that particular moment.

The notion of people is best represented in the documents attributed to Tudor Vladimirescu. There are such denominations as *norod* (folk) and, occasionally, *țărani* (peasants). *Norod* was used with semantic nuances that were unknown to the Romanian language up to that moment. There are a few denominations for other social positions. The people identifies with the peasants who only appear as *peasants*. Within the notion of people terms like *oroșani/orășani* can be found.

An opposed interpretation of the notion of people was assumed by the feudal counterpart, for whom the connotations of "people" are "simple-minded, stupid, unsubmitted, easy to deceive". This ideological conflict with respect to the notion of people was for the first time noticeable in 1821.

The feudal oppressors and exploiters were characterized by Tudor by means of a paraphrase in which the word boyard is included by which he understood the Phanariots and the local boyards, the state employees and the high officials.

In opposition to this, the feudal class views itself in positive terms and in a patriarchal manner: *cei mai înți boieri, razimul țării și părinții a toată obștirea* (the first boyards, the country's support and parents to the whole people).

Class power is characterized in an utterly negative manner and emotional connotations for the opposite parties and in an equally clear-cut positive manner for one's own party without intermediate nuances.

⁴ G. D. Iseru, *Introducere în studiul istoriei moderne a României*, Bucharest, Editura științifică și enciclopedică, 1983.

Tudor calls the revolution *ridicare*, *pornire*, *adunarea norodului*, *adunarea obștei folositoare*, *adunarea cea orînduită pentru binele și folosul a toată țara* (uprising, start, the assembly of the people, the assembly useful to the community, the assembly organized for the benefit of the whole country) while the feudal party uses *zavestie*, *zurba*, *răzvrătire*, *răscoală*, *tulburări*, *rebelie*, *insurecție* (revolt, uprising, unrest, rebellion, insurrection).

Out of certain socio-political notions we can infer Tudor's democratic conceptions. For "social stratum", "class" he uses *tagmă*, which acquires the meaning "restricted group" in clusters such as *tagma aghii*, *tagma spătării*, *tagma pandurilor* (the police station group, the sword-bearers dignity group, the pandours group). In a cluster like *tagma boierilor* (the class of the boyards), *tagma* stands for the negative "clique".

In Tudor's thinking the denominations for "society", that is *obște* (community) and *țară* (country) refer to all those placed above the people. *Obște* (community) can be found in the language used by the boyards with the meaning "the assembly of the feudal officials".

In 1821, "motherland" means for every Romanian, mainly, his birthplace and not the entire territory occupied by the Romanians. Within national consciousness nevertheless "motherland" means the totality of patriots "drepturile patriei, de la boier pînă la cel prost lăcuiitor" (everybody's rights, starting with the boyards and ending with the poorest inhabitant).

Tudor Vladimirescu thinks of the notions of "motherland, patriotism, patriot" in democratic terms. He enlightens the people for the motherland's sake. A real patriot can only be linked to the people. To Tudor, the boyards are *vrășmași ai poporului* (enemies of the motherland). In all the other texts contemporary to Tudor, *patriot* (patriot) appears alongside with *simpatriot*, *simbatriot* (compatriot), and, therefore, the notion of "patriot" came to be replaced by *adevărat patriot* or *fiii cei adevărați ai patriei* (real patriot, the true sons of the motherland). Tudor makes use of *patriot* in its modern acceptation as to him patriotism identifies with *sfînta dragoste cea către patrie* (the holy love for the motherland). In the texts of the opposite parties such formulas are to be found: *rîvnă de patrie*, *rîvnă și iubire de patrie*, *simțirea cea patriotică*, *filotimia patriotică* (fervour for the motherland, fervour and love for the motherland, the patriotic feeling, the patriotic pride). The social determination of these meanings are not quite obvious. Therefore, a mark of patriotism was the fervour in annihilating the peasant uprisings "acei ce au filotimia patriotică să oprească toate mișcările lăcuiitorilor" (those who take patriotic pride in stopping all the movements of the peasants).

Of Tudor's proclamations we can infer the following claims:

1) The re-establishment of the old agrarian rights and the abolition of the despotical methods of exploitation. Tudor does not mean to touch privileges *ci mai virtos le voiesc întregimea și întărirea privilegiilor* (but more do I want their integrity and the ensurance of privileges) (see the proclamation of June 23, 1821) and agrees to the momentaneous pillage of the goods acquired dishonestly *decît numai bunurile și averile cele rău agonisite ale tiranilor boieri să se jărtfească* (only the dishonestly acquired goods and belongings of the tyrant boyards should be sacrificed ...).

Tudor makes often use of *binele și folosul tuturor* (every body's benefit and use). By everybody he means either the whole population or the peasantry.

The opposite party makes also use of *bine* and *bunăstare* (good and prosperity) but in connection with anti-revolutionary goals, i.e. with the meaning "silence, order" through which an opposite evaluation of these keywords is made. For his enemies, Tudor is *tulburător și amestecător de liniștea lăcuitorilor* (agitator and interfering in the peasants' silence).

2) The removal of the Phanariots, the restoration of the country's autonomy. These are claims very clearly formulated by Tudor Vladimirescu but they also appear in the documents which belong to the Wallachia and Moldavia boyards. Nevertheless, Tudor was in advance, as he suggested unity in the political action of the Principalities, for the acquirement of national rights, a fact which marked a new step in the subsequent assertion of the ethnical unity consciousness.

In the formation of a modern terminology, the ideological polemics of 1821 prepared the ground on which the new notional meanings penetrated. This would have happened by far more slowly if the new notions had penetrated at the same time with the new denominations.

Compared to Tudor Vladimirescu's proclamations, those which Alexander Hysp silantis issued in the Principalities are by far less comprehensive.

In the Greek territories, there were much more favourable conditions for a national revolution with a view to attaining political independence. The Peloponnesus already had an almost independent administration, and so had the islands. Mention should be made that the Greek society was made up of communities of identical culture but geographically scattered. The peasantry, by far more restricted in number than in the Principalities, lived in very closed communities. The authorities, the rich shipowners of the islands and the army people made up three distinct elements which were not always united and which at times came to clashes. Finally the Greeks of the diaspora and the Phanariots who were obliged to leave their positions in the service of the Porte made up in their turn a category apart.

The outcome of the Greek revolutionary movement, far from looking akin to the ideals of Etainia, was essentially political. A small independent Greek state was created, with a limited autonomy and with an economy full of gaps. For instance the cereal crops could not be obtained within the frontiers of the new state and therefore the latter was still dependent from this point of view on the Ottoman Empire. Studies of demographical history⁵ have shown the tendency of the peasant population living in this state to move on to the more prosperous territories to the North of the new state's frontier (these territories were still under Ottoman rule).

Alexander Hysp silantis' proclamations confirm the above historical considerations. One can say that there are no social claims in the documents of the Greek revolution issued in the Principalities. When there

⁵ Κωνσταντίνος Τσοκαλάς, *Εξάρτηση και αναπαραγωγή*, Paris, 1975.

is mention of the people, with the meaning of “nation” ἔθνος/λαός, reference is made to the entire Greek nation, whose general mobilization can secure the success of a national revolution: “Ἄς κινηθῶμεν λοιπόν μέ ἐν κοινόν φρόνημα οἱ πλούσιοι ἄς καταβάλωσι μέρος τῆς ἰδίας περιουσίας, οἱ ἱεροὶ ποιμένες ἄς ἐμψυχώσωσι τόν λαόν μέ τό ἰδίον των παράδειγμα, καί οἱ πεπαιδευμένοι ἄς συμβουλευσῶσι τά ὠφέλιμα. Οἱ δὲ ἐν ζέναις αὐλαῖς ὑπουργοῦντες στρατιωτικοί ὁμογενεῖς, ἀποδίδοντες τὰς εὐχαριστίας εἰς ἦν ἕκαστος ὑπουργεῖ δύναμι... ἄς ὀρμήσωσιν ὅλοι... καί ἄς συνεισφέρωσιν εἰς τήν πατρίδα τόν χρεοστούμενον...”

(Let us therefore start with a unique common thought, the rich should contribute the same portion of property, the clergy should encourage the people, by the same example the learned should preach the useful. The compatriots who serve at foreign courts as military men and politicians, everyone there where he serves, let us all start and fulfill our duty towards our country) (Iasi, February 24, 1821).

Special mention is due to the Romanian equivalents of the Greek words which occur in the bilingual proclamations. For ἔθνος meaning “people, nation” *niam* meaning both “people and race” is used. “*Un mare niam, mare zic și pentru strămoșeștile isprăvi, mare și pentru cea fără asemănare bărbăție la ticăloșiile sale* (a great nation, great I say for the war victories of their ancestors, great also for the endurance of their sufferings). For λαός (people) or ὄχλος (crowd) *norod* is used. *Fiiți bine incredințați că au trecut acia vreme întru caria glasul norodului să auzia puțin în urechile stăpînitorilor. Astăzi vedem chiar pe acei stăpînitori ai niamurilor de a lor bună voie a întoarce noroadelor cuvîntoasele lor dreptăți* (Be sure that the time is over when the voice of the people was hardly heard by the masters. We see today those very masters of the peoples by their good will returning to the nations their due rights) (Iasi, March 1821).

The only reference to the *politiceasca înfrățire* κοινωνία πολιτική (society) refers to the Principalities, to the Romanians, *vriame iaste dar, prietînilor români! Să vă deșteptați, vriame iaste să simțiți și să ciareți aciale firești și politicești dreptăți pe care firia au dăruit omului și politiceasca însofire iaste îndatorată a feri și ocroti*. “Καιρός λοιπόν φίλοι Δᾶκες νά ἐξυπνήσητε, καιρός νά αἰσθανθῆτε, καί νά ζητήσητε τά φυσικά καί πολιτικά ἐκεῖνα δικαιώματα, τά ὅποια ἡ φύσις ἐχάρισεν εἰς τόν ἄνθρωπον, καί ἡ πολιτική κοινωνία χρεωστεῖ νά ὑπερασπίζητε καί νά ἀσφαλίζη...” (It is high time, Romanian friends! Wake up, it is high time you felt and asked for those natural and political rights that nature has given to man and that society is obliged to defend and ensure). The influence of the ideals put forward by the Enlightenment and the theoretical model of approach to this question are conspicuous.

In the notional field of motherland, patriot for motherland, there are such periphrases “ἡ κλασσική γῆ τῆς Ἑλλάδος, Ἑλλαδική γῆ, ἱερά ἔδαφος, (the classic ground of Greece, Hellaic ground, holy land) “ἡ πατρίδα Ἑλλάδα” (Greece the motherland): Ἰδοῦ ἡ φίλη ἡμῶν Πατρίς Ἑλλάς ἀνυψώνει μετὰ θριάμβου τὰς προπατορικός της σημαίας” (here is our dear motherland Greece hoisting in triumph the flags of the ancestors) where the idea of tradition is conspicuously entailed. The notion of motherland also occurs in opposition with the idea of foreign oppression (heavily sties-

sed in all of Hypsilantis' proclamations) and bearing a geographical connotation: "Εἶναι καιρός νά ἀποτινάξωμεν τόν ἀφόρητον τοῦτον ζυγόν νά ἐλευθερώσωμεν τήν Πατρίδα". (It is high time we shook this unbearable yoke, to free the country).

To Hypsilantis, the patriot is his compatriot, his comrade in arms "Στρέψατε τούς ὀφθαλμούς σας, ὦ Συμπατριῶται καί ἴδετε ἐδῶ τήν ἐλέεινήν μας κατάστασιν. Καί εἰς τάς δύο ταύτας φιλικάς μας ἐπαρχίας σχηματίζεται σῶμα πολυάριθμον ἀνδρείων συμπατριωτῶν, διά νά τρέξῃ εἰς τό ἱερόν ἔδαφος τῆς φίλης ἡμῶν Πατρίδος" (turn your eyes, compatriots, to see the glorious situation; in both these provinces a numerous body of valiant compatriots is formed to head hastily for the holy land of Greece).

The notion of happiness for all, occurring in a bilingual proclamation, has quite a vague meaning and refers to the common interests. Thus the Etairia's relations with the inhabitants of the Principalities acquire the meaning "The normal course of the two movements" *Sînt dar incredințat că și noi vom întîmpina d'n parte-vă cîa mai prietenoasă primire care sînteți datorii la niște bărbați ce se sîrguiesc pentru cea de obște fericire* Εἰμή δέ βέβαιος, ὅτι καί ἡμεῖς θέλομεν ἀπαντήσῃ ἐκ μέρους σας τήν φιλοφρονέστατην ὑποδοχήν καί τοιαύτην, οἷα χρεωστεῖται εἰς ἄνδρας ἀγωνιζομένους, ὑπέρ τῆς κοινῆς εὐδαιμονίας". (I am sure that we shall meet the warmest welcome from you that you owe to men who strive for the happiness of all).

The notion of freedom relates nearly to the independence from the Ottoman Porte. "Ἡ φιλική Ἐταιρία ἦτον ὁ πρῶτος σπόρος τῆς ἐλευθερίας μας!" (The Etairia was the first seed of our freedom) which is linked, in a relationship of diachronical synonymy, to the notion of happiness" ...αἱ δέ μεταγενέστεραι γενεαί θέλουσιν εὐλογεῖ τά ὀνοματά σας καί θέλουν σᾶς κηρύττει ὡς τούς Πρωταιτίους τῆς εὐδαιμονίας των... (the further generations will bless your name and will proclaim you authors of their happiness).

In the curse of the Patriarch of Constantinople, national freedom is considered a heresy: "Ἀλεξάνδρου ἐκείνου Ὑψηλάντου ὅς τις παραλάβων ὁμοίως του βοηθῶς ἐτόλμησε νά ἔλθῃ διά μίας εἰς τήν Πογδανίαν...καί (οἱ) ματαιόφρονες ἐκήρυξαν ἐλευθερίαν τοῦ γένους". (That Alexander Hypsilantis who chose helpers dared come straight to Moldavia ... and the heretics proclaimed the liberty of the nation). For "nation" the word γένος is used which does not occur in Hypsilanti's proclamations. (Most Greek words require a "personal" history to clarify a particular occurrence as is the case with γένος and ἔθνος). In ancient Greek ⁶ γένος meant: 1. race, descent ...; 3. a race in regard to number, a nation; 4. a race in regard to time, an age, generation ... and ἔθνος meant: 1. a company, body of men; 2. a race, tribe; 3. a nation, people ...; 4. a particular class of men, a caste. Γένος according to a most detailed analysis, which belongs to D. A. Zakythinos ⁷, came into general use when the Byzantine Empire was being torn apart and was closely connected with that event. Ultimately, it came to mean "the mass of the Greeks who lived under Ottoman rule and came under the administration of the

⁶ Liddell-Scott's Greek-English Lexicon, Oxford, At the Clarendon Press.

⁷ D. A. Zakythinos, *The Making of Modern Greece. From Byzantium to Independence*, Oxford, 1976.

orthodox church". "Ἐθνος appears to have been used during the Middle Ages quite outside its original meaning (i.e. mainly as foreigners) but returned to its older usage and became a familiar term in the traditional thinking during the Turkish period. In the long run, a distinction came to be made between them and the term ἔθνος was associated with the new ideas and became their bearer. Another recent study on the Hellenic ethnonyin draws quite the same conclusions⁸. Thus the Patriarch of Constantinople remains conservative while Hyspilotis proves an attachment to the trend of Greek national rebirth. A Romanian version of the curse *Gramata patriarhului ecumenic din august 1821* underlines the same idea: "ci stind iarăși cu denadinsul toți la acele porniri protivnice dumnezeirii și streine cu totul chipului creștinesc, nelegiuirea lor va fi peste grumazul lor și-și va lua lorăși judecată de osândiri... "(but persisting in tendencies against God and completely foreign to the Christian way, their unlawfulness will turn against them and they will be judged and condemned).

One could not possibly refer to a specific state of the Greek political vocabulary marked by Alexander Hyspilotis as is the case of Romanian with Vladimirescu.

The conclusion drawn out of the analysis of the socio-political vocabulary of Vladimirescu's and Hyspilotis' revolutionary proclamations reveals a clear-cut distinction in nature of their two respective movements.

⁸ Maria Mantouvalou, *Romaïos-Romios-Romiosyni. La notion de « romain » avant et après la chute de Constantinople*, in *Ἐπιστημονική Ἐπετηρίς τῆς Φιλοσοφικῆς Σχολῆς τοῦ Πανεπιστημίου Ἀθηνῶν, Περίοδος δεύτερη—Τόμος ΚΗ'* (1979—1985), pp.169—199.

The quotations were taken from:

Documente privind istoria României. Răscoala din 1821. Documente interne, vol. I—V, Bucharest, Editura Academiei, 1959. and from: *Μονόφυλλα τοῦ Ἀγώνος Προκηρύξεις — Θεσπίσματα Διατάγματα 1821—1827*, Ἱστορική καί ἔθνολογική Ἑταιρία τῆς Ἑλλάδος, Ἀθήναι 1973

LES INTERFÉRENCES HISTORIQUES ROUMANO- YUGOSLAVES ET LES RELATIONS LITTÉRAIRES À L'ÉPOQUE MODERNE

EUGENIA IOAN

La mise en valeur d'un riche matériel documentaire portant sur les relations roumano-yougoslaves¹ révèle les formes et les modalités multiples de la communication intellectuelle qui existe entre les peuples sud-est européens, en ouvrant une voie nouvelle à l'interprétation de la notion d'« échange international d'idées » à l'époque moderne, au service de la cause des recherches comparées interdisciplinaires, les relations littéraires occupant la position dominante.

De date relativement récente, la recherche des relations littéraires roumano-yougoslaves a donné jusqu'à présent des résultats remarquables, surtout pour la linguistique, la littérature proprement-dite occupant un plan secondaire. Une approche d'une moindre intensité, dans un cadre comparatiste-littéraire, ont connu autant les problèmes liés à l'habitude de lecture en concordance avec les moments où le livre imprimé commence à exercer visiblement son rôle de moyen de communication, que les effets du progrès de la culture, de l'intensification de la vie politique, l'état des institutions ou le rôle historique joué par les Roumains et les Yougoslaves dans le contexte sud-est européen.

Une analyse d'ensemble en ce sens nous permet d'observer que les fils qui unissent le destin culturel de ces peuples sont multiples et diversifiés. Entrelacés aux événements historiques, ils relèvent de la continuité des fonctions corrélatives — expression d'un cours historique spécifique — à même de fournir d'impressionnants parallélismes issus non pas d'un jeu du hasard, mais plutôt d'un certain type de relations littéraires dont l'évolution est due à des formes longtemps cultivées. La littérature, composante de premier ordre de la « production imprimée de la pensée » — selon la définition de Nicole Robine — ou considérée le « bilan de la vie intellectuelle comprimé dans le livre »² permet de nouvelles évaluations dans le cadre comparatiste.

En tant que facteurs corrélatifs, les moments d'interférence historique roumano-yougoslave ont jeté les bases d'un climat propice à

¹ Radu Flora, *Din relațiile sirbo-române. Privire de ansamblu*. Pancevo, 1964.

Idem, *Relațiile iugoslavo-române. Sinteză*. Panciova, 1968, p. 291—396, avec une riche bibliographie. Mirko Jivković, *Svedočanstva o srpsko-jugoslavenko-rumunskim kulturnim odnosima*. București, Criterion, 1976. 328 p.

² Nicolae Robine, *Comunicarea prin intermediul cărții. Lectura*, in *Literar și social. Elemente pentru o sociologie a literaturii*, București, Univers, 1974, 217 et suiv.

l'intensification de la communication intellectuelle. Leur contribution directe à la modernisation de la société est reflétée, sur le plan externe, par le rapprochement littéraire entre les nations.

Si nous devons choisir un modèle exemplaire comme point de départ pour une analyse, c'est celui qui laissa l'empreinte la plus représentative sur l'histoire du peuple roumain et sur celle des peuples yougoslaves : le moment de début du processus de modernisation. Ce moment est marqué chez les Serbes par la révolution de Karageorge Petrović et Miloš Obrenović (1804—1839) et chez les Roumains par la révolution de Tudor Vladimirescu déclenchée en 1821. Par leur puissant caractère de libération nationale qui mettait en valeur une longue histoire de lutte pour la justice sociale et frayant la voie à la nouvelle devise de conception européenne « liberté, fraternité, unité », ces remarquables mouvements de masses annonçaient les temps nouveaux. La conscience nationale, l'attachement à toutes ses prérogatives demandant le sacrifice total est évidente surtout dans l'attitude de la jeune génération d'intellectuels.

Avant d'avoir trouvé les formes les plus adéquates d'organisation, un cadre d'action, ils se sont intitulés « fils de la patrie » (*fiii patriei*—en roumain ; *sinovi otadžbine* — en serbe). L'idée d'un Etat nouveau, indépendant et souverain, d'une renaissance culturelle sera nourrie par une conscience de ce type. Nous y décelons un résultat solide des révolutions du XIX^e s. car, ainsi que l'expérience historique ne tardera pas de le démontrer, la lutte mise au service de l'idéal national se prolongera, chez les Roumains et les Yougoslaves, jusqu'à une étape d'apogée, marquée par l'année 1918, qui placera ces peuples dans une situation de coïncidence chronologique du point de vue historique³.

Résultant directement de ce processus de modernisation, dont les rythmes alertes attendent encore une analyse historique approfondie⁴, nous distinguons l'apparition d'une forme nouvelle de relation, accomplissant des fonctions importantes dans le processus de communication intellectuelle roumano-yougoslave, due à l'expérience d'un bon voisinage entre ces peuples, forme que nous aimerions désigner par « la conscience du bon voisinage ». Elle jouera un rôle de premier ordre dans le flux des valeurs littéraires vers les valeurs culturelles et vice-versa, à même de créer aux relations interlittéraires un climat nouveau et moderne. Il est opportun de souligner ici la forte influence des facteurs extralittéraires parmi lesquels l'interférence des éléments étayés sur une motivation historique détient un poids incontestable. Ce qui ne nous semble pas relevant après avoir consulté un traité d'histoire nationale (organisé suivant une chronologie interne qui met en évidence les décalages et la diversité événementielle) trouve une compensation dans la réalité ayant une valeur corrélatrice présente dans la littérature de colportage, facilitant

³ Le 1^{er} décembre 1918, événement crucial dans l'histoire des Roumains et des peuples yougoslaves : l'union de la Transylvanie avec le Royaume de la Roumanie et la proclamation du Royaume des Serbes, des Croates et des Slovènes. Pour la première fois, trois peuples yougoslaves s'unissaient dans un seul royaume.

⁴ Robert Escarpit, *Literatură și dezvoltare*, in *Literar și social ...*, p. 247 et suiv. ; voir aussi Chombart De Lauwe, Paul Henry, *Cultura și puterea*. București, Editura politică, 1982 341 p. Remarquable pour l'inédit de l'aspect théorique dans le problème du rôle révolutionnaire de la culture, dans les mutations sociales de l'époque moderne.

de la sorte la création d'un climat propice au phénomène de réception interlittéraire. Or, en traitant des faits réels qui concernent le groupe humain, la littérature renferme le potentiel de communication avec celui-ci. Elle se vérifie ainsi sur le plan intra-culturel, mais s'étend aussi vers les cultures voisines, dès que le moment favorable aux interférences historiques est atteint. C'est de cette manière que s'est réalisé le rapprochement entre Roumains et Yougoslaves au moment où chacun de ces peuples a donné une génération d'intellectuels révolutionnaires qui en agissant avaient la conscience d'être les représentants de la volonté des masses.

Quelle était la configuration de ces masses sous rapport intellectuel ? Serbes, Croates, Bosniens, Hertzégoviniens, Monténégrins, Macédoniens, et Slovènes, se trouvaient en état d'analphabétisme et dépourvus de droits politiques. C'est justement ces masses paysannes du XIX^e s. qui ont été investies par la nouvelle intelligentsia progressiste comme facteur politique déterminant des mutations révolutionnaires. Mais elles faisaient surgir des profondeurs de l'histoire un inestimable trésor d'originalité exprimé dans la culture artistique de tradition orale, évoluant dans l'ambiance des modalités d'expression offertes par la peinture et la sculpture qui exprimait une modalité de vivre et de créer aussi complète que cohérente. L'acte de réception et de valorisation moderne incombe maintenant aux nouveaux intellectuels qui transformèrent cette tâche en profession de foi. La conception démocratique sur la nation, appuyée par le romantisme littéraire roumain et yougoslave, reposait sur l'idée que la nation ne doit plus être liée, au point de vue conceptuel, à un facteur religieux, mais à un facteur laïque. La littérature devenait ainsi un terrain propice au perfectionnement de l'art de la parole, où se confronteront les nouvelles conceptions, par l'affermissement de ces domaines de la culture qui pouvaient être à même de servir les intérêts d'une transition de la culture orale, vers celle écrite, en attirant toujours plus, toutes les formes artistiques sur la voie de la laicisation⁵.

La capacité de la littérature de refléter la réalité par des moyens qui lui sont propres, augmente lorsque cette réalité est l'expérience historique accumulée par un peuple au long des siècles. Si l'expérience historique comprend des moments d'interférence entre deux ou plusieurs peuples, l'on peut parler d'un climat spécialement créé dans le processus de réception réciproque où, un changement du milieu d'une œuvre littéraire ne suppose plus chaque fois un changement radical de son contexte, l'œuvre conservant aussi les traits spécifiques du milieu où elle a été créée.

Lorsqu'on parle de l'expérience révolutionnaire du peuple roumain, de même que de celle des peuples yougoslaves, on ne doit pas omettre le fait qu'elle comporte non seulement des similitudes sur le plan des aspirations vers la liberté, mais aussi un appui réciproque constant, au

⁵ Milorad Ekmečić, *Istoriya Jugoslavije*. Beograd, Prosveta, 1973, p. 255—256.
Eugenia Ioan, *The development of some cultural factors during the National renaissance period within the Yugoslav Peoples in the 19th Century*, « Revue des études sud-est européennes », 1982, 4, p. 441—492

niveau des forces participantes à la révolution⁶, accordé d'ailleurs aussi à l'époque des révoltes paysannes d'avant le XIX^e s.⁷ Le folklore n'a pas consigné ces faits comme des événements d'exception, mais comme une action issue, normalement, de la réalité. Au moment où la création folklorique devient source d'inspiration pour la langue et la littérature culte, ainsi que pour l'historiographie nationale des Roumains et des Yougoslaves — à l'aube de l'époque moderne — les relations entre les intellectuels de ces deux peuples⁸ connaissent une nouvelle étape. Dans les efforts dirigés vers la création d'une langue unitaire (unité nécessaire afin de mettre à contribution l'argument de la langue dans la définition de la nation moderne), Mihail Kogălniceanu, Gheorghe Asachi et Gheorghe Lazăr se placent sur les mêmes positions que Vuk Karadžić et ses émules. La littérature historique roumaine et yougoslave du XIX^e siècle fait de nombreuses références dans ce sens. Ce n'est pas par hasard que Gheorghe Asachi écrit sur l'activité de Vuk Karadžić : « C'est de lui que les Serbes ont mieux compris ce qu'ils sont, ce qu'ils pourraient être, quel est l'air qu'ils respirent et quel est l'avenir qui les attend »⁹. La vision moderne de Vuk Karadžić sur une langue littéraire unitaire, fondée sur le principe d'une base dialectale commune serbe et croate, porte les signes d'un modèle roumain. Et pour nous limiter à un seul exemple, rappelons qu'en 1843, dans son allocution prononcée à l'occasion de l'ouverture des cours de l'« Academia Mihăileană » de Jassy, Mihail Kogălniceanu ennonçait son point de vue en ce sens : « J'entend par ma patrie ce pays tout entier où l'on parle roumain ; l'histoire de la nation est l'histoire de la Moldavie . . . , de la Valachie et celle de nos frères de Transylvanie »¹⁰.

En dépit des conditions internes différentes, une langue littéraire commune des Serbes et des Croates devient une réalité au XIX^e s. Autour de cette langue graviteront la majeure partie des autres peuples yougoslaves. Les langues littéraires slovène et macédonienne se formeront plus tard sous l'influence du serbo-croate.

La permanence de « la conscience du bon voisinage » dans les relations des intellectuels roumains et yougoslaves dépasse les frontières de

⁶ *Istoria României Compendiu* București, 1969, p. 330—342. C. C. Giurescu et Dinu C. Giurescu, *Istoria românilor*. Bucuresti, Editura Albatros, p. 487—492 : *Renasterea națională. Tudor Vladimirescu, Nicolae Iorga, Constantin vodă Ipsilanti și revoluția sîrbească*, « Revista istorică », VII, 1921, p. 139—143.

⁷ Grujici, R. M., *Prilozi istoriji odnosa ja nastaj s Rumunima u XVIII^{om} veku* Sremski Karloveci, Srpski Sion, XVI, 1905, p. 682—693. Jovan Radonici, *Odnosi Srba i Rumunna u prošlosti*. Beograd, Novi zivot, 1921, p. 97—103.

⁸ Eugenia Ioan, *Colaborarea dintre un cărturar român și poetul sîrb Simeon Mitutinovici Sarajlija din prima jumătate a secolului XIX-lea*. Timișoara, Banatske novine 1969, p. 4—8. Dorin Gamulescu, *Prisustvo Vukovih dela u Rumunskoj filologiji, i folkloristike druge polovine XIX og veka, i pocetka XXol veka*. Beograd, Naučni sastanak u Vukove dane, Sbornik, 3, 1973, p. 391—403. RADU FLORA, *Relațiile româno-sîrbe. Noi contribuții*, Pancevo, Libertatea, 1968, p. 198 et 307—308. Dragutin Pavličević, *Franjo Rački i Istočno pitanje, 1860—1875*, Zagreb, Zbornik Zavoda za povjesne znanosti, Jugoslavenska Akademija znanosti i Umjetnosti, 9, 1982, p. 185—217.

⁹ « Albina românească », Iași, XX, 1848, 6, p. 21—22.

¹⁰ C. C. Giurescu et Dinu Giurescu, *Istoria românilor*, p. 511.

la littérature : « Ils ont (les Moldaves et les Vlaques) la même origine ethnique, parlent la même langue et pratiquent à peu près les mêmes coutumes . . . »¹¹ écrivait Ioakim Vuici en 1842 dans un reportage qui constitue le début de ce genre dans la littérature serbe. Ainsi, par la voie de la littérature culte, commencent à circuler des informations portant sur les problèmes fondamentaux de l'histoire du peuple roumain. La littérature de reportage exige, ainsi que nous l'avons déjà signalé, une approche comparatiste qui dévoilera aussi d'autres aspects portant sur le rôle joué par les moments d'interférence historique dans la promotion des relations littéraires.

Nous assistons, au fur et à mesure que nous nous approchons de l'époque contemporaine, à une diversification toujours plus prononcée des modalités de réception réciproque de la littérature située entre les différents niveaux de la culture. Elles vont de pair avec l'évolution du phénomène littéraire interne par rapport à laquelle les ouvertures de l'une des cultures vers l'autre sont marquées par des moments d'interférence ayant un caractère historique objectif et se fondant sur des éléments toujours perfectibles d'un « bon voisinage ».

Dans le stade actuel de la réflexion sur la convergence des représentations fondées sur une motivation historique visant la modernisation de la société dans son ensemble par les aspirations novatrices des jeunes intellectuels roumains et yougoslaves qui se remarqua dès le début du XX^e s., nous proposons un point de vue possible dans la recherche comparée, afin d'évaluer plus exactement le moment où les réalités autochtones revêtent une forme artistique originale par des moyens de synthèse de facture sud-est européenne.

Ces réalités parcourent la voie de l'élaboration culturelle dans un processus complexe d'interdépendance, dans de multiples variantes. Parmi celles-ci, nous distinguons la catégorie de relations culturelles qui connurent un essor pendant les périodes révolutionnaires débutant au XIX^e siècle par de profonds changements sociaux.

Les pratiques sociales devenues actions de la conscience pour l'intellectua conduiront à un rapprochement entre les mouvements culturels des pays voisins en plein processus de mise en place des nouvelles institutions. Nous assistons ainsi à des parallélismes tel que la priorité accordée à l'unité de la langue en tant qu'expression vivante de l'unité nationale. Elle est réalisée par la mise en lumière de son long anonymat, où l'avait tenue l'oralité de la littérature du peuple, capable de devenir maintenant une littérature nationale. Dans les éléments de son édifice, on retrouve d'anciennes et traditionnelles relations de coopération réciproque entre Roumains et Yougoslaves des temps des adversités, des héros unanimement reconnus qui n'ont jamais provoqué des conflits revendicatifs.

Ils nourriront à l'époque moderne, dans l'histoire littéraire, une rénovation de la « conscience du bon voisinage » parmi les intellectuels engagés de tout cœur dans la direction des options collectives quotidiennes, vers les formes institutionnalisées de la culture nationale.

¹¹ Joakim Vujić, *Potočstviје po Ungariji, Vlahiji, Moldaviji, Bosarabu Hersonu i Krumu*, Beograd, 1845, p. 50.

Le motif de la lutte de libération de sous la domination étrangère devient, dans la littérature moderne et jusqu'à nos jours un point commun des deux littératures en discussion, champs d'interférence pour les aspirations communes de liberté. Sur cette base fut créé un climat culturel favorable à un processus complexe de réception littéraire réciproque. La présence d'une population roumaine dans l'histoire des peuples yougoslaves augmente la valeur de ce climat¹², raffermi par les relations directes entre les personnalités de la culture et de la science roumaine et yougoslave¹³, qui préparèrent au long des années, des productions littéraires en des formes d'une variété toujours plus grande et d'un remarquable raffinement artistique.

Le reportage est le dépositaire, ainsi que nous l'avons précisé ci-dessus, des problèmes fondamentaux de l'histoire des deux peuples. La traduction des œuvres littéraires, dont quelques-unes accomplissent des fonctions importantes dans le cadre de leur réception en Yougoslavie (similaires aux fonctions eues sur le territoire où elles sont nées) a atteint à l'époque contemporaine sa meilleure forme.

Nous nous rapportons en ce sens à un phénomène unique, résultant d'une certaine catégorie de relations et d'un certain type de la communication intellectuelle roumano-yougoslave dans le cadre sud-est européen, phénomène ayant une justification historique.

Des œuvres littéraires roumaines deviennent source d'inspiration pour des œuvres littéraires yougoslaves. Un tel cas inédit d'expression de certaines relations littéraires réciproques est celui où les connexions éveillées dans la conscience poétique de Vesna Parun et Radomir Andrić par la poésie de Nicolae Labiş et Magda Isanos ont conduit à la réalisation d'un volume de vers, « Le chant des Carpates » qui dans l'histoire de la littérature yougoslave occupe une place spécifique¹⁴. L'évaluation réelle de ce phénomène relationnel ne peut être réalisée que dans un cadre littéraire comparé.

La conscience du « bon voisinage » cultivée par voie intellectuelle et venant d'une ancienne tradition par l'intermédiaire des interférences historiques dans la réflexion littéraire spécifique, revête les relations interlittéraires déroulées jusqu'à nos jours, d'une hypostase inédite dans le cadre du processus artistique de création.

Le phénomène n'est pas œuvre du hasard et il n'est le résultat d'une conjoncture non plus, mais d'une histoire exemplaire des relations pacifiques entre deux peuples. Il est la dominante du message transmis par voie intellectuelle, dont nous avons essayé une esquisse, partant du XIX^e s. à nos jours.

¹² Momčilo Savić et Stefan Popa, *Quelques aspects du bilinguisme dans la zone linguistique roumano-serbo-eroate*, « *Linguistica* », Ljubljana, XVII, 1978, p. 131—141. Momčilo Savić, *Alcuni influssi serbi sulle parlate valache della Serbia Orientale*. București, *Actele Congresului internațional de lingvistică și filologie romană*, vol. 11, 1971, p.1069—1076.

¹³ Milan Vanku, *Jugoslovensko rumunski kulturni odnosi u okviru Male Antante*. P. ncevo, Libertatea, 1971, p. 431—440 (*Actele Simpozionului dedicat relațiilor iugoslavo-române*, Vrsac, 22—23, VI. 1970).

¹⁴ Vesna Parun et Radomir Andrić, *Omiljenje Karpata*. Kruševo, Bagdala, 1971.

RELATIONS LITTÉRAIRES ROUMANO-TURQUES (AU XX^e SIÈCLE)

ELENA-NATALIA IONESCU

La connaissance des œuvres de valeur créées dans l'espace Sud-Est européen, représente, pour la culture roumaine, un devoir déterminé au moins par trois raisons :

1) la convergence des destinées historiques des pays de la région à travers plusieurs siècles, compte tenu des différences socio-politiques dues à la révolution populaire et socialiste de notre pays ;

2) l'interférence des valeurs et des créateurs de valeurs de nos cultures ;

3) le profond désir de connaître et d'être ouverts aux valeurs majeures de la culture universelle — désir qui anime les peuples de cette région géographique, conformément à la spécificité de leurs structures sociales.

Nous avons là autant de raisons pour aborder la recherche des traductions en roumain des œuvres littéraires turques, afin de mieux comprendre l'effort actuel pour connaître les cultures par leurs littératures. On sait que partout dans le monde il y a des pays en développement, mais il nous semble important d'analyser en premier lieu les pays sud-est européens. Pourquoi ? Parce que « Le Sud-Est européen représente tout le contraire d'un assemblage artificiel ; nulle part ailleurs, en Europe, on ne rencontre rien de comparable. La position géographique des pays qui le composent est telle qu'elle permet un double jeu de relations et d'échanges : à un premier degré entre ces pays eux-mêmes que distinguent des formes religieuses, des langues, des intérêts, et à un deuxième degré, entre cet ensemble situé à une frontière de l'Europe et les mondes d'Orient et d'Occident ». Et voici maintenant comment le Professeur André Miambel continue à démontrer ses repères vis-à-vis du Sud-Est européen¹ : « Tant par leurs contacts séculaires que par leurs liens avec le reste du continent asiatique les pays du Sud-Est européen ont réussi, sans exclure leur participation à une civilisation plus vaste, à constituer une civilisation balkanique ».

Dans quelle mesure le lecteur roumain a-t-il pu connaître — grâce aux traductions — les moments les plus importants de l'évolution de la littérature turque ? Comment peut-on reconnaître les courants littéraires majeurs de cette littérature dans les traductions faites chez nous ? Et, finalement, ces traductions — prose, poésie — répondent-elles à l'ho-

¹ *Actes du premier Congrès d'études sud-est européennes*, Sofia, 1966.

rizou d'attente ² du récepteur ? Ou, peut-être, les traductions dépassent-elles cet horizon ?

Voici quelques-unes des questions légitimes qu'on se pose pour définir l'attitude d'un récepteur qui regarde hors du phénomène littéraire turc et qui désire pénétrer les mécanismes les plus intimes de la dynamique intérieure de ce phénomène qui participe, d'une part, à la civilisation balkanique, et, d'autre part, à une civilisation « plus vaste » ³.

Nous voudrions préciser dès le début que cet article n'est pas une liste ou un répertoire complet des traductions faites à partir des années 1900 jusqu'à présent ⁴, mais qu'il se propose seulement quelques considérations ayant trait à l'évaluation de ces traductions.

Celui qui étudie les productions littéraires turques traduites en roumain — c'est-à-dire une douzaine de romans, des centaines de poésies et de nouvelles, publiées en volumes ou bien dans les périodiques littéraires de Roumanie — est frappé par les différences existantes entre la production d'*avant* et d'*après* 1944. Cette année qui a été la source des plus profonds changements de la société roumaine a déterminé des transformations décisives dans la culture de notre pays, en orientant l'activité des traductions, se déroulant désormais selon des programmes établis par l'État, vers des espaces presque méconnus avant cette date. En ce qui concerne la littérature turque, la situation est pareille, puisque avant 1944, les seuls exemples ⁵ nous sont offerts par l'infatigable et prodigieux écrivain et traducteur qu'a été N. Batzarîa. Fin connaisseur de la langue turque, il publie sous le nom de « Moş Nae » dans le périodique littéraire *Lectura — Floarea literaturilor străine* (La lecture — Fleur des littératures étrangères) ⁶ une des nouvelles appartenant à l'un des plus grands prosateurs turcs contemporains, *L'esclave noire* qui exprimait brillamment le courant littéraire de *La Nouvelle Littérature* (Edebiyat-i Cedide) ⁷. Dans le même numéro on peut lire les traductions d'*après Les Etoiles* par Ali bey et *L'Empereur Bevagi et la fille des fées* du cycle *Les contes*

² La notion a été introduite par le Professeur Hans Robert Jauss dans l'étude *Histoire de la littérature comme provocation de la théorie littéraire*, publiée en 1967 et représente le système, de références formulé objectivement qui, au moment historique de l'apparition de chaque œuvre résulte par : 1. l'expérience que le public a gagnée à propos du genre auquel appartient l'œuvre, susmentionnée. 2. la forme et le thème des œuvres antérieures connues et 3. l'opposition entre le langage pratique, le monde imaginaire et la réalité quotidienne. Nous voulons préciser que c'est à l'aide de ce système de références que nous avons évalué les traductions.

³ Zoe Dumitrescu-Busulenga et Alexandru Dutu, *L'étude comparée des littératures du sud-est européen Problèmes et méthodes (XVI^e — XX^e siècles)*, Rapport au III^e Congrès International d'études du sud-est européen, Bucarest, 1974

⁴ Viorica Dinescu a publié dans *Studia et Acta Orientalia* en 1971 l'étude *La Littérature turque en Roumanie*, qui décrit la situation des traductions du turc pendant 1900 et 1969. Nous avons utilisé les données fournies par cette étude qui devait être complétée par les riches traductions-éditoriales, ou des périodiques — prose, poésie — faites chez nous justement après ces années, c'est-à-dire justement après 1968.

⁵ Viorica Dinescu, *op. cit.*

⁶ *Lectura* popularise toutes les littératures étrangères ; quant à N. Batzarîa et à sa compétence, nous en avons la preuve dans le choix de la même nouvelle appartenant à Halit Ziya Uşaklıgil qui a été incluse par V. Dinescu dans *l'Anthologie de la nouvelle turque* cinquante ans plus tard.

⁷ Le courant *La Nouvelle Littérature* a eu comme programme la promotion de l'esthétique européenne dans les efforts des intellectuels turcs de moderniser leur culture (modernisation déclarée vers la fin du XIX^e siècle, à l'époque de la Période des Réformes — *Tanzimat donemi*).

du perroquet, correspondant, semble-t-il, au goût des lecteurs du temps — nous sommes dans les premières décennies du siècle — influencé par le fabuleux, mystérieux, romantique, incompréhensible Orient.

La suivante traduction ne paraît qu'en 1953, en volume, et en 1954, dans un périodique littéraire, mais par une langue intermédiaire.

Les années '60, quand la turcologie roumaine commence à être fondée scientifiquement, et connaît, par la suite, un essor remarquable, déterminent une attitude différente au sujet des traductions : *Youssouf de Kouyougeak* par Sabahattin Ali est traduit *directement* du turc par Alina Mirea et Osman Abdullah en 1959.

Nous allons insister sur le domaine de la prose⁸, parce que, en ce qui concerne la littérature turque, c'est elle qui permet un aperçu sur l'évolution de cette littérature, le roman surtout. Passons en revue les romans turcs⁹ qui ont été traduits en roumain :

1959 — *Kuyucaklı Yusuf*, par Sabahattin Ali

1964 — *Ince Memed*, par Yaşar Kemal

1965 — *Romantika*, par Nazim Hikmet Ran

1968 — *Avare Yillar*, par Orhan Kemal et
Calikusu, par Resat Nuri Guntekin

1970 — *Sinekli Bakkal*, par Halide Edip Adivar

1975 — *Içimizdeki Şeytan*, par Sabahattin Ali et *Şimdiki Çocuklar Harika*, par Aziz Nezin

1978 — *Izmir'in İçinde*, par Samim Kocagöz

1982 — *Kurk Mantolu Madonna*, par Sabahattin Ali

1983 — *Zeliş*, par Necati Cumali

1984 — *Bir Avuc Gökyüzü*, par Çetin Altan
— *Aylaklar*, par Melih Cevdet Anday.

Ainsi la littérature turque est devenue plus connue aux lecteurs roumains à partir des années '60, grâce au profond changement produit dans le domaine des traductions, qui sort définitivement de la sphère des options personnelles : à partir des années '60 les traducteurs sont des turcologues : Viorica Dinescu, Erem-Melike Roman, Paul Dinu, Osman Abdullah, Ruse Nedelea, Agiemin Baubek, Nevzat Yusuf, Valeriu Veliman, Ioan Penişoară et l'auteur de cet article.

Les romans turcs traduits en roumain sont inscrits sous le signe du réalisme. Dans le cadre de ce réalisme, il est intéressant de surprendre une des tendances très fertiles de la littérature turque — le roman du village¹⁰.

*Ince Memed*¹¹ a été traduit en 1964 (en 1959 apparaissait *Kuyucaklı Yusuf*), quand, sur le plan social le processus de la coopérativisation de

⁸ Récemment, aux travaux du huitième Congrès de l'Association Internationale des Critiques Littéraires, a eu lieu le colloque « La Critique littéraire et le Théâtre », où les participants ont insisté sur le thème : le théâtre comme texte ou comme spectacle. Nous avons pris comme préambule de notre discussion cette spécificité de l'art théâtral. celui d'être vu, vécu. C'est pourquoi notre analyse va se dérouler seulement dans le domaine de la prose et de la poésie en tant qu'ensemble des structures écrites.

⁹ Nous avons donné les titres des romans en original.

¹⁰ Le roman du village a été l'un des thèmes préférés des écrivains turcs, dans les décennies VI et VII de notre siècle.

¹¹ *Ince Memed* est le roman étalon pour le thème — il a été traduit en 23 langues et a connu douze éditions en Turquie. Son auteur, Yaşar Kemal, a été proposé plusieurs fois pour le Prix Nobel.

l'agriculture s'achève, alors que, sur le plan littéraire, se cristallisent les nouvelles directions de la littérature du village. En 1955 avait été publié le premier volume de *Moromefi* par Marin Preda (après la parution, en 1948 de la *Rencontre dans les terres*, par le même auteur), et en 1958 le romancier Titus Popovici avait publié *La soif*. Mais le lecteur roumain connaissait aussi *Ion* et la *Révolte* de Liviu Rebreanu. Dans ce cadre, même si le récepteur roumain n'a pas lu les romans *Ince Memed* et *Kuyucaklı Yusuf* comme des nouveautés absolues, on peut affirmer que ces romans ont atteint l'horizon d'attente de ce récepteur — devant un des thèmes si chers de la littérature des pays en cours de développement comme le thème de la terre¹² en validant des valeurs déjà connues, mais en permettant, en même temps, la connaissance du problème du village, la mentalité du paysan turc, les coutumes et le folklore très riches du peuple turc. Ils ont donc donné de nouvelles dimensions à l'horizon d'attente du récepteur roumain.

Une des tendances nouvelles de la littérature turque, la description de la vie des milieux urbains et intellectuels marquée par les profonds changements sociaux de l'année 1960 — quand, après une décennie d'entraînes des libertés démocratiques, le coup d'Etat initié et conduit par Cemal Gürsel, devenu Président de la République, éloigne le gouvernement Adnan Menderes, — a commencé à être manifeste à partir des années '70. Un exemple nous en offre le roman *En Izmir* (Izmir' in içinde), écrit par Samin Kocagoz en 1973 et traduit en roumain en 1978. Le roman *Un petit coin de ciel* (Bir Avuç Gokyüzü), écrit en 1974 par l'un des plus importants prosateurs turcs contemporains, Cetin Altan, décrit aussi les problèmes de conscience d'un intellectuel dont la liberté et la vie sont gravement menacées.

L'évolution de la *nouvelle* turque suit, dans ses lignes générales, celle du roman¹³, ainsi qu'en témoignent les treize volumes publiés en Roumanie, dont trois sont anthologiques et constituent des vraies réussites (*Un problème d'affaires* — 1962, *Sous le péché*, premier volume, *Le miroir de la plage*, second volume — 1973)¹⁴ et Aziz Nesin — *Si j'étais femme* (1963), Neveu de « chef » (1969), Sabahattin Ali — *La route asphaltée* (1955), Necati Cumali — *L'été de sécheresse* (1975) et Yaşar Kemal — *Chaleur caniculaire* (1974). Ajoutons-y les centaines de nouvelles qu'on peut lire dans les pages des périodiques littéraires roumains : *România literară*, *Convorbiri literare*, *Luceafărul*, *Contemporanul*, *Steaua*, *Tribuna*, revues qui sont éditées à Bucarest et dans les principaux centres culturels du pays.

Il faut noter que les auteurs de prose courte sont presque toujours des romanciers. Il ne s'agit pas d'une simple coïncidence, ou, peut-être, faut-il l'expliquer par le fait que ces écrivains sont les représentants des plus riches périodes de la littérature turque : la Littérature Nationale, la

¹² On pourrait compléter l'image avec les traductions de la littérature roumaine en turc, pour constater que la plupart de ces traductions sont aussi des romans du village.

¹³ On sait, que, pour la littérature turque, parler du roman et de la nouvelle dans l'acception moderne du terme c'est se souvenir de la Période des Réformes, comme de l'acte de naissance de ces genres littéraires.

¹⁴ Nous avons donné l'année de la parution en roumain.

Littérature de la République, la période actuelle. Il faut souligner les contributions dues aux écrivains nés à l'époque de la proclamation de la première République turque, qui ont débuté après les années '40 et sont, à présent, des classiques en vie : Yaşar Kemal, Aziz Nesin, Samim Kocagöz, Necati Cumali, Çetin Altan.

Une place de choix est réservée à Aziz Nesin, l'un des plus grands écrivains humoristes du monde, représentant brillant de l'humour balkanique, aimé par les lecteurs roumains comme s'il était, le « frère » turc de Ion Luca Caragiale, grâce à l'humour, à la satire que la prose d'Aziz Nesin a illustrés par tous les moyens du comique¹⁵.

En ce qui concerne la poésie, le volume publié en 1979, *Anthologie de la poésie turque depuis ses débuts jusqu'à nos jours* constitue une très belle documentation sur l'évolution de ce genre littéraire en Turquie. Ajoutons-y les parutions de traductions dans les périodiques littéraires, déjà mentionnées.

L'innovateur de la poésie turque moderne, véritable conscience artistique du XX^e siècle, Nazim Hikmet Ran, est très connu en Roumanie, grâce aux cinq volumes publiés pendant vingt ans, ainsi qu'à sa présence dans la susmentionnée anthologie et aux sensibles traductions réalisées par la poétesse Maria Banuş.

Après avoir passé en revue les traductions en roumain de la littérature turque, il faut noter que, des écrivains importants comme Yaşar Kemal, Sabahattin Ali, Orhan Kemal, Aziz Nesin, Necati Cumali, Nazim Hikmet, Orhan Veli, Fazil Hüsnü Daglarca, Ahmet Hamdi Tanpınar, sont devenus des noms familiers aux lecteurs roumains — pas seulement aux spécialistes — et, grâce à eux on a pu connaître les réalisations et les tendances de la littérature turque. Mais il faut également observer qu'il y a des écrivains remarquables, comme, par exemple, Sait Faik Abasıyanık le créateur de la nouvelle turque moderne, insuffisamment connus en Roumanie. Il y a aussi des représentants de la littérature turque actuelle — Vedat Türkali, Attilâ İlhan — dont les œuvres pourraient compléter l'image que le lecteur roumain a de la littérature turque dans son ensemble.

Grâce au changement d'attitude marqué en Roumanie après la deuxième guerre mondiale en matière de traductions, et, en ce qui concerne la littérature turque, d'une manière tout à fait spéciale après les années '60, le nombre des traductions roumaines des œuvres littéraires turques parues entre 1970 et 1987 est égal aux traductions réalisées dans la période 1900 — 1969.

Les Roumains ont pu connaître des œuvres de valeur de la littérature turque, dans le processus, constamment soutenu en Roumanie, de la connaissance des contributions de cette littérature à l'ensemble si divers d'expressions culturelles sud-est européennes, et, en même temps, de la participation de cette culture au circuit mondial des valeurs.

¹⁵ Viorica Dinescu, *La prose satirique d'Aziz Nesin*, « Studia et Acta Orientalia », Bucarest, 1967.

SUR LE TRÉSOR DE LINGOTS ROMAINS D'OR DÉCOUVERT À FELDIOARA (DÉP. DE BRAȘOV)

OCTAVIAN ILIESCU

Au cours des années 1964—1965, mettant à profit un bon nombre d'informations relatives à l'apparition d'un nouveau lingot romain d'or, découvert en Transylvanie et acquis en 1960 pour les collections du Cabinet numismatique de la Bibliothèque de l'Académie¹, nous avons identifié pour la première fois l'existence d'un nouveau trésor composé de pareils lingots et trouvé en 1934 à Feldioara (dép. de Brașov)². Selon les données dont nous disposions à l'époque, ce trésor aurait compris quatre pièces; trois en avaient déjà fait l'objet d'une description détaillée, mais avec une indication de provenance erronée,³ tandis que le quatrième aurait été fondu avant d'en noter même les principales caractéristiques⁴. Or voici que ce dernier lingot vient de faire, lui aussi, son apparition⁵; cet événement nous a déterminé de revenir sur cette découverte, afin d'y apporter certaines précisions qui nous semblent être nécessaires.

Tout d'abord, il convient d'esquisser un bref historique du problème qui nous préoccupe dans cette note. Il est notoire qu'au mois de septembre 1887, quatre habitants du village de Crasna (appartenant aujourd'hui à la comm. de Sita Buzăului, dép. de Covasna) qui travaillaient à déblayer la

¹ Ce lingot avait été cédé par la Banque Nationale de la R. S. Roumanie à la Bibliothèque de l'Académie de la R. S. de Roumanie, pour les collections du Cabinet numismatique (acte de vente n° 282 du 6 oct. 1960) et enregistré sous le n° d'inventaire 1635 du 9 oct. 1960. Il a fait ensuite l'objet d'une communication que nous avons présentée sous le titre Le trésor de Crasna (en roumain) à la Société roumaine de numismatique, le 30 oct. 1960, cf. Bucur Mitrea, *Descoperiri recente și mai vechi de monede antice și bizantine în România*, SCIV, 12, 1961, p. 150, n° 34 Crasna; *Découvertes récentes et plus anciennes de monnaies antiques et byzantines en Roumanie, Dacia N. S.*, 5, 1961, p. 589, n° 34 Crasna (version française du même texte), v. également Octavian Iliescu, *Obiecte-moneda, CrestCol*, 4, 1962, p. 379, n° 586 (où l'on précise pour la première fois la découverte de ce lingot à Feldioara); idem, *Notă, CrestCol*, 10, 1964, p. 397.

² Octavian Iliescu, *Recenti acquisti del Gabinetto Numismatico della Biblioteca dell'Accademia R. P. R.*, *Fași Arh.*, 16, 1954, p. 52—53, n° 753 et pl. XII, 44; *Un nou lingou roman de aur, descoperit în Transilvania, RevMu.*, 2, 1965, 1, p. 9—14; *Nouvelles informations relatives aux lingots romains d'or trouvés en Transylvanie, RÉSÉE*, 3, 1964, 1—2, p. 269—281 (abr. plus loin: *Nouvelles informations*).

³ Georg Elmer, *Exkurs über die römischen Goldbaren aus Sirmium (Naissus und Thessalonice) und ihre Datierung, Numizmatičar* (Belgrade), 2, 1935, V, p. 17—21 (abr. plus loin: *Exkurs*).

⁴ Octavian Iliescu, *Nouvelles informations*, p. 270.

⁵ Bernhard Overbeck, Mechtild Overbeck, *Zur Datierung und Interpretation der sputaniken Goldbarren aus Siebenburgen anhand eines unpublizierten Fundes von Feldioara, Chiron*, 15, 1985, p. 199—210 (abr.: *Datierung*).

route longeant la vallée de la rivière Buzău ont découvert un riche trésor composé de lingots d'or, en forme de bâtons de cire à cacheter et munis d'estampilles de garantie de l'empire romain, quelques-unes portant la marque de la monnaie de Sirmium⁶. Le nombre total de ces lingots est resté, même jusqu'à nos jours, indéterminé ; à la suite des investigations que nous avons entreprises entre 1960 et 1971, il paraît qu'il ait dû s'élever à une vingtaine⁷.

En 1935, Georg Elmer, se basant sur les informations et les photos fournies par le numismate K. F. Nuber d'Osijek (en Yougoslavie), était en mesure de publier trois nouveaux lingots romains d'or provenant de Transylvanie et censés par conséquent appartenir au même trésor de Crasna⁸ ; il faut pourtant observer qu'Elmer n'avait attaché aucune importance au fait que les trois nouveaux lingots portaient des estampilles de garantie qui, à une seule exception, diffèrent de celles que l'on trouve appliquées sur les barres d'or du trésor déjà mentionné. En effet, tandis que les estampilles des lingots découverts à Crasna indiquent l'atelier de Sirmium, comme lieu de provenance, celles des trois autres, publiés par Elmer, ont été appliquées à Naissus, dans le camp de l'armée impériale (*comitatus*) et respectivement à Thessalonique⁹, particularité qui aurait pu faire suggérer à l'auteur cité qu'il s'agissait en réalité d'une autre trouvaille. Mais le grand mérite de son article est d'avoir établi pour la première fois la datation correcte de tous les lingots romains d'or découverts en Transylvanie, datation fondée sur des arguments très solides d'ordre historique : la première moitié de l'année 379, sous le règne des empereurs Gratien, Valentinien II et Théodose I^{er}, ce dernier à peine proclamé par Gratien, le 19 janvier 379, à Sirmium¹⁰ ; nous en reparlerons amplement, quelques lignes plus loin.

En 1939, la doctoresse Laura Breglia publia, elle aussi, un nouveau lingot romain d'or¹¹, conservé dans les collections du Musée National de Naples et provenant « dalla collezione cumana di Stevens »¹² ; probablement pour ce motif, l'auteur estime que la nouvelle barre d'or a pu bien être découverte à Cuma (Cumes) même¹³. A notre avis, les arguments invoqués en faveur d'une telle hypothèse ne sont pas très convaincants, à défaut d'une attestation certaine en ce sens ; en effet, le lingot en question

⁶ Le trésor de Crasna a inspiré jusqu'à présent une bibliographie très abondante dont nous avons dressé en 1971 une liste à peu près complète ; v. en ce sens *Cultura bizantină în România*, p. 178—179, sous le n° 371. L'étude de Friederich Kenner, *Römische Goldbaren mit Stempel* (1), NZ, 20, 1888, p. 19—46, reste, aujourd'hui encore, d'une importance capitale.

Depuis 1971, d'autres travaux sont venus s'ajouter, naturellement, à la riche bibliographie consacrée au trésor de Crasna ; nous allons en citer quelques-uns dans ce qui suit.

⁷ Octavian Iliescu, *op. et loc. cit.*

⁸ Georg Elmer, *op. cit.*, p. 19.

⁹ *Ibidem*.

¹⁰ *Ibidem*, p. 20.

¹¹ Laura Breglia, *Un lingotto aureo di zecca Imperiale Romana*, BCNN, 18, 1939, p. 35—44

¹² *Ibidem*, p. 35.

¹³ *Ibidem*, p. 42—44. L'auteur ne connaît pas l'étude de Georg Elmer, citée plus haut ; par conséquent, elle propose une chronologie erronée des événements historiques qui auraient pu justifier une éventuelle présence à Cuma du lingot en question.

porte les estampilles aux noms de Flavius Flavianus (trois fois)¹⁴ et Lucianus (une fois), comme la plupart de ceux qui composent le trésor de Crasna ; par conséquent, il n'est pas exclu que le lingot du Musée de Naples ait la même provenance¹⁵.

Tel était en 1960 l'état de la documentation concernant les découvertes de pareils lingots romains impériaux, lorsque nous avons appris que celui qui venait d'entrer dans les collections du Cabinet numismatique de Bucarest avait été vendu par un détenteur privé à la filiale de Braşov de la Banque Nationale de Roumanie. Nous avons donc ultérieurement entrepris des investigations répétées à Braşov même, afin d'y recueillir des informations précises, encore disponibles, concernant la provenance de ce lingot. Finalement, nous avons réussi à être reçu par son ancien possesseur, une vieille dame de Braşov, qui a eu l'amabilité de nous déclarer que l'objet en question avait été découvert en 1880 à Feldioara, non loin de Braşov, à l'occasion des travaux agricoles effectués sur le terrain de son grand-père, Johann Altstadter, pasteur protestant de la communauté saxonne de ladite localité (décédé en 1880). En nous déplaçant à Feldioara, nous avons identifié le terrain respectif ; il est situé à l'ouest de la voie ferrée Bod — Feldioara, au km 188 ÷ 3, dans une zone inondable, appelée aujourd'hui *Goldgruben* par les habitants saxons de Feldioara.

Au cours des mêmes investigations, suivant, toujours à Braşov, une piste tout à fait différente, nous avons recueilli des renseignements très précis concernant un véritable trésor de barres d'or, découvert à Feldioara en 1934. Ce trésor aurait été composé de quatre lingots romains d'or dont l'un, détruit, semble-t-il, au moment de la découverte par le cultre de la charrue, avait été fondu. Les trois autres lingots avaient été offerts en 1934 à la Banque Nationale de Roumanie, qui avait refusé de les acheter, à cause des conditions stipulées par le vendeur ; leur sort ultérieur restait confus. Notre informateur a eu l'amabilité de nous offrir un cliché de verre où étaient reproduits ces lingots ; nous avons eu la surprise d'y reconnaître les trois pièces publiées par Elmer en 1935.

Les diverses informations obtenues comme résultat de nos investigations nous autoisaient donc d'affirmer en 1965 que le lingot acquis pour les collections du Cabinet numismatique de l'Académie avait été trouvé en 1880 à Feldioara, dép. de Braşov et que, toujours à Feldioara, on avait découvert en 1934 un trésor composé de quatre lingots pareils dont trois publiés l'année suivante par Georg Elmer et un probablement fondu ; en dehors du trésor de Crasna, on pouvait donc compter dorénavant les trouvailles de Feldioara qui avaient mis au jour non moins de cinq lingots romains d'or. En 1965, ces conclusions étaient publiées, dans les pages de cette même revue¹⁶.

¹⁴ De ce lingot, il manque un segment à l'extrémité droite, qui devait sans nul doute porter l'estampille au nom de Flavius Flavianus (pour la quatrième fois), comme un lingot similaire provenant du trésor de Crasna, ce dernier connu seulement par une copie galvanoplastique ; conservée au Musée d'histoire de Deva, cette copie a été reproduite, sans aucune description ; v. Octavian Ihesen, *Nouvelles informations*, p. 278 (pl. 111, 1)

¹⁵ A moins qu'il n'ait été enregistré dans l'inventaire des collections du Musée National de Naples avant 1887, cette hypothèse nous semble très plausible.

¹⁶ Octavian Ihesen, *op. cit.*, p. 270, 271

Publiant en 1985 un nouveau lingot romain d'or, trouvé à Feldioara, Bernhard Overbeck et Mechtild Overbeck nous offrent, en ce qui concerne les circonstances de la découverte, les renseignements suivants : „Nach Aussage des Besitzer fand sein Grossvater den Barren «ca. 1910 im Garten in der Nahe von Marienberg (Region Kronstadt) », dem heutigen Feldioara, com. Viștea de Jos, jud. Brașov, Rumanien (s. Karte), als Einzelstück.”¹⁷

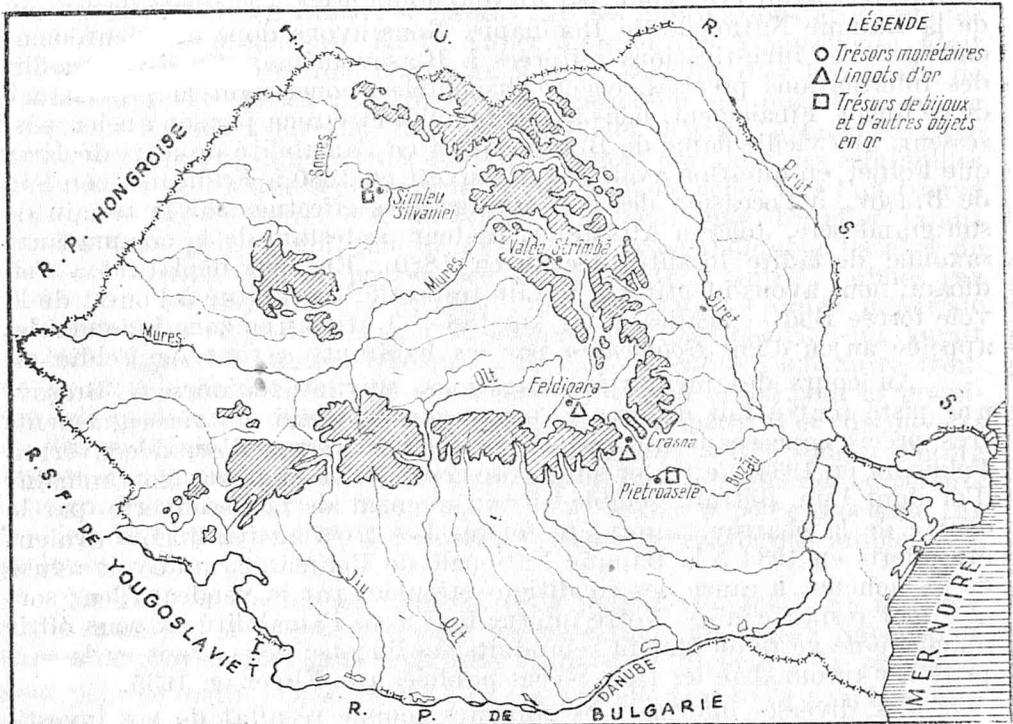


Fig. 1. — Carte des ensembles archéologiques attribués aux Visigoths ou aux Ostrogoths et enfouis entre 375—450.

De tout ce qui précède, il résulte que des informations éparses, obtenues de trois sources différentes, coïncident cependant pour confirmer la découverte à Feldioara (dép. de Brașov) d'un nombre de lingots romains d'or : un en 1880, quatre en 1934 et encore un en 1910. Evidemment, il n'est pas impossible, du moins en théorie, qu'il s'agisse en l'occurrence

¹⁷ Bernhard Overbeck, Mechtild Overbeck, *op. cit.*, p. 199. *Marienberg* (et non pas *Marienberg*) est l'ancien nom donné par les Saxons de Transylvanie à la localité Feldioara, située sur la rive gauche de la rivière Olteu, à 25 km nord de Brașov : elle ne doit pas être confondue avec le village Feldioara (comm. de Viștea de Jos, dép. de Brașov), qui est situé à environ 22 km. ouest de Făgăraș, sur la rive droite de la rivière Olteu. Il faut néanmoins observer que sur la carte donnée *ibidem*, p. 210, le lieu de cette découverte est correctement localisé : en effet, c'est Feldioara de Brașov qui y figure et non pas le village Feldioara de l'ancien dép. de Făgăraș. Les auteurs cités ont reproduit telle quelle dans leur texte la confusion faite auparavant par Emilian Popescu, *Inscriptiile grecești și latine din secolele IV—XIII descoperite în România*, Bucarest, 1976, p. 351 (abr. plus loin : IGL). En 1965, nous avons pourtant clairement indiqué qu'il s'agit de la localité Feldioara, située à 25 km au nord de Brașov : v. en ce sens Octavian Iliescu, *op. cit.*, p. 270 et la carte reproduite à la p. 275.

de trois découvertes distinctes ; pourtant, il est peu probable. A notre avis, il est bien plus plausible d'admettre que le lingot censé avoir été trouvé en 1910 représente en réalité le quatrième lingot du trésor découvert en 1934, longtemps considéré comme avoir été fondu par ses inventeurs. D'autre part, nous devons également admettre que rien ne s'oppose à attribuer la même provenance au lingot du Cabinet numismatique de Bucarest. En effet, les informations mentionnant les dates 1880 et 1910 peuvent être erronées, voire fausses. Il faut donc considérer que les cinq lingots romains d'or successivement publiés en 1935, 1965 et 1985, représentent en fait les *membra disiecta* d'un seul et même trésor, découvert à Feldioara en 1934. De ce trésor, les trois premiers lingots, publiés par Elmer en 1935, sont finalement arrivés au Caire, où ils sont conservés au Musée du Palais¹⁸ ; le quatrième appartient aux collections du Cabinet numismatique de l'Académie à Bucarest et enfin le cinquième, publié par Bernhard Overbeck et Mechtild Overbeck, a été vendu aux enchères en 1984 à New York¹⁹ ; nous ignorons le lieu où il se trouve actuellement.

Dans le but de reconstituer la composition initiale du trésor de Feldioara, il convient maintenant de présenter la description détaillée de tous les lingots qui le composent, ce qui nous permettra d'y apporter quelques précisions et rectifications. En voici la description²⁰ :

A. LINGOTS CONFECTIONNÉS À NAISSUS

1. AV ; L = 172 mm ; l = 18 — 22 mm ; h = 10 — 14 mm ; P = 544 g (pl. I, 1). Musée du Palais, Le Caire.

E1 : KALYOPIVS  *Kalyopiūs*
[P] RO. SIG  [p] ro(bavi) sig(navi). Cadre perlé

E2A :  *D(omini) N(ostri) (tres)*. Cadre perlé

Trois bustes d'empereurs, diadémés et drapés, vus de face, le premier, à gauche, le plus petit ; le deuxième, au milieu, le plus grand ; entre le premier et le deuxième buste, deux étoiles à huit rais ; entre le deuxième et le troisième, une autre étoile, identique.

E3 : NAISI *Nais(s)i*. Cadre perlé.

Légende à la base d'une estampille apposée verticalement ; au-dessus, la Tyché de la ville de Naissus, couronnée de la couronne murale,

¹⁸ Ils s'y trouvent dès avant 1954, v. le catalogue de vente de la maison Sotheby & Co. : *The Palace Collections of Egypt Catalogue of the highly important and extremely valuable collection of Coins and Medals The Property of the Republic of Egypt*, 1954, p. 139. n-os 1338—1370 (abr. plus loin : *Cat. Sotheby*) Retirés de la vente, ces lingots se trouvent encore au Musée du Palais au Caire.

¹⁹ Bernhard Overbeck, Mechtild Overbeck, *op. cit.*, p. 199, n. 1, où ils eurent le catalogue « Numismatique Fine Arts », 14, Nov. 1984, New York, n° 593 (abr. plus loin : *Cat. NFA*)

²⁰ Abréviations employées dans la description des lingots : AV : or ; L : longueur, l : largeur ; h : hauteur, P : poids ; T : titre (de l'or) ; E1—E8 : estampilles de garantie ; r : position renversée d'une estampille, par rapport à celle qui la précède

assise à gauche sur un *cippus* ; elle tient de la main droite une palme, de la main gauche la corne d'abondance.

Bibl. : G. ELMER, *Exkurs*, p. 19, n° 1 (E1 : ...OPIVS ; E2A : Drei Kaiserkopfe) ; *Cat Sotheby*, p. 139, n° 1470 (E1 : ...IVOPIVS) ; O. ILIESCU, *Nouvelles informations*, p. 272, n° I (E1 : [PR]IKOPIVS) ; E. POPESCU, *IGL*, p. 382, b (E1 : [Pr]icopius) ; B. OVERBECK, M. OVERBECK, *Datierung*, p. 203, n° 3 (E1 : Kalyopius).

2. AV ; L = 165 mm ; l = 14 — 18 mm ; h = 5 — 10 mm ; P = 338,90 g ; T = 991,5/1000 (pl. I, 2). Collection inconnue.

E1 : KALYOPIVS  *Kalyopius*
PRO. SIG *pro(bavi) sig(navi)*. Cadre perlé.

E2Ar : comme plus haut, E2A (position renversée).

E3 : comme plus haut, E3.

Bibl. : *Cat.NFA*, n° 593 ; B. OVERBECK, M. OVERBECK, *Datierung*, p. 199—200²¹.

B. LINGOT CONFECTIONNÉ DANS LE CAMP DE L'ARMÉE IMPÉRIALE

3. AV ; L = 170 mm ; l = 24 — 38 mm ; h = 10 — 12 mm ; P = 588,5 g (pl. II, 1). Musée du Palais, Le Caire.

E4 : COMIT *Comit(atu)s*. Cadre perlé.

Légende à la base d'une estampille apposée verticalement ; au-dessus, légionnaire romain debout à droite, avec casque et *paludamentum*, tenant de la main droite une haste, la main gauche appuyée sur un bouclier ovale dont le bout inférieur repose sur terre.

E5 : BASSV.IVSTA *Bassus iusta*
......* *...*...*...
DIGMA PROBAVI *digma probavi*. Cadre perlé.

E4 : comme plus haut, E4.

Bibl. : G. ELMER, *Exkurs*, p. 19, n° 2 ; *Cat. Sotheby*, p. 139, n° 1468 ; O. ILIESCU, *Nouvelles informations*, p. 274, n° II ; E. POPESCU, *IGL*, p. 383 c ; B. OVERBECK, M. OVERBECK, *Datierung*, p. 203, n° 2.

C. LINGOTS CONFECTIONNÉS À THESSALONICA

4. AV ; L = 167 mm ; l = 20 — 23 mm ; h = 8 — 10 mm ; P = 373,5 g (pl. II, 2). Musée du Palais, Le Caire.

E6A : TES *T(h)es(salonicae)*. Cadre perlé.

²¹ Les auteurs cités décrivent également les poinçons appliqués sur le côté opposé de ce lingot par l'Office du contrôle des métaux précieux de Zurich, qui a établi le titre de 991,5/1000 ; *ibidem*, p. 200.

Légende à la base d'une estampille apposée verticalement ; au-dessus, la Tyché de la ville de Thessalonica, à la couronne murale, assise sur un trône à gauche et tenant de la main droite une balance, de la main gauche la corne d'abondance.

E2A : comme plus haut, E2A.

E7 : CVR THES S *cur(ator) thes(auri) s(acri)*
 IN ARC AVR OB *in arc(a) aur(i) ob(ryza)*
 PROB ET SIG. N *prob(avi) et sign(avi)*. Cadre perlé.

Bibl. : G. ELMER, *Exkurs*, p. 19, n° 3 (auquel appartient la lecture de l'inscription E7) ; *Cat. Sotheby*, p. 139, n° 1469 ; O. ILIESCU, *nouvelles informations*, p. 271, n° III ; E. POPESCU, *IGL*, p. 383—384, *d* ; B. OVERBECK, M. OVERBECK, *Datierung*, p. 203, n° 1.

5. AV ; L = 149,5 mm ; l = 20 — 22 mm ; h = 6 — 9,7 mm ; P = 393,27 g ; T = 950/1000 (pl. II, 3). Cabinet numismatique de la Bibliothèque de l'Académie, Bucarest (actuellement, ce lingot est exposé dans la salle des trésors au Musée d'Histoire de la République Socialiste de Roumanie).

E6B : TES *T<h>es(salonicae)*. Cadre perlé.

Légende à la base d'une estampille apposée verticalement ; au-dessus, la Tyché de la ville de Thessalonica, couronnée et assise sur un trône comme plus haut, E6A, mais tenant ici une Niké de la main droite et la corne d'abondance de la main gauche.

E2B : \triangle Z *D(omini) N(ostri) (tres)*. Cadre perlé
 \triangle Z

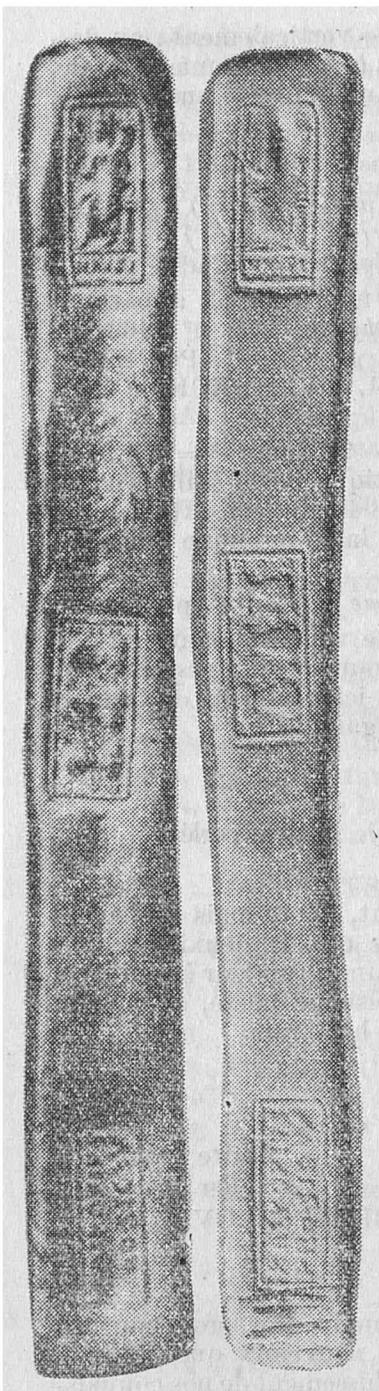
Trois bustes d'empereurs, comme plus haut, E2A, mais seulement le premier à gauche est plus petit, tandis que le deuxième et le troisième sont représentés comme étant d'une grandeur à peu près égale ; en plus, entre le deuxième et le troisième buste, au niveau des épaules, il y a le sigle K sous l'étoile à huit rais.

E8 : FLAVIVS *Flavius*
 CALLIOPIVS *Calliopius*
 PRO*ET*SIG *pro(bavi)*et*sig(navi)*
 θ θ Cadre perlé.

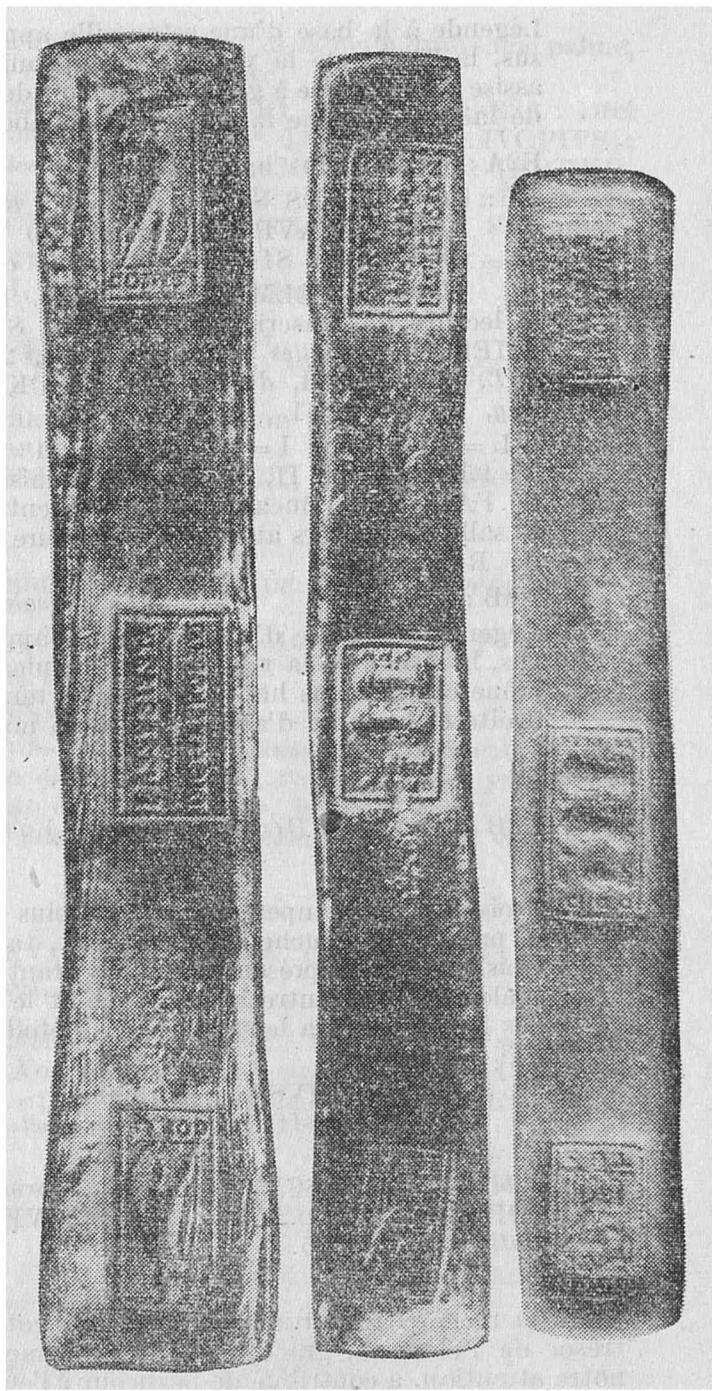
Bibl. : O. ILIESCU, *Nouvelles informations*, p. 269—270 ; E. POPESCU, *IGL*, p. 381—382, *a* ; B. OVERBECK, M. OVERBECK, *Datierung*, p. 205.

★

La récente apparition du dernier lingot romain d'or provenant du trésor de Feldioara, grâce à quelques éléments nouveaux qu'il offre à notre attention, a contribué de beaucoup à l'enrichissement de nos connaissances dans deux domaines de recherches concernant l'empire romain. En premier lieu, du point de vue de l'épigraphie latine, le fait que l'estampille E1 de ce nouveau lingot contient, sans doute possible, la signa-



Pl. I. — Lingots d'or fabriqués à Naissus Trésor de Feldioara



Pl. II. — Lingots d'or fabriqués dans le *comitatus* (1) et à Thessalonica (2-3) Même trésor.

ture d'un Kalyopius, a facilité la lecture correcte du nom inscrit sur l'estampille E1 du lingot similaire de Naissus. Mal imprimé, de sorte que les premières lettres en restaient illisibles, la lecture de ce nom a donné lieu à plusieurs interprétations. Comme nous l'avons déjà montré, Elmer d'abord, plus prudent, s'était contenté en 1935 d'en transcrire seulement les lettres . . . OPIVS²², ce qui ne posait pas de problèmes.

Sans avoir eu la moindre connaissance de l'étude de Georg Elmer, l'auteur du Catalogue Sotheby proposait en 1954 la lecture . . . IVOPIVS²³ une pareille restitution, doit-on l'admettre sans aucune hésitation, semble être dénuée de tout sens.

À notre tour, nous avons tenté en 1965 de restituer le nom du signataire de l'estampille E1 et, estimant pouvoir identifier avant la terminaison OPIVS un I suivi de l'angle supérieur d'un K, nous avons proposé la lecture : [PR]IKOPIVS²⁴, variante de Procopius, aujourd'hui encore assez fréquente dans l'onomastique et la toponymie roumaines (Pricop, Pricope, anthroponymes ; Pricopan, chaîne montagneuse dans le nord de la Dobroudja). Ultérieurement, cette lecture a été mentionnée ou même acceptée par François Baratte²⁵, Jordanka Youroukova²⁶ et Emilian Popescu, ce dernier auteur en adoptant l'orthographe *Pricopius*²⁷. Pourtant, une telle variante du nom Procopius n'était pas attestée par d'autres inscriptions grecques ou latines²⁸.

La redécouverte du cinquième lingot de Feldioara a offert à ses éditeurs les éléments nécessaires, susceptibles de leur permettre de résoudre ce problème d'épigraphie latine. En effet, sur l'estampille E1 de ce lingot, parfaitement imprimée dans l'or fraîchement fondu, on lit très clairement le nom KALYOPIVS²⁹. En la comparant à l'estampille E1 de l'autre lingot de Naissus, publié dès 1935, la lecture du nom . . . OPIVS ne devait plus se heurter à aucune difficulté : là aussi, figure le mot KALYOPIVS³⁰. Ce que nous avons pris en 1965 pour un K — dont la partie inférieure était indistincte — n'était en réalité qu'un Y et l'I immédiatement précédent n'était que la haste d'un L. Il faut donc corriger aujourd'hui en ce sens l'erreur de notre lecture. En même temps, il est maintenant définitivement prouvé que les deux lingots de Naissus portent l'estampille de garantie signée par la même personne, qui s'appelait Kalyopius.

D'autre part, l'identification du signataire des lingots fabriqués à Naissus nous entraîne également dans le domaine des recherches d'une

²² Georg Elmer, *Exkurs*, p. 19, n° 1.

²³ *Cat. Sotheby*, p. 139, n° 1470.

²⁴ Octavian Iliescu, *Nouvelles informations*, p. 278, n° I.

²⁵ François Baratte, *Quelques remarques à propos des lingots d'or et d'argent du Bas-Empire*, in : *Frappes et ateliers monétaires dans l'Antiquité et au Moyen Âge* (Colloque de Belgrade 1975), Belgrade, 1976, p. 69 ; idem, *Lingots d'or et d'argent en rapport avec l'atelier de Sirmium*, in : *Sirmium*, VIII (Rome — Belgrade), 1978, p. 107 (d'après Bernhard Overbeck, Mechtild Overbeck, *op. cit.*, p. 203, n. 9—10) ; on y propose la lecture : IK OPIVS.

²⁶ Jordanka Youroukova, *L'activité de l'atelier d'orfevre à Nis au IV^e s à la lumière d'un nouvelle trouvaille en Bulgarie*, in : *Frappes et ateliers monétaires . . .*, déjà cité, p. 73—78 (même renvoi, p. 203, n. 11).

²⁷ Emilian Popescu, *IGL*, p. 382 (b), 384.

²⁸ *Ibidem*, p. 384.

²⁹ Bernhard Overbeck, Mechtild Overbeck, *op. cit.*, p. 200.

³⁰ *Ibidem*, p. 203.

autre discipline, à savoir la prosopographie du Bas-Empire. Comme il est hors de doute que ce Kalyopius de Naissus et Flavius Calliopius de Thessalonica représentent en fait une seule et la même personne³¹, cette identification constitue en effet le point de départ pour des recherches faisant l'objet de cette autre discipline. Car il s'agit vraiment du même employé travaillant dans l'office du *comes sacrarum largitionum*³², sans doute un Grec, d'après son nom. Ce Kalyopius avait d'abord surveillé à Naissus la fabrication des lingots marqués de sa signature; puis, il avait suivi la nouvelle cour impériale de Théodose I^{er} sur le chemin qui devait aboutir à Thessalonica. Arrivé là, il continua d'y remplir sa charge, mais en signant le lingot, ici fabriqué, d'un nouveau nom, Flavius Calliopius, ce qui implique également un changement de statut personnel.

L'identité Kalyopius = Flavius Calliopius étant définitivement établie, elle pourrait nous fournir la clé pour expliquer la signification du sigle K, inscrit sur l'estampille E2B du second lingot fabriqué à Thessalonica (n° 5 de notre description) et signé par notre personnage. En 1965, nous avons hésité d'en proposer une explication, même à titre de simple hypothèse. En vérité, ce sigle ne pouvait pas indiquer l'atelier monétaire de Cyzicus, du moment que cet atelier avait cessé d'émettre monnaies d'or depuis 367³³. Il ne pouvait représenter ni l'indicatif d'une officine.— K, le numéro 20 —, car aucun atelier monétaire de l'empire romain n'a jamais disposé d'un nombre tellement grand d'officines en service³⁴. On pouvait songer peut-être à un numéro d'ordre de l'estampille respective³⁵. A présent, il nous semble plus plausible de considérer le sigle K comme initiale du nom Kalyopius, l'estampille respective ayant été confectionnée dès le séjour de son signataire à Naissus; elle avait été conservée et utilisée par son titulaire même quand il avait changé

³¹ *Ibidem*, p. 208.

³² Sur l'office du *comes sacrarum largitionum*, v. notamment: Otto Seeck, in *RE*, IV/7, Stuttgart, 1900, s. v. comites 11), col. 640; Kurt Reglun, in: Friederich Frhr. von Schrotter, *Wörterbuch der Münzkunde*, Berlin — Leipzig, 1930, s. v. comes; plus récemment, J. P. C. Kent, *The Comes Sacrarum Largitionum*, in: E. Cruikshank Dodd, *Byzantine Silver Stamps*, Washington, D. C., 1961, p. 35—45 (ce dernier renvoi d'après J. P. C. Kent, *RIC* VIII, p. xvii).

³³ Pendant la période qui embrasse les années 364—395, l'atelier monétaire de Cyzique a frappé des *solidi* d'or seulement aux noms de Valentinien I^{er} et de Valens (25 févr. 364 — 24 août 367) et de Procope (28 sept. 365 — 27 mai 366), après 367, la frappe de l'or y cessa définitivement. V. en ce sens J. W. E. Pearce, *RIC* IX, p. 237, 239.

³⁴ Depuis l'avènement de Valentinien I^{er} (25 févr. 361) jusqu'à celui de Théodose I^{er} (19 janv. 379), seuls les ateliers de Nicomédie et Antioche avaient eu en service chacun un nombre de dix officines monétaires, numérotées respectivement à l'aide des lettres A—I de l'alphabet grec. L'atelier de Constantinople n'en avait compté que huit, A—H. C'est Théodose I^{er} qui y créa encore deux officines, aux indicatifs θ respectivement I, pour émettre, conjointement avec les premières huit, la longue série de *solidi* au revers CONCORDIA AVGGG. Le plus grand nombre d'officines, travaillant simultanément, a été enregistré à Antioche: quinze, A—E1, en service entre 313—316 et 337—361; à Constantinople, leur nombre ne s'est élevé qu'à onze, A—IA, au cours des dernières années du règne de Constantin le Grand. Cf. pour ces détails Patrick M. Bruun, *RIC* VII; J. P. C. Kent, *RIC* VIII et J. W. E. Pearce, *RIC* IX, *passim*.

³⁵ Cf. Emilian Popescu, *IGL*, p. 382. Quant à l'autre hypothèse, citée *ibidem*, qui tente d'expliquer ce sigle comme représentant le mot grec K (αἰσαρες), elle ne peut se poser, pour deux motifs essentiels: d'abord, toutes les inscriptions des estampilles appliquées sur les lingots romains d'or découverts en Transylvanie sont rédigées en latin et non pas en grec; ensuite, le rang de César n'était plus accordé sous l'empire romain depuis 361, Julien le Philosophe fut le dernier qui l'eût obtenu (355—361), avant d'être proclamé auguste en 360, mais reconnu en 361 (361—363).

de nom, comme l'atteste la présence sur le lingot respectif de la nouvelle estampille (E8).

Un autre sigle dont la signification doit également être expliquée se trouve, nous l'avons déjà vu, à la fin de l'inscription au nom de Flavius Calliopius (E8, lingot n° 5) : la lettre grecque θ . Cette fois-ci, notre tâche est bien plus facile ; en effet, il est hors de tout doute que ce sigle représente l'indicatif d'une officine — en l'occurrence, la neuvième — appartenant à un atelier monétaire qui ne peut être que celui de Constantinople. Cette hypothèse, que nous avons déjà avancée à une autre occasion³⁶, a une implication très intéressante, car en l'acceptant, nous devons également admettre que Flavius Calliopius, par le fait qu'il ajoutait à la fin de l'inscription contenant son nom l'indicatif d'une officine monétaire, attestait sans doute qu'il en était devenu le chef. En effet, à notre avis, il aurait été impossible que tout autre employé de cette officine eût fait un pareil usage de l'indicatif respectif. Cette implication projette une lumière complètement nouvelle sur la carrière d'un *probator et signator auri* vers la fin du IV^e siècle. Comme l'avait déjà fait observer Ernest Babelon, l'affinage et l'estampillage des lingots d'or avaient lieu dans un atelier monétaire³⁷ ; par conséquent, les essayeurs et les vérificateurs de ces lingots appartenaient à la *familia monetalis*. Le cas de Flavius Calliopius, *probator et signator auri*, promu à la charge de chef d'une officine monétaire, confirme donc l'opinion exprimée au début de notre siècle par Ernest Babelon. Associer la fabrication des lingots d'or à la frappe des *solidi* dans le cadre de l'activité d'un même atelier monétaire — et c'est le cas effectif de Sirmium ou de Thessalonica —, ainsi que l'ont fait d'une manière très convaincante Ernest Babelon³⁸, Georg Elmer³⁹ et, plus récemment, Robert A. G. Carson,⁴⁰ ne représente pas une « fausse prémisse », comme la considèrent Bernhard et Mechtild Overbeck⁴¹. La découverte de deux lingots d'or fabriqués à Naissus ne saurait pas, à notre avis, infirmer cette association, même si l'existence d'un atelier monétaire en activité dans cette importante ville romaine n'a jamais été prouvée. Car la fabrication de ces lingots à Naissus doit être jugée seulement en la mettant en rapport étroit avec la succession des événements qui ont marqué l'histoire de l'empire romain, pendant la seconde moitié de l'année 378 et au cours de l'année suivante. C'est bien à Georg Elmer que revient le mérite d'avoir établi cette relation, qui offre les éléments nécessaires pour préciser la datation de tous les lingots d'or découverts en Transylvanie et, en même temps, pour définir les étapes successives de leur fabrication. Il convient donc maintenant de passer à l'examen d'un problème bien plus important, à savoir l'histoire de la fabrication des lingots d'or transylvains, ce qui nous permettra également d'expliquer la présence de l'indicatif θ , appartenant à une

³⁶ Octavian Iliescu, *op. cit.*, p. 280.

³⁷ Ernest Babelon, *Traité des monnaies grecques et romaines*, I/1, Paris, 1901, col. 881.

³⁸ *Ibidem*

³⁹ Georg Elmer, *Exkurs*, p. 18

⁴⁰ Robert A. G. Carson, *Roman Coinage Metal and Coin Production*, N.A.C., 10, 1981, p. 307. sur l'association de la fabrication de certains lingots d'argent à l'activité d'un atelier monétaire. *ibidem*, p. 307—308

⁴¹ Bernhard Overbeck, Mechtild Overbeck, *Datierung*, p. 209.

officine monétaire constantinopolitaine, dans l'inscription d'une estampille appliquée sur un lingot fabriqué à Thessalonique ; ce faisant, nous suivrons de près l'exposé d'Elmer, en y apportant cependant les commentaires qui nous sembleront être adéquats.

Le 9 août 378, l'empereur Valens, essayant de mettre fin à une grande invasion des Goths au sud des Balkans, les affronta à Andrinople, mais la bataille sanglante qui s'ensuivit se termina par une grave défaite de son armée, lui-même y trouvant la mort. Son neveu et collègue, Gratien ⁴², qui, en vue de lui accorder aide militaire, s'était déplacé à la tête d'une armée de Treveri jusqu'aux Portes de Fer, sur le Danube, en apprenant la nouvelle de la catastrophe d'Andrinople, se retira à Sirmium et y établit son quartier général. De cette résidence temporaire, le jeune empereur prit les mesures urgentes, d'ordre militaire et financier, susceptibles de faire face à la situation dangereuse créée dans les Balkans. Afin d'obtenir les moyens financiers nécessaires à soutenir la campagne contre les Goths ou, éventuellement, à leur acheter la paix, Gratien commença par faire frapper dans l'atelier monétaire de Sirmium, réouvert à cette occasion ⁴³, des *solidi* d'or à son nom et à celui de son demi-frère, Valentinien II et au type de revers VICTORIA AVGG ⁴⁴ ; en même temps, on commença la fabrication dans le même atelier des lingots d'or estampillés par Lucianus et Flavius Flavianus et trouvés à Crasna ⁴⁵. D'autre part, conscient qu'il n'avait pas l'expérience nécessaire pour affronter la menace des Goths, Gratien appela à Sirmium le général Flavius Theodosius et le proclama co-empereur, le 19 janvier 379 ; à partir de cette date, le pouvoir suprême dans l'empire romain était de nouveau détenu par trois augustes : Gratien, Valentinien II et Théodose I^{er}, dont le nom et l'effigie apparaissent sur des *solidi* frappés toujours à Sirmium et au même revers ⁴⁶. On y con-

⁴² Depuis la mort de Valentinien I^{er} — survenue à Brigetio, le 17 novembre 375 —, le pouvoir suprême dans l'empire romain était partagé entre Valens, son frère, qui gouvernait dès 364 l'Orient, Gratien, son fils aîné, proclamé auguste en 367, qui avait hérité de son père l'Occident et Valentinien II, deuxième fils de l'empereur décédé, né d'un second mariage et proclamé auguste par l'armée, cinq jours après la mort de son père ; à ce dernier, ses collègues lui avaient reparti l'Italie, l'Illyricum et l'Afrique. Après la fin tragique de Valens, l'empire devait être gouverné par deux empereurs très jeunes. Gratien, né le 18 avril 359 et Valentinien II, né le 2 juillet 371. Le fils de Valens, appelé, lui aussi, Valentinien, décéda en bas âge avant son père. V. J. W. E. Pearce, *op. cit.*, p. xlii.

⁴³ L'atelier monétaire de Sirmium frappa en 364 des monnaies aux noms de Valentinien I^{er} et de Valens, pour être fermée à la fin de cette année même (J. W. E. Pearce, *RIC IX*, p. 158) ou en 365 (J. P. C. Kent, *RIC VIII*, p. 383). Il sera ouvert de nouveau par Gratien, lors de son séjour dans cette ville, à partir du mois d'août 378. Cf. *RIC IX*, p. 159.

⁴⁴ Au droit, buste de Gratien ou de Valentinien II, ceints du diadème de perles, au revers, deux empereurs trônant, de face, tenant conjointement un globe ; derrière eux, la Victoire aux ailes étendues, au-dessous, une palme ; à l'exergue, SIROB ; deux variantes de légende : VICTOR-IA AVGG et AVGG. : *RIC IX*, Sirmium, 9 (a) (d), Gratien : 9 (b) (e), Valentinien II. L'auteur observe que le buste de Gratien est légèrement barbu, en signe de deuil pour la mort de son oncle : *ibidem*, p. 159, en note, ce qui atteste que les *solidi* 9(a) et 9 (d) ont été émis immédiatement après la défaite d'Andrinople.

⁴⁵ V. la description de ces lingots chez Friederich Kenner, *op. cit.*, p. 21—23 (barres I—VII).

⁴⁶ *RIC IX*, 9 (e), maintenant la légende VICTOR-IA AVGG (au lieu de AVGGG, car il y en avait trois) et la grandeur inégale des deux empereurs représentés au revers ; *RIC IX*, 10 (a) (b), montrant les deux empereurs de grandeur égale, mais continuant de présenter la légende VICTOR-IA AVGG respectivement AVGG., en dépit du fait qu'il y avait trois augustes détenteurs du pouvoir suprême.

tinua également de fabriquer des lingots d'or qui portent maintenant, à côté des signatures des essayeurs, l'estampille aux effigies de trois empereurs et celle à la marque SIRM, lingots qui proviennent également du trésor de Crasna⁴⁷.

Dans le cadre des arrangements intervenus à Sirmium entre Gratien et Théodose I^{er}, le nouvel empereur reçut non seulement l'aide, militaire qui était primitivement destinée à Valens, mais aussi une certaine quantité d'or, notamment en *solidi* et lingots fabriqués sur place représentant les moyens financiers mis à sa disposition. Plus encore, il est bien certain que Théodose obtint de la part de Gratien le personnel d'une officine monétaire, y compris notre Kalyopius, qui devait l'accompagner dans sa marche contre les Goths, afin de pourvoir aux besoins financiers de son armée⁴⁸.

Les arrangements entre les deux empereurs une fois achevés, Théodose I^{er} quitta Sirmium, probablement au début du mois février 379 et s'engagea, avec sa cour et son armée, sur la route qui, partant de cette ville, longeait le Danube, passant par Singidunum jusqu'à Viminacium, en Moesie Supérieure. De là, il prit la route qui montait le long de la vallée de la rivière Margus (aujourd'hui la Morava) et s'arrêta pour quelque temps à Naissus, où les spécialistes de l'officine cédée par Gratien firent fabriquer une nouvelle quantité de lingots d'or dont deux, signés par Kalyopius, sont entrés dans la composition du trésor découvert à Feldioara. De Naissus, Théodose I^{er} continua sa route vers le sud et, par Ulpiana, entra dans la vallée du fleuve Axios (le Vardar), dépassa Scupi et Stobi, pour atteindre finalement Thessalonica (voir la carte de l'itinéraire probable de Théodose I^{er} en 379, ci-joint, fig. 2). Chemin faisant, l'atelier qui l'accompagnait fabriqua d'autres lingots d'or, à l'estampille COMIT; l'un d'entre eux, signé par l'essayeur Bassus, a été trouvé dans le trésor de Feldioara⁴⁹.

Arrivé à Thessalonica avant le 17 juin 379, quand sa présence y est attestée officiellement⁵⁰, Théodose I^{er} fit confectionner sur place d'autres lingots d'or pour le trésor impérial. Grâce à la découverte du trésor de Feldioara, nous en connaissons aujourd'hui deux, l'un marqué par le *curator thesauri sacri*, resté anonyme, l'autre par Flavius Calliopius, l'ancien Kalyopius de Naissus, qui, à la tête du personnel cède à Sirmium par Gratien, était devenu maintenant le chef d'une officine — θ —, nouvellement organisée dans le cadre de l'atelier monétaire de Constantinople. Pour le moment, Théodose I^{er} retint cette officine auprès de lui, dans sa résidence de Thessalonica elle le suivra à Constantinople en novembre 380, quand Théodose I^{er}, après avoir conclu la paix avec les

⁴⁷ V. la description de ces lingots donnée par Friederich Kemner, *op. cit.*, p. 23—24 (barres VIII—XV).

⁴⁸ La pratique de faire attacher des ateliers monétaires mobiles auprès d'une armée en campagne était très vieille à Rome, car elle date du temps de la République. Au sujet du déplacement du personnel d'une officine monétaire, pour accompagner un empereur romain en marche au IV^e siècle, v. Georg Elmer, *Wanderungen römischer Münzbeamter im IV. Jahrhundert n. Chr.*, in *MNGW*, 16, 1930, p. 136; cf. pourtant l'opinion, plus manquée, exprimée à ce sujet par J. W. E. Pearce, *RIC IX*, p. 156.

⁴⁹ En ce sens Georg Elmer, *l. cit.*, p. 18; Octavian Hiesen, *op. cit.*, p. 280.

⁵⁰ Otto Seeck, *Regesten der Kaiser und Papste für die Jahre 311 bis 476 n. Chr.*, Stuttgart, 1919, p. 251.

Goths, quittera Thessalonica pour s'installer définitivement dans sa capitale⁵¹. C'est à partir de cette dernière date que l'on créa à Constantinople encore une officine, I, la dixième; toutes les dix officines de cet atelier seront désormais occupées à émettre conjointement les *solidi* de la



Fig 2 — Itinéraire probable de Théodose I^{er} entre février — mi-juin 379.

série CONCOR-DIA AVGGG, avec l'indicatif de l'officine respective à la fin de cette légende⁵².

De tout ce qui précède, il ressort bien clairement que les lingots romains d'or, provenant des trésors découverts à Crasna et à Feldioara, ont été fabriqués tous pendant un délai très court, en 379–380, mais

⁵¹ *Ibidem*, p. 253 (pour les détails historiques, v. plus loin)

⁵² J. W. L. Pearce, *RIC IX*, Constantinopolis, n° 45, p. 223; v. également à la p. 201 la distribution des officines dans le cadre de la même émission par chaque empereur émetteur

en quatre phases successives et en plusieurs lieux, à savoir :

Première phase (août 378 — 18 janvier 379) ; fabrication à Sirmium, par ordre de Gratien, des lingots signés par Lucianus et Flavius Flavianus ; trésor de Crasna ⁵³ ;

Deuxième phase (19 janvier — février 379) : fabrication à Sirmium des lingots signés par Lucianus, seul ou avec deux autres *probatores* : Quirillus et Dionisus ; en plus, ces lingots sont marqués de deux autres estampilles, l'une aux bustes de trois empereurs associés, l'autre à l'emblème et au nom de l'atelier de provenance, SIRM ; même trésor ⁵⁴ ;

Troisième phase (février — juin 379) : fabrication pendant la marche de Théodose I^{er} vers Thessalonique des lingots estampilés par Kalyopius à Naissus et par Bassus en route (dans le *comitatus*) ; trésor de Feldioara ⁵⁵ ;

Quatrième phase (juin 379 — novembre 380) : fabrication à Thessalonica des lingots signés par le *curator thesauri sacri* et par Flavius Calliopius, devenu chef de l'officine θ , nouvellement organisée dans le cadre de l'atelier monétaire constantinopolitain, mais retenue par Théodose à Thessalonica, jusqu'au moment où il devra quitter cette ville pour s'établir dans la capitale de son empire ; même trésor ⁵⁶.

Il en résulte que les trésors de Crasna et de Feldioara, bien que contemporains, constituent en réalité deux ensembles archéologiques différents. En effet, on constate sans difficulté que les lingots du trésor de Crasna sont légèrement antérieurs à ceux découverts à Feldioara et proviennent tous de l'atelier monétaire de Sirmium, où ils ont été fabriqués sous le contrôle direct de Gratien, pendant son séjour dans cette ville pannonienne, entre août 378 et le 19 janvier 379. Les lingots du trésor de Feldioara ont été confectionnés sous le contrôle direct de Théodose I^{er}, pendant sa marche de Sirmium à Thessalonica et finalement, dans l'atelier monétaire de cette dernière ville, entre février 379 et novembre 380. Comment pourrait-on donc expliquer la présence en Transylvanie — et seulement en Transylvanie ⁵⁷ — de tels ensembles de lingots d'or, provenant du trésor sacré de l'empire romain ? Pour répondre à cette question, il faut examiner de plus près les vicissitudes des relations entre l'empire et les Goths, au cours des années 379—382.

L'analyse de l'évolution de la situation politique et militaire dans les Balkans, après la défaite romaine d'Andrinople, n'est pas très aisée, vu la pauvreté des sources qui s'y rapportent ; c'est d'ailleurs de quoi se

⁵³ V. plus haut, n. 45. Paralklement, l'atelier monétaire de Sirmium émettait les solidi d'or aux noms de Gratien et de Valentinien II et au revers VICTORIA AVGG (ofl. 1) et VICTORIA AVGG. (ofl. 2), à l'exergue SIROB, *RIC* IX, Sirmium, 9 (a) (d), Gratien, 9 (b) (c), Valentinien II

⁵⁴ V. plus haut, n. 47. Le même atelier continuait pendant ce temps-là la frappe des solidi aux noms de Gratien et de Valentinien II, déjà cités, et commençait l'émission de solidi similaires, au nom de Théodose I^{er} ; *RIC* IX, Sirmium, 9(c) et 10 (a) (b).

⁵⁵ V. supra, la description des lingots n^o 1—3.

⁵⁶ V. supra, la description des lingots n^o 4—5.

⁵⁷ A l'exception du lingot censé avoir été trouvé à Cumae (v. plus haut, n. 11), on n'en connaît aucune autre découverte similaire ; les lingots du trésor trouvé à Aboukir, en Egypte, en 1903, ne proviennent pas d'un atelier monétaire impérial. Au sujet du trésor d'Aboukir, v. plus récemment Robert A. G. Carsou, *op. cit.*, p. 307 et n. 21.

plaignait à juste titre même un grand historien de l'époque⁵⁸. Il nous semble pourtant être hors de doute que pendant sa marche forcée de Sirmium à Thessalonica, entre février et mi-juin 379, l'empereur Théodose I^{er} évita avec soin d'affronter les Goths qui envahissaient la plaine de la Thrace. Mais dès qu'il réorganisa son armée dans son quartier général de Thessalonica, il engagea les combats contre les barbares et réussit à les repousser vers le Danube, avant le 17 novembre 379, quand la nouvelle de la victoire obtenue arriva à Constantinople⁵⁹. Pourtant, au cours de l'année suivante, les Visigoths envahissent de nouveau la Thrace, tandis que les Ostrogoths ravageaient la Pannonie. Les Visigoths infligèrent même une lourde défaite à l'armée commandée par Théodose, pas encore intégralement remis à la suite d'une grave maladie. Comme la situation menaçait de devenir dangereuse, Gratien et Théodose se rencontrèrent de nouveau à Sirmium, au début du mois de septembre 380, pour combattre ensemble les barbares. Après quelques succès obtenus par leurs armées, les deux empereurs décidèrent qu'il valait mieux de conclure la paix, Gratien avec les Ostrogoths établis en Pannonie, Théodose avec une partie des Visigoths restés fidèles à leur roi, Athanaric, tandis qu'une autre partie des Visigoths, dirigés par son rival, Frithigern, continuaient de ravager les territoires de l'empire romain. Finalement, grâce aux efforts entrepris par Théodose I^{er}, Frithigern accepta, lui aussi, la paix dont les conditions étaient d'ailleurs très avantageuses pour les barbares et le traité fut signé le 3 octobre 382, à Constantinople. De même que les Ostrogoths, les Visigoths obtenaient le droit de s'installer dans l'empire romain comme alliés (*foederati*), recevant en outre d'importants subsides en vivres et en argent⁶⁰.

Il en ressort que, durant les longs et laborieux pourparlers engagés avec les Visigoths, en vue de leur acheter la paix, l'empereur Théodose I^{er} a été obligé de leur payer des subsides au moins à deux fois, d'abord en 380 à Athanaric, ensuite en 382 à Frithigern. Certainement, ces subsides comprenaient en premier lieu de l'or, si cher aux barbares, en espèces ou en lingots. Il est donc permis de nous demander si les deux trésors de lingots d'or, découverts en Transylvanie, ne représentent-ils peut-être une partie de ces subsides, obtenus soit par Athanaric — et ce serait le cas du trésor de Crasna — soit par Frithigern, dans le cas du trésor de Feldioara. A notre avis, cette hypothèse expliquerait d'une manière satisfaisante le léger décalage chronologique existant entre ces deux trésors et, en même temps, la provenance différenciée des lingots qui entrent dans la composition de chacun.

Mais il existe également une autre différence notable entre le trésor de Crasna et celui de Feldioara, qui s'est révélée à nos yeux quand nous avons examiné sur place les conditions particulières de chaque découverte, lors des visites successives entreprises sur les lieux respectifs, en

⁵⁸ A. H. M. Jones, *The later Roman Empire, 284—602: a social, economic and administrative survey*, I, Oxford, 1964, p. 156

⁵⁹ Otto Seeck, *op. cit.*, p. 253.

⁶⁰ Cf. Ernest Stein, *Histoire du Bas-Empire* édit. française par Jean-Rémy Palanque, I, Paris, 1959, p. 193—194; A. H. M. Jones, *op. cit.*, p. 156—157.

1962—1964. A Crasna, on reconnaît sans aucune difficulté, aujourd'hui même, l'endroit exact où gisait, avant d'être découvert par hasard en septembre 1887, le premier trésor connu de lingots romains d'or. Son emplacement se trouve à cinq ou six mètres de hauteur, sur la pente abrupte de la montagne dominant le côté gauche de la route qui, longeant à droite le défilé de la rivière Buzău, mène de Crasna à Siriu; on y distingue encore le lieu d'où se sont précipités les rochers qui ont encombré la route, entraînant dans leur chute les lingots d'or découverts ultérieurement au cours du déblayement. Là, il n'y a pas de végétation, tandis que partout à l'entour, la pente escarpée est couverte de sapins.

Les conditions dans lesquelles a été trouvé le trésor de Feldioara sont complètement différentes. En effet, selon les informations recueillies sur place en 1964, ce trésor aurait été découvert sur un terrain cultivé, à l'occasion des travaux agricoles y pratiqués au printemps. Nous avons visité en juin 1964 le lieu respectif et nous avons réussi de l'identifier; comme nous l'avons déjà mentionné au début de ce travail, il s'agit en l'occurrence d'un terrain cultivé absolument plat, situé à l'ouest de la voie ferrée Bod-Feldioara, au km 188 + 3, dans une zone inondable appelée *Goldgruben*, en dépit du fait que les habitants de Feldioara que nous avons contactés à cette occasion n'ont gardé aucun souvenir de la découverte d'un trésor composé justement de lingots d'or⁶¹. Précisons encore que la zone *Goldgruben* se trouve au sud de la localité précitée et s'étend à l'Est vers la rivière Olt.

Les particularités d'ordre archéologique que nous venons de souligner ne sont pas dépourvues d'importance, car, à notre avis, elles peuvent contribuer à éclaircir les conditions historiques différentes qui ont déterminé l'enfouissement des trésors de Crasna et de Feldioara. Cette constatation nous amène maintenant à examiner la dernière question posée par l'étude de ces trésors, à savoir formuler une explication plausible des circonstances historiques qui ont provoqué leur enfouissement dans cette zone géographique très limitée, au cours des premières années du règne de l'empereur Théodose I^{er}.

A ce but, il convient en premier lieu de rappeler ici la thèse exposée en 1960 — date à laquelle l'existence du trésor de Feldioara était encore totalement ignorée — par Ion Nestor, dans le cadre de sa remarquable synthèse, consacrée à l'histoire des premières invasions barbares⁶². Le point de départ de cette thèse est représenté par un texte d'Ammien Marcellin, selon lequel Athanaric et les Visigoths qui le suivaient, ne pouvant pas résister à la pression des Huns, avaient cherché le refuge dans une région abritée par la hauteur des forêts et des montagnes, dénommée *Caucalandensis locus*⁶³. En acceptant l'identification de cette contrée avec les montagnes de Buzău, Ion Nestor invoque en ce sens le témoignage de tout un horizon de trésors précieux, découverts en deçà et au delà de

⁶¹ V. plus haut; cf. Octavian Iliescu, *Nouvelles informations*, p. 270.

⁶² Ion Nestor, *Migrația popoarelor*, *IstRom*, I, 1960, p. 671—704.

⁶³ Ammien Marcellin, XXXI, 4, 13: « *Athanaricus ... ad Caucalandensem locum altitudine silvarum inaccessum et montium cum suis omnibus declinavit ...* ».

ces montagnes, à savoir : le fameux trésor de Pietroasa ⁶⁴, le trésor de Crasna et celui de Valea Strîmbă ⁶⁵, trésors qui, à son avis, auraient été cachés par les Visigoths d'Athanaric avant d'abandonner cette région pour s'établir dans l'empire romain ⁶⁶. Observons que l'auteur cité continue d'impliquer dans le contexte archéologique lié au départ d'Athanaric le trésor de Pietroasa, en rejetant les opinions qui l'attribuent aux Ostrogoths et lui assignent une datation postérieure ⁶⁷.

La découverte du trésor de Feldioara, avec ses particularités que nous avons soulignées quelques lignes plus haut, a compliqué de beaucoup le scénario d'Athanaric, tel qu'il a été imaginé par Ion Nestor en 1960. En effets, dès 1965, nous avons fait observer que la fabrication des lingots d'or se prolongeant à Thessalonique jusqu'en novembre 380, coïncidait exactement avec l'intervalle où s'est effectuée la retraite des Visigoths sous Athanaric à l'intérieur de l'empire romain; on pouvait donc songer, du moins dans le cas du trésor de Feldioara, à une autre explication possible, attribuant son enfouissement à une action de la population autochtone, action survenue après le départ des Visigoths ⁶⁸. Cette nouvelle hypothèse se base également sur les conditions particulières présentées par la découverte du trésor en question : terrain plat, zone inondable, où une population allogène en fuite aurait pu trouver avec grande difficulté un point de repère adéquat, pour y déposer un trésor tellement précieux. Par contre, une pareille entreprise serait plus compréhensible de la part d'une population autochtone, qui aurait mieux connu les particularités topographiques de la zone respective. Or il arrive que notre hypothèse obtienne, semble-t-il, une confirmation grâce aux résultats d'un sondage archéologique entrepris en 1970 au sud de Feldioara et qui ont permis d'identifier l'existence d'un établissement daco-romain daté du II^e au IV^e siècle ⁶⁹. Comme la zone où a été découvert le trésor de lingots d'or se trouve, elle aussi, au sud de Feldioara, on pourrait supposer l'existence d'un rapport quelconque entre l'enfouissement de ce trésor et la présence sur place d'un établissement daco-romain vers la fin du IV^e siècle. En tout cas, c'est à l'archéologie de continuer des recherches dans cette direction.

De tout cela, on peut formuler les conclusions suivantes : si les trésors de lingots romains d'or, découverts en Transylvanie à Crasna et à Feldioara, représentent sans nul doute des subsides, accordés par l'em-

⁶⁴ Sur le trésor de Pietroasa, v. la monographie monumentale que lui a consacrée A. Odobesco, *Le trésor de Pétrossa*, I—III, Paris, 1889—1900, 1896, 1900, v. également la réédition de cette œuvre, publiée dans la série Alexandru Odobescu, *Opere*, IV, Bucarest, 1976 (édit. Mireea Babeș.)

⁶⁵ Sur le trésor de Valea Strîmbă (dép. de Harghita), v. Kurt Horedt, *Contribuții la istoria Transilvaniei în secolele IV—XIII*, Bucarest, 1958, p. 38—39, n^o 46 (avec la bibliographie antérieure).

⁶⁶ Ion Nestor, *loc. cit.*, p. 697—699.

⁶⁷ *Ibidem*, p. 699. Depuis lors, les opinions combattues par Ion Nestor ont été confirmées par de nouvelles recherches archéologiques et la date du trésor de Pietroasa est maintenant reportée vers 450; v. en ce sens K. Horedt, *Datarea tezaurului de la Pietroasa*, *AMN*, 6, 1969, p. 549—552. Radu Harhoiu, *Studiu arheologic*, in : Alexandru Odobescu, *Opere*, vol. cit., p. 1027—1028 et les considérations d'histoire, p. 1030—1033; Kurt Horedt, *Siebenbürgen in spatiumschwer Zeit*, Bucarest, 1982, p. 188.

⁶⁸ Octavian Iliescu, *Nouvelles informations*, p. 281.

⁶⁹ Florea Costea, *Sondajul arheologic de la Feldioara-Brasov (1970)*, *Cumidava*, 5, 1971, p. 31—32 (l'absence d'un plan des fouilles de sondage est regrettable).

pereur Théodose 1^{er} aux Visigoths — qu'il s'agisse en l'occurrence d'Atharic, de Flithigoin ou d'un autre chef de ces barbares —, leur enfouissement a été déterminé par des circonstances qui ne sont pas nécessairement identiques pour l'un et pour l'autre. A notre avis, la thèse d'une action directe en ce sens de la part des Visigoths d'Atharic, avant de quitter en 380 le *Cuculandensis locus*, peut s'appliquer tout au plus dans le cas du trésor de Crasna. Pour la découverte similaire de Feldioara, les investigations archéologiques devraient chercher à l'avenir l'explication adéquate.

Quant à l'existence possible d'un horizon tout entier d'ensembles archéologiques, liée à la retraite des Visigoths sous Atharic en 380 et imaginée par Ion Nestor en 1960, elle ne peut pas être démontrée pour le moment, du fait que les trésors de Pietroasa et de Feldioara sortent de ce cadre chronologique, tandis que la datation du trésor de Valea Strimbă reste encore à préciser, à la suite d'un nouvel examen.

ABRÉVIATIONS :

AMN :	<i>Acta Musei Napocensis</i>
BCNN :	<i>Bollettino del Circolo Numismatico Napoletano</i>
CreștCol :	<i>Cavele selectiv de informare asupra creșterii colecțiilor Bibliotecii Academiei R.P.R.</i>
FastiArch :	<i>Fasti Arheologici</i>
IstRom :	<i>Istoria Românilor</i>
MNGW :	<i>Mitteilungen der Numismatischen Gesellschaft in Wien</i>
NAC :	<i>Numismatica e Antichità Classiche Quaderni Ticinesi</i>
NZ :	<i>Numismatische Zeitschrift</i>
RĚSEE :	<i>Revue des Études Sud-Est Européennes</i>
RevMuz :	<i>Revista Muzeelor</i>
RIC :	<i>The Roman Imperial Coinage</i> edit. by Harold Mattingly, C.H.V. Sutherland and R.A.G. Carson; vol. VII Constantine and Licinius A. D. 313—337 by Patrick M. Bruun, Londres, 1966; vol. VIII The Family of Constantine I A. D. 337—361 by J. P. C. Kent, Londres, 1981; vol. IX Valentinian I — Theodosius I by J. W. E. Pearce, Londres, 1951.
SCIV :	<i>Studii și Cercetări de Istorie Veche</i>

LA VIE ÉCONOMIQUE EN DOBROUDJA À L'AUBE DE L'INDÉPENDANCE (I)

ANCA GHIAȚĂ

Nous nous proposons d'analyser, de la perspective de la géographie historique, celle des relations entre l'homme et l'environnement, quelques aspects de la vie économique en Dobroudja (les actuels départements de Constanța et de Tulcea), à la lumière des connaissances que la société locale du XIX^e siècle avait des ressources naturelles régionales et des possibilités de leur valorisation pour l'usage propre; nous avons tiré ces données surtout des sources des chancelleries ottomanes de la catégorie nommée *sâlname*, c'est-à-dire les registres annuels rédigés par les autorités locales au cours des années 1868—1877. De la multitude des informations que ces sources nous offrent nous avons retenu pour cette étude celles concernant la vie économique dans la région de la Dobroudja, notamment les informations sur la *structure territoriale*: le fonds foncier et, lié à celui-ci, la culture des plantes, l'élevage, le fonds forestier, les minerais, le réseau de voies routières et fluviales (leur exploitation y comprise), la répartition des localités dans la région. Par la mise en évidence de la modalité dans laquelle la *structure territoriale* servait les intérêts de la société, en nous fondant sur la statistique publiée récemment¹, nous désirons

¹ Anca Ghiață, *Date noi privind istoria Dobrogei (1856—1877)*, in « Cercetări de istorie și civilizație sud-est europeană » (1986), vol. III, București, 1987, p. 150—185 avec 8 annexes: (p. 164) 1. La situation de la production de céréales dans le sandjak Tulcea 1868, 1869, 1870; (p. 165) 2. La situation de la production des animaux dans le sandjak Tulcea 1868, 1869, 1870, 1873 et en Dobroudja (les actuels départements Constanța et Tulcea) en 1873; (p. 166) 3. La situation des immeubles des bourgs de la Dobroudja 1868—1872; (p. 167) 4. La situation démoeconomique et le montant des impôts dans le milieu urbain (résidences administratives) en 1873; (p. 168) 5. La situation démoeconomique et le montant des impôts en 1873 dans les 11 *kaza* et 3 *nahiye* où étaient situées les 392 localités de la Dobroudja (les actuels départements Constanța et Tulcea); (p. 169) 6. La situation des impôts anciens dans le sandjak Tulcea qui ont été abolis et la situation démoeconomique avec le montant des impôts dans le sandjak Tulcea, conformément au nouvel registre de 1875; (p. 170—185) 7—8 Les localités de la Dobroudja en 1873 (actuels départements Constanța et Tulcea). La statistique des tableaux synoptiques doit être considérée comme approximative (tel qu'il est précisé par le texte *sâlname* de 1868, p. 101, 104—105) (voire notre commentaire in *Date noi*, p. 155—156). Les tableaux synoptiques donnent des informations inédites tirées des dix *sâlname* (*sâl* = année; *name* = journal) rédigés annuels pour le *vilâyet* du Danube: *Sâlname-i vilâyet-i Tuna* (sigle S) imprimés à Ruseiuk pour les années 1285 H (1868 S₁), 1286 H (1869 S₂), 1287 H (1870 S₃), 1288 H (1871 S₄), 1289 H (1872 S₅), 1290 H (1873 S₆), 1291 H (1874 S₇), 1292 H (1875 S₈), 1293 H (1876 S₉), 1294 H (1877 S₁₀) (voir les cotes in *Date noi*, p. 161, note 3). Mentionnons que du S₆ n'ont été édités que les pages concernant 11 *kaza* et 3 *nahiye* (voir leur dénomination conformément à la réorganisation administrative de 1864), ainsi que pour le *kaza* Tutrakan (sandjak Ruseiuk) où l'on fait l'énumération des localités par ordre alphabétique tout en ajoutant la statistique (V. Todorov-Ilindalov, *Dobroudja v minaloto spered turski ošteinalni istočnici*, in « Godišnik na Narodnata Biblioteka v Sofija, za 1926—1928 godina », Sofia, 1930, p. 199—284). Dans l'investi-

apporter de nouvelles contributions scientifiques dans la reconstitution de certaines structures démographiques et socioéconomiques, tout en mettant en lumière le potentiel économique et démographique de la Dobroudja dans cette décennie, les réalités locales de quelles les autorités roumaines ont tenu compte après la guerre d'indépendance.

En ce qui concerne le cadre général politique et économique, il est connu que par leur politique les cabinets impériaux de l'Autriche et de la Russie cherchaient systématiquement de se substituer à la domination ottomane dans les provinces danubiennes et de mettre sous leur propre contrôle le commerce fluvial. Bien entendu, dans ces plans l'importance stratégique de la région roumaine transdanubio-pontique n'a pas échappé à la politique de ceux-ci, ce qui explique pourquoi la Dobroudja qui se trouvait sous l'administration ottomane a été, elle aussi, et non pas par hasard, un théâtre d'opérations militaires dans les guerres entre Russes, Ottomans, Autrichiens (aux XVIII^e—XIX^e siècles). Après la paix de 1812, en dépit du fait que le traité avec l'Empire ottoman ne le prévoyait pas, la Russie occupe une partie du Delta, jusqu'au bras Sulina (situation acceptée par le protocole de 1817 et par la convention d'Akkeiman de 1826), pour s'étendre, ultérieurement, sur tout le Delta jusqu'au bras St. Georges; ainsi, le traité d'Andrinople (1829) précise que la Porte a cédé à la Russie aussi la deuxième partie du Delta, celle comprise entre le bras Sulina et St. Georges: le Delta qui, «comme partie intégrante de la Moldavie, avait été confiée, <avant>, à la protection de l'Empire ottoman»². D'ailleurs, cette situation concernant la zone, au long du bras St. Georges, est confirmée aussi par la convention de St. Petersburg (1840) et se prolonge jusqu'en 1856.

Entre 1812—1856 l'activité économique aux bouches du Danube qui se trouvaient sous l'occupation tzariste a été pratiquement paralysée en faveur du port d'Odessa. Les Etats intéressés au commerce danubien — surtout après 1829 — cherchent des solutions pour trouver une sortie à la mer: des projets allemands (1837) et autrichiens (1838, 1844) avec l'autorisation de la Porte essayent de construire un canal navigable Danube—Mer Noire sur la vallée du Carasu et de rendre navigable le Dunavăț, projets irréalisables à l'époque à cause du prix élevé et des moyens techniques impropres. En 1850 le savant roumain Ion Ionescu de la Brad qui, chargé par le gouvernement ottoman entreprend un voyage en Dobroudja pour étudier les possibilités de développement économique local, appréciait à raison: «la canalisation trouve en Dobroudja un vaste sujet d'études, surtout au centre de la région où le lac Carasu occupe la

gation du S₆ pour le vilâyet du Danube (qui englobait les sandjak Ruseiuk, Vidin, Sofia, Tirnovo, Tulcea, Varna) nous avons effectué une recherche en équipe à laquelle ont participé, dans les années 1986—1987 les étudiants de la Faculté d'Histoire et de Philosophie de l'Université de Bucarest (II^e et III^e années) qui ont fait leur stage d'été à l'Institut d'études sud-est européennes et ont assisté au séminaire organisé par le Laboratoire d'études ottomanes de la même faculté. A l'élaboration des annexes 5, 7 et 8 ont participé Carmen Ioan et Paul Lupașeu, étudiants (III^e année) qui ont rédigé les notes au texte édité en 1930 concernant la lecture différente de certains chiffres, toponymes et à la refection des calculs, d'ajouter quelques informations absentes dans le texte édité et ont localisé les 392 localités d'après l'inventaire du «Fonds des tapu», n^o 486 se trouvant aux Archives d'Etat de Bucarest.

² D. A. Sturdza, *Însemnătatea divanurilor ad-hoc din Iași și București în istoria renașterii României. I. Tratatul de la Paris din 30 martie 1856*, București, 1911, p. 663.

demi-distance de la Mer Noire » ; il s'est prononcé en faveur de la construction d'un canal qui faciliterait, dans l'espace et le temps, le transport sur le Dunavăţ — le lac Rasim — la Bouche Portiţa — Mer Noire³. En 1855 une mission française (qui accompagnait les troupes combattant dans la guerre de Crimée) étudiait et effectuait des travaux pour la construction de la route Rasova — Constanţa.

Après la guerre conclue par la paix de Paris, furent cherchées aussi d'autres solutions favorables pour la question danubienne ; le traité de paix de mai 1856 assignait la liberté de la navigation sur le Danube par une nouvelle série de mesures qui favorisaient normalement les pays roumains dans les conditions où l'on enlevait à la Russie la qualité de puissance riveraine par son écartement des bouches du Danube du moment où les trois districts — Cahul, Ismail, Bolgrad — du sud de la Bessarabie revenaient de droit, avec le Delta, à la Moldavie puisque le traité garantissait l'intégrité territoriale des Principautés Roumaines et, étroitement lié à cette prévision, l'assurance de la liberté totale de commerce et de navigation. Mais, suite aux changements d'attitude de la diplomatie européenne, la région des bouches du Danube (le Delta et l'Île des Serpents), est passée, conformément au protocole de 1857, sous la compétence politico-administrative de l'Empire ottoman, ce qui signifiait que la frontière avec la Moldavie devenait le bras Gâstei de la bouche de Chilia, qui n'est pas navigable, fait qui condamnait les ports roumains Reni, Ismail, Chilia, Vileov à l'inactivité.

L'injustice faite aux Principautés Roumaines éveilla à l'époque des prises d'attitude. Dans la séance du 13 décembre 1857 fut présentée dans le Divan ad-hoc le rapport-proteste concernant les frontières des Principautés, leur droit de navigation et de commerce sur le Danube. Dans le rapport est précisé que les Principautés Roumaines, depuis les temps les plus reculés, « englobaient les territoires des deux rives du Danube jusqu'à la Mer Noire » puisque Mincea le Grand, Petru Voivode, Etienne le Grand ont été les maîtres de ces régions ; l'on y souligne encore que « la partie de la Bessarabie comprise entre les bras du Danube, notamment entre celui de Chilia et St. Georges et qui s'étend jusqu'à la Mer Noire a été la propriété incontestable de la Principauté de Moldavie » où, « partie intégrante de celle-ci » et de Chilia Veche (*Eski Kili*) « on dominait tout le territoire du Delta ». Le même rapport faisait mention dans la région du Delta d'une multitude de dénominations roumaines qui désignaient des localités, rivières, vallées, lacs, îles, conservés depuis les temps les plus reculés jusqu'à nos jours. D'ailleurs ce rapport-proteste soulignait encore la réalité que la Principauté Roumaine de Moldavie a exercé jusqu'en 1812, « sans antrave ou contestation quelconque le droit de libre navigation, non seulement sur toute l'étendue du bras Chilia, mais aussi sur les autres bras du Danube dont l'administration était confiée, jusqu'à la paix d'Andrinople (1829) uniquement aux préfectures (*pârcâlăbi*) moldaves ». Le rapport concluait que la Principauté Roumaine a « le droit incontestable de réclamer » tout le territoire conformément au traité de Paris, y compris le Delta, « sa propriété inaliénable », car la Principauté,

³ Ion Ionescu de la Brad, *Opere agricole*, vol. I, Bucureşti, 1968 traduit du français *Excursion agricole dans la plaine de la Dobroudja (1850)*, p. 76—77.

bien que sous la protection de la Porte, « n'a jamais renoncé ni à son totale indépendance politique et nationale, ni à son intégrité territoriale ». L'on y remarque, encore, que « sans les îles qui sont en face d'Ismail et de Chilia, les ports de la rive gauche du Danube sont menacés par la ruine, car les Principautés ont la nécessité stricte d'être les seuls possesseurs du bras Chilia pour l'aménager et le rendre navigable »⁴. Dans les années suivantes la politique danubienne du gouvernement roumain tiendra compte de cette réalité. Mais, en ce qui concerne la reconnaissance des droits roumains aux bouches du Danube il faut rappeler la position des représentants de la Russie à la conférence de Berlin (le protocole du 29 juin 1878) qui montre que la Roumanie a reçu « à la suite de la guerre à laquelle elle a pris part, la reconnaissance de son indépendance et la destruction des forteresses qui menaçaient sa sécurité », ainsi qu'une augmentation de son territoire « en outre le Delta du Danube, que l'Europe lui a enlevé en 1857 ... certains districts fertiles comme celui de Babadag et un bon port de commerce sur la Mer Noire »⁵. C'était là une reconnaissance de la participation de la Roumanie à la guerre de l'indépendance, ainsi que de son droit sur le Delta.

Pourtant, en dépit des protestes et de l'évidence historique, le Delta est resté entre les frontières de l'Etat ottoman depuis 1857 jusqu'à la conquête de l'indépendance absolue d'Etat de la Roumanie (1877—1878).

Dans ce contexte historique concrète s'inscrivent les succès de la politique économique roumaine et du gouvernement ottoman au Bas Danube, ainsi que la signification politique de ces succès, qui suivant la tradition historique des relations politiques et culturelles ont conduit à un puissant entrelacement des territoires roumains des deux rives danubiennes ; pratiquement, au XIX^e siècle avant la guerre d'indépendance, fut consolidée une liaison plus étroite entre l'Etat roumain et l'ancien territoire roumain de la Dobroudja. Les puissances intéressées dans le commerce danubio-pontique ont continué d'encourager le développement économique au Bas Danube, dans les territoires riverains des deux côtés ; de la sorte fut abrogé le monopole commercial sur le Danube (1829), trois villes furent investies du statut de « port-franc » (Brăila — 1836, Galați — 1839, Sulina — 1870), en 1857 fut créée la Commission danubienne européenne, une compagnie anglaise commença la construction de la voie ferrée Cernavodă—Constanța (1860). Tous ces éléments ont facilité le développement du commerce au Bas Danube avec des implications bénéfiques pour l'essor économique des territoires riverains et ont réussi en même temps de contrebalancer la politique tzariste du XIX^e s. visant de stagner l'activité économique aux bouches du Danube en faveur du port Odessa.

L'Empire ottoman se montra intéressé dans une participation à cet essor commercial. Dans l'historiographie de spécialité sont connues les mesures d'organisation interne (administrative, législative, judiciaire, économique) prises par le gouvernement à l'époque du Tanzimat. L'effort

⁴ D. A. Sturdza, *op. cit.*, p. 660—665.

⁵ Idem, *Recueil de documents relatifs à la liberté de navigation du Danube*, Berlin, 1904, p. 114—115. On y fait des références au sandjak Tulcea et au port Constanța.

pour la mise en place d'une évidence aussi fidèle que possible, de la population et des biens dans le secteur rural et urbain pour la prélevation des impôts et des dîmes par l'Etat ottoman et par la classe dirigeante des provinces sud-est européennes qui aux XIX^e siècle se trouvaient encore sous la domination ottomane. Les données que nous avons étudiées se rapportent à une période d'une certaine stabilité économique dans l'Empire ottoman en dépit des crises qui ont marqué les années 1861 et 1873 et de la banqueroute de 1875⁶ : pourtant, dans ces conditions a lieu quand même le progrès économique général et un effort de réorganisation administrative dans tous les domaines. Donc, des raisons économiques et, en égale mesure, politique et stratégiques, qui exigeaient un renforcement administratif et militaire capable de faire face aux tendances expansionnistes des deux empires adversaires (des Habsbourg et tsariste), mais aussi afin de freiner les tendances anarchistes des *ayan* de la frontière danubienne⁷ et pour assurer à la Porte la perception des revenus, ont déterminé le gouvernement ottoman de passer à une réorganisation administrative des provinces danubiennes, par la loi du *vilâyet* du 8 novembre 1864, et de prendre certaines mesures concernant l'organisation, en premier lieu, des régions situées aux bouches du Danube (respectivement du Delta) ; donc, dès cette année fut créée le *vilâyet* du Danube (*Tuna vilâyet*) depuis les contrées de Vidin jusqu'aux bouches du Danube et qui s'étendait entre le Danube, la Mer Noire et les Monts Balkans. Au nord-est de ce *vilâyet* fut organisé le sandjak Tulcea (qui s'agrandit par rapport à la période antérieure) et qui acquiert une importance économique et militaire dans l'orientation politique à l'époque du Tanzimat en ce qui concerne la défense des positions ottomanes au Bas Danube et à la Mer Noire.

Depuis 1864 la Dobroudja comprenait, au point de vue administratif, les *kaza* Tulcea, Sulina, Babadag, Măcin, Constanța, Hnșova, Medgidia avec les sous-unités nommées *nahiye* Mahmudia, Isacceca, Kilia (sandjak Tulcea), les *kaza* Mangalia, Bazargic, Bleic (le sandjak de Varna), la *kaza* Silistria (sandjak Kusiuk) ; dans ces 11 *kaza* et 3 *nahiye* figurent dans le *sâlname* de 1873, un nombre de 392 localités que nous avons identifiées et localisées sur le territoire actuel des départements Constanța et Tulcea. Nous avons trouvé de même des données concernant ces localités dans le „Fonds des *tapu*” ; tenant compte de ces actes (*tapu*, *hucuet*) concernant la possession et la propriété des terres⁸ ainsi que des informations tirées des *sâlname* nous avons réalisé pour les 392 localités (urbaines et rurales) une documentation complète et unitaire sous les suivants aspects : superficie de chaque localité (foyer du site, champs, autres ter-

⁶ N. Todorov, *La ville balkanique aux XV^e—XIX^e siècles ; développement socio-économique et démographique*, Bucarest, 1980, p. 451.

⁷ A. F. Müller, *Mustapha Pacha Baïraktar*, Bucarest, 1975, chap. *Mustapha Baïraktar et son ayanlık*, p. 124—135.

⁸ Anca Ghiuță, *Toponimie și geografie istorică în Dobrogea medievală și modernă în « Memoriile Secției de științe istorice », Academia R. S. României, seria IV, t. V (1980), București, 1982, p. 43—45 l'organisation administrative au XIX^e s., p. 49—61 l'annexe comprenant les localités identifiées pour le XIX^e siècle aussi dans le « Fonds des *tapu* », n^o 486, les cotes I—CLVIII (dépt. de Constanța et de Tulcea). Ce fonds des Archives de l'Etat de Bucarest a été organisé et inventorié par nous en 1975—1976, ce qui nous a facilité l'identification de localités de S₁ 1873*

rains), nombre des foyers, population, nombre des animaux, immeubles appartenant à chaque site, impôts annuels etc.

La géographie de ces localités est bien entendu un élément faisant partie de *la structure territoriale*; les foyers se trouvant dans ces localités (hameaux, villages, bourgs, ports) et les cimetières occupaient une place importante de l'espace géographique, leur superficie — qui diminuait le terrain agricole — étant établie par les travaux de systématisation de la Commission de mise en possession de l'administration roumaine de 1880—1882 quand furent ramassés, de tous les habitants de la région, les actes concernant la répartition du terrain agraire, des vignes, des jardins, *kışla* et des autres immeubles (moulins, bistriots, fous etc.), actes émis par les autorités ottomanes avant 1877 et qui formaient le «Fonds des *tapu*». La superficie des foyers, des localités et des cimetières, des terrains propres ou impropres à l'agriculture, aux pâturages, étendes ou forêts etc. est d'ailleurs exactement marquée dans la «Carte du Grand-Etat-Major Roumain» élaborée entre 1880—1883, source cartographique qui mentionne de nombreuses réalités, compte tenant de la structure économique et géographique du territoire d'avant la guerre d'indépendance. Cet état de choses est confirmé aussi par les informations qui découlent des actes de chancellerie émis par les autorités ottomanes tel les *sâlname*, les *tapu* etc. Il existe une répartition inégale des localités et de la population qui découle de la topographie de la région et du réseau des voies d'accès, de la qualité du terrain, le réseau hydrographique etc. Dans le nord de la région une grande superficie était occupée par les forêts et les formations spécifiques au Delta. Ainsi, le nombre de localités est moins nombreux, les villages sont plus rares. Pourtant, le nombre de localités par Km², qui offraient des conditions d'habitation dans le nord de la région était élevé car, même si plus distancée dans l'espace, les villages avaient en fait un foyer très étendu avec une grande densité de population. Dans le sud, les localités étaient plus nombreuses par Km² avec les foyers du village plus restreint et une population moins nombreuse pouvant être considérés plutôt comme des hameaux. D'ailleurs, en Dobroudja, les conditions topographiques et celles offertes par le réseau hydrographique ont assuré, au long des siècles, une grande stabilité de ces localités et une continuité de l'habitation sur une même emplacement, délimité du point de vue historique et qui du point de vue géographique pouvait avoir une variation de 2—3 Km, ce qui explique le nombre constant des localités d'une étape historique à l'autre⁹. Il y avait une différence entre la proportion d'un foyer (*hane*) et le nombre des familles, ce dernier étant supérieur à celui des foyers. Donc, compte tenant de ces observations d'ordre général, dans le sandjak Tulcea: en 1868 il y avaient 252 localités comptant 57 062 habitants de sexe masculin (*zükûr*) et un total de cca 114 124 âmes; en 1869 et 1870 il y avaient 248 localités avec 62 520 hommes (*zükûr*) total cca 124 040 âmes; en 1873 il y avaient 270 localités avec 29 005 foyers et 111 494 âmes; avant 1875 il y a-

⁹ Anca Ghiatã, *Toponomie*, p. 46—61: l'annexe comprend 395 localités des XVI^e—XIX^e siècles (dépt. de Constanța et de Tulcea) identifiées d'après les Indicateurs des localités de Roumanie, 1904, 1912, 1930, 1954, 1968 où le nombre des localités est de 350, suite aux englobements, unifications, désaffectations dont 129 dans le dépt. Tulcea et 221 dans le dépt. de Constanța.

vaiant 23 205 foyers avec 59 487 hommes, total cca 118 974 âmes, tandis qu'au recensement du 1875 on constate 25 999 foyers avec 87 400 hommes (*zükûr*), total cca 174 910 âmes¹⁰. L'étendue des localités et la répartition de la population variait : grands villages à plus de 300 foyers (ex. *Bayram-dede*/aujourd'hui Independența — 330, Cerna — 318, Sarichioi — 321), plus de 200 foyers (*Cobadin* et *Kara-Murad* / aujourd'hui Mihail Kogălniceanu, chacun avec 281, *Ada* / *Ostrov* — 277, *Soğanlık* / Greci — 266, *Bialllar* / *Dorobanțu* — 260, *Kızıl-Murad* / *Movila Verde* — 250, *Karğalık-Kebir* / *Corbu* — 225, *Curilika* / *Unirea* — 224, *Daya* / *Dăieni* — 218, *Karaman* 6 Martie — 206, *Nazarcea* — 202, *Osmancea* et *Alma-lân* — chacun avec 200) ou plus de 100 foyers ; villages moyens à plus de 50 foyers ; petits villages avec moins de 50 foyers et des hameaux avec moins de 20 foyers. Les localités étaient d'autant plus grandes que les foyers étaient plus nombreux et occupaient une superficie plus grande, même si la population variait parfois sous rapport numérique : par exemple, en 1873 *Bayram-dede* / *Independența* avait pour 330 *hane* seulement 690 âmes et *Nazarcea*, pour 202 *hane* — 691 âmes ; *Cobadin*, pour 281 *hane* comptait 1 150, *Ada* / *Ostrov*, pour 277 *hane* avait 965 âmes etc.¹¹ L'on y observe une croissance de la population des localités et du nombre des *hane* à l'exception du recensement de 1875 qui constate auprès d'une croissance remarquable de la population par rapport à l'année 1873, une diminution du nombre des foyers, ce qui signifie qu'il y avait plusieurs familles dans un *hane* (unité imposable). Des données tirées de *sâlname* de 1873 nous avons réalisé une statistique démoeconomique sur le quantum des impôts perçus sur les 392 localités que nous avons localisées dans les actuels départements de Constanța et Tulcea (qui totalisent une superficie de 15 485 Km²) la densité des foyers (*hane*) étant de cca 2/Km² (à un total de 35 935 *hane*) et le nombre des habitants/Km² a cca a 8 à un total de 125 030 âmes) (*nufus*)¹². Dans cette répartition approximative il faut tenir compte de la structure territoriale différente d'une zone géographique à l'autre, de la statistique concernant le milieu rural et urbain. La densité de la population était de toute façon basse, la région offrant pourtant des possibilités d'existence pour un nombre plus élevé que celui existant.

Quelques considérations sur la situation dans le milieu urbain : dans les 8 bourgs (*kasaba*) Tulcea, Constanța, Babadag, Hirșova, Sulina, Măcin, Medgidia, Mangalia, la statistique indique pour l'année 1868 un nombre de 5 746 *hane*; à 1869 et 1870 — 6 089 *hane*; à 1871 — 6 154 *hane*; à 1872 — 6 414 *hane*; en 1873 il y avaient 7 178 *hane* et 21 544 habitants, total qui inclut aussi la situation des résidences administra-

¹⁰ S₁, p. 101 · on y mentionne le nombre des hommes (*zükûr*) vivant dans les villages, en ignorant le nombre des femmes ; on y apprécie que le nombre de celles-ci devrait être égal avec le nombre des hommes avec une variation de plus ou moins 2%. Donc, selon la source, en 1868 la population du vilayet du Danube « qui comptait cca 1.023 000 hommes dans les bourgs et les villages dépassera les 2.100.000 personnes » (hommes et femmes). Tenant compte de cette estimation datant de l'époque, nous avons doublé le nombre indiqué par la source qui ne donne que le nombre des hommes pour obtenir un total approximatif pour les années 1868, 1869, 1870, 1875 (S₂ p. 101 ; S₃ p. 105 ; S₄ p. 54) ; voir aussi A. Ghiață, *Date noi*, annexes 1 et 6 et pour 1873 (apud S₆) annexe 5.

¹¹ V. Todorov-Hindalov, *Dobrudja*, p. 199—284 ; A. Ghiață, *Date noi*, annexe 7, notes.

¹² A. Ghiață, *Date noi*, annexe 5.

tives des *nahiye* Mahmudia, Isaccea, Chilia-Veche du delta¹³. Par la comparaison de la statistique il ressort que la majorité de la population vivait dans les villages, formant ainsi la base des contribuables. Ainsi, dans le sandjak Tulcea on encaissait en 1873, d'une population provenant de 270 localités, des impôts qui montaient à 1 865 382 *guruş* : (dont 435 306 représentaient le *bedel-i asker* c'est-à-dire le paiement du service militaire supporté par les non musulmans) ; dans le même sandjak, avant l'abolition des anciens impôts le *sâlname* de 1875 montre que le montant des impôts était de 1 658 104,60 *guruş* (dont 421 861,4 *bedel-i asker*, 7 450 impôts sur les tziganes/*kıptıyan*, 23 230 impôts des inaptes/*ucze*, le reste de 1 205 563,20 *guruş* impôts anciens/*vergü-u kadım*) ; par le recensement de 1875 la somme montait à 2 981 410,88 *guruş* (dont 789 560,24 *bedel-i asker*, 7 405 impôts des tziganes, 14 590,20 les impôts des artisans étrangers /*yabancı esnaf* et 250 599 *guruş* des artisans locaux /*yerli esnaf* le reste représentant des impôts sur les biens immobiliers et biens fondés sur les propriétés *akar ve emlaktan vergüsü*)¹⁴ ; en même temps avec la croissance de la population et avec le progrès économique dans la région, la valeur des impôts perçus de la population augmenta avec plus d'un million. Les charges qui revenaient à la population des 392 localités (des actuels départements de Constanța et Tulcea) peuvent être appréciées pour les localités urbaines et rurales en 1873 : la somme de 2 275 944 *guruş* constituait les impôts prélevés des habitants (dont 532 178 *bedel-i asker* et 571 970 les impôts provenant des 11 résidences administratives, ce qui représente le quart des revenus)¹⁵. Ce fait montre la force économique élevée des bourgs dans l'ensemble de l'économie qui avait un caractère rural dominant, ainsi que l'importance de la contribution pécuniaire de la population non musulmane. Nous nous arrêtons à l'interprétation de ces informations à un premier abord, pour analyser les aspects géographiques des localités et la portée économique des foyers et de la population dans le milieu rural en premier lieu, et urbain ensuite. Tenant compte du fait que nous pouvons bénéficier de toute la statistique pour chacune des 392 localités, fait qui permet une reconstitution monographique zonale de la capacité économique de chaque *kaza* et chaque groupe de localités ; pour ce qui est des bourgs-villes de la Dobroudja au XIX^e siècle, les données exactes ont été déjà présentées par l'historiographie de spécialité, dévoilant les principaux traits de l'économie urbaine dans l'époque prise en considération¹⁶.

Le fonds foncier était de 3 998 042 *dönum*¹⁷ — selon le *sâlname* de 1875 — dont les superficies labourées et en friche (*mezru' ve gayri mezru'*

¹³ *Ibidem*, annexes 3 et 4

¹⁴ *Ibidem*, annexes 5 et 6 (apud S₈ p. 54).

¹⁵ *Ibidem*, annexes 4 et 5

¹⁶ N. Todorov, *La ville balkanique*, p. 326—455 présente la situation économique, sociale et démographique des villes au XIX^e siècle.

¹⁷ 1 *donum* = 940 m² (II, Inalcik. *The Ottoman Empire. The Classical Age (1300—1600)*, London, 1973, p. 219) ou 91(0) m² (M. Sertoğlu, « ROTA », Istanbul, 1958, p. 68) ou 919, 3 m² (A. Braubee et M. Grecu, *Dictionar turc-român*, Bucuresti, 1979) : 1 *yeni donum* = 1 ha où 1000 m² (II Inalcik, « Turcica », XIV, 1982, p. 114) Voir aussi J. Kabrda, *Quelques problèmes de la métrologie turque-ottomane*, in *Deuxieme Conférence des études albanologiques, Tiranë, 12—18 janvier 1968*, II, Tirane, 1970, p. 115—120. Il faut tenir compte des estimations approximatives de l'époque (S₈ 1875) concernant la superficie des forêts pour 1 *donum*.

arazi) 3 732 509 *dönüm* et la superficie de 265 533 *dönüm* était de la catégorie *müsakkafat ve arazi*¹⁸ (c'est-à-dire des terrains des propriétés immeubles dont les revenus servaient à l'entretien des institutions religieuses, philanthropiques ou de culture); cette superficie totalisait les terrains fertiles du sandjak Tulcea (champs labourés, pâturages, étoules, vignes, vergers, jardins potagers, melonnières etc.), éléments qui indiquent une région propice à l'habitation. Ion Ionescu de la Brad observait en 1850 « la nécessité d'une délimitation qui commence à se faire ressentir » au sujet des terres, opération qui eut lieu après la réforme agraire de 1858 effectuée par les autorités ottomanes. De cette superficie, certaines terres (*giftlik*, *tarla*) du fonds foncier de l'Etat ou du fisc (*miri*) étaient cédées à l'usage des habitants par *tapu* (forme de propriété dominante en Dobroudja dans l'époque étudiée), d'autres terrains étaient donnés en propriété (*mulk*), de cette catégorie faisant partie surtout les vignes, les vergers, les jardins qui entouraient les maisons des villages et des villes. Tenant compte de la topographie de la région (les forêts et les marais du Delta qui dominaient le nord, puis l'aspect de steppe, de silvo-steppe du centre et du sud de la région) si nous rapportons la superficie labourée du sandjak Tulcea mentionnée plus haut au nombre de foyers (*hane*) et des âmes, nous obtenons les résultats suivants : en 1873, cca 138 *dönüm* par *hane* et cca 36 *dönüm* par personne; en 1875 cca 46 *dönüm* pour un homme considéré chef de famille (*zühûr*) et cca 23 *dönüm* pour chaque habitant¹⁹. La superficie cultivée se trouvait en réalité sous les chiffres obtenus parce que une grande partie de cette superficie était non labourée, en friche, employée comme pâturage ou étoules. La topographie du terrain empêche bien entendu une répartition égale du terrain arable par localité, puis il y avaient aussi les différences sociale qui se reflétaient dans la répartition inégale des terres entre les habitants, aspect social qui n'entre pas dans les préoccupations de cette étude. Vu que dans la région la petite propriété était dominante, il en ressort qu'une grande superficie était donc en friche, tel que le montre le *sâlname* pour 1875. Cette situation a été constatée aussi par la Commission de mise en propriété, en 1880—1882 et consignée par les registres cadastraux des Services du domaine public des autorités roumaines (1882—1907)²⁰. En fait, les disponibilités réelles de l'économie en Dobroudja, dans la période étudiée, étaient en mesure d'assurer des conditions de vie à un nombre d'habitants beaucoup plus élevé à celui existant dans l'absence de la grande propriété. Cet état de choses vient confirmer les observations de Ion Ionescu de la Brad qui affirmait que les possibilités économiques de la région dobroudjéenne n'étaient pas utilisées à leur juste valeur, situation due au manque des

¹⁸ S., p. 54: A. Ghiață, *Date noi*, annexe 6.

¹⁹ A. Ghiață, *Structures socio-économiques en Dobroudja (XVI^e siècle)*, in « *Analele Universității București* », seria Istorie, XXXVI, 1987, p. 45 : la législation du XVI^e siècle indique, conformément à la qualité du sol, le nombre des *dönüm* qui étaient répartis à une foyer dans le sandjak Silistra qui, à l'époque, comprenait les régions de la Dobroudja (*Dobruca vilâyetler*) et dépassait les Monts Balkaniques (*Balkan dağının beru yuzinde*).

²⁰ Archives de l'Etat de Bucarest, Fonds « Service domanial Dobroudja » n° 629 et 634 : les registres cadastraux avec la situation des titres de possession et de propriété des terrains émis par les autorités ottomanes avant la guerre d'indépendance, collectionnées par l'Etat roumain des habitants de la Dobroudja en vertu de la loi pour la réglementation de la propriété immobilière du 2 avril 1882.

connaissances et d'outils nécessaires pour une agriculture moderne, ainsi qu'à l'insuffisante force de travail ²¹. C'est justement l'existence d'un territoire agraire disponible qui nécessitait des forces de travail et le nombre réduit de la population par rapport aux conditions locales favorables qui ont exigé en Dobroudja, de la part des autorités roumaines, une politique d'intense mise en propriété dans la région après la conquête absolue de l'indépendance d'Etat ²².

²¹ Ion Ionescu de la Brad, *Opere agricole*, I, p. 89—90.

²² *Atlasul județelor din România*, București, 1978 : le dépt. Constanța a une superficie de 7055 Km², 608 825 habitants, 86,3 habitants/Km² ; le dépt. Tulcea a une superficie de 8430 Km², 254 403 habitants, 30,2 habitants/Km². Du dépt. Tulcea le Delta occupe 3 500 Km² dont 2 699 Km² sont compris entre les bras Chilia et St. Georges et cca 800 Km² terrains spécifiques pour le Delta situés au sud du bras St. Georges (C. Brătescu, *Pământul Dobrogei*, in « Analele Dobrogei », IX, 1, 1928, p. 39). La densité réelle des habitants/Km² pour le dépt. Tulcea est beaucoup plus élevée si l'on tient compte aussi de la superficie occupée par les forêts, donc le fonds forestier comprenant aussi les grandes forêts Letea et Caraorman, cca 4 800 Km² (C. Brătescu, *Fitogeografia și solurile Dobrogei*, in « Ibidem », p. 95). Une comparaison des données statistiques nous relève qu'en 1873 la population était cca 7 fois plus basse dans les 392 localités que nous avons localisées dans les deux départements (125.030 habitants), par rapport à 1978 — 863.228 habitants) pour 350 localités. Voir Anca Ghiăț, *Date noi*, p. 168, annexe 5 ; Idem, *Les „sâlname” et les „lapu” — sources d'histoire de l'Empire ottoman au XIX^e siècle*, communication au V^e Congrès international de turcologie, Istanbul, septembre 1985 ; Idem, *Date noi privind istoria Dobrogei (1856—1877)*, communication au Symposium scientifique dédié au 65^e anniversaire du Parti Communiste Roumain, organisé par la Faculté d'Histoire et de Philosophie et l'Institut d'Etudes Sud-Est Européennes, avril 1986 ; Idem, *Revenirea Dobrogei la România. Contribuți inedite*, communication au Symposium scientifique dédié au 110^e anniversaire de l'Indépendance absolue d'Etat de la Roumanie, organisé par l'Institut d'Etudes Sud-Est Européennes, mars 1987.

NICOLAE CIACHIR, *Istoria popoarelor din Sud-Estul Europei în epoca modernă (1759—1913)*, București, Edit. științifică și enciclopedică, 1987, 436 p.

Après des recherches approfondies et des succès répétés consignés par la publication partielle des résultats de ses investigations de l'histoire moderne et la civilisation du Sud-Est européen, le Pr Nicolae Ciachir de la Faculté d'histoire et de Philosophie de l'Université de Bucarest a récemment offert aux spécialistes et à tous ceux qui s'intéressent à l'histoire un impressionnant livre qui porte le titre mentionné plus haut.

Il est superflu de souligner qu'il est question d'un ouvrage d'une «hémématique» exceptionnelle et que les spécialistes qui ont pris les risques d'une telle démarche et d'écrire un tel livre sont encore fort peu nombreux.¹

Un ample chapitre introductif, *Istoriografia problemei* (L'historiographie du problème) offre à l'auteur la possibilité de passer en revue trois problèmes essentiels : l'historiographie roumaine concernant la problématique du Sud-Est Européen de Dimitrie Cantemir jusqu'à présent, la problématique de l'historiographie sud-est européenne dans les États du Sud-Est européen, les principaux travaux de bibliologie élaborés dans les autres États européens, aux États Unis et au Canada. L'auteur nous offre ainsi un tableau très utile pour une meilleure compréhension de la base documentaire sur laquelle se fonde son œuvre. La place et le rôle de son ouvrage deviennent ainsi évidents pour n'importe quel lecteur intéressé.

Un vaste chapitre intitulé *Istoria Sud-Estului european pînă la sfîrșitul secolului al XVIII-lea. Confruntările dintre Imperiul Otoman și marile puteri pentru această zonă a Europei. Contribuția românească la procesul de emancipare* (pp. 40—65) (L'histoire du Sud-Est européen jusqu'à la fin du XVIII^e siècle. Les confrontations entre l'Empire Ottoman et les Grandes puissances pour cette zone. La contribution roumaine au processus d'émancipation) est un débat étoilé sur la problématique proposée. L'auteur présente — d'une manière dynamique qui tient le pas avec l'histoire de l'époque — l'essence même des processus et des phénomènes qui se sont manifestés dans la vie de tous les pays de l'espace sud-est européen : la Roumanie, la Yougoslavie, la Bulgarie, la Grèce, l'Albanie, la Turquie, le Cypro. Les problèmes des Roumains et de leurs relations avec tous les pays de la zone sont traités d'une manière adéquate, dans le contexte des problèmes et enjeux qui ont concentré l'attention non seulement dans la zone, mais aussi dans toute l'Europe et dans le monde entier.

Le troisième chapitre : *De la răscoala sîrbescă din 1804 la revoluția română de sub conducerea lui Tudor Vladimirescu din 1821. Reducerea la lupul națională și socială a poporului grec și victoria revoluției (1821—1829). Războiul ruso-turc din 1829—1829 și importanța prevederilor tratatului de la Adrianopol (1829) pentru sud-estul Europei* (pp. 66—114) (De la révolte serbe de 1804 à la révolution roumaine dirigée par Tudor Vladimirescu en 1821. La lutte nationale et sociale du peuple grec et la victoire de la révolution (1821—1829). La guerre russo-turque de 1828—1829 et l'importance du Traité d'Andrinople (1829) pour le Sud-Est européen) traite des principaux processus révolutionnaires et des événements historiques d'une portée exceptionnelle amplement présentés par le Pr Nicolae Ciachir, avec des références directes à la problématique reflétée dans l'historiographie respective ; ici, comme d'ailleurs dans tous les pages du livre, l'auteur saisit l'occasion pour formuler des répliques, des suggestions et de prendre des attitudes critiques à l'adresse de certains points de vue parus à l'étranger insuffisamment élaborés ou délibérément présentés d'une manière éronnée.

Une mention spéciale pour la manière dans laquelle l'auteur entend présenter la position roumaine par rapport aux événements qui ont eu lieu dans cette période dans le Sud-Est euro-

¹ Il convient de rappeler en ce sens, avec tout le respect, qu'en 1913, N. Iorga a publié *Istoria statelor balcanice în epoca modernă* (L'histoire des États balkaniques à l'époque moderne), traduite en français une année plus tard. Nous nous permettons de souligner, avec le même respect, la prestigieuse activité de recherche de cette problématique, surtout par la méthode du comparatisme balkanique que l'Institut d'Études Sud-Est Européennes a déployée dans toutes les phases de son existence, depuis 1914 jusqu'à présent et surtout dans sa nouvelle formule d'organisation qui date depuis 1963. La même référence nous inspirent les réalisations similaires des historiens étrangers que le livre de N. Ciachir signale — d'une manière critique — si la nécessité s'impose.

péen. Mais en premier lieu, le livre est méritoire pour l'approche des problèmes d'histoire roumaine dans le contexte sud-est européen, dont le meilleur exemple est le paragraphe *Revoluția română de sub conducerea lui Tudor Vladimirescu (1821) în cadrul complex al Sud-Estului european. Poziția marilor puteri față de revoluția greacă și română* (pp. 84—114) (La révolution roumaine dirigée par Tudor Vladimirescu (1821) dans le cadre complexe du Sud-Est européen. L'attitude des grandes puissances au sujet des révolutions grecque et roumaine) : « Même si la révolution a été étouffée par les trompes ottomanes interventionnistes, la Révolution de 1821 — souligne l'auteur — a représenté un moment crucial de l'histoire nationale : elle a marqué la fin du régime phanariote, a conduit à la réinstauration du trône des princes roumains et a attiré l'attention de l'Europe sur la volonté de liberté nationale et sociale des Roumains » (p. 98).

Particulièrement intéressant sous l'aspect de la problématique est le IV^e chapitre : *Sud-Estul Europei de la independența Greciei (1830) la anul revoluționar 1848* (pp. 115—134) (Le Sud-Est européen depuis l'indépendance de la Grèce jusqu'en 1848) Nicolae Ciachir appuie sa démarche sur la conviction que « Les prévisions du Traité d'Andrinople ont donné incontestablement une nouvelle impulsion au processus d'émancipation du Sud-Est européen de sous l'autorité ottomane » (p. 115).

Sud-estul Europei în perioada 1848—1875 (pp. 135—192) (Le Sud-Est de l'Europe pendant la période 1848—1875) est le titre du V^e chapitre qui s'occupe des traits spécifiques de la révolution de 1848 dans le Sud-Est européen, des idéaux et des actions communes des patriotes des pays de la zone : les conséquences de la guerre de Crimée sur la situation dans le Sud-Est européen : les clauses du Traité de paix de Paris (1856) concernant le Sud-Est de l'Europe : le mouvement unioniste roumain, l'union des Principautés Roumaines en 1859, les réformes d'Alexandru Ioan Cuza et leur influence sur la lutte d'émancipation nationale dans le Sud-Est européen : la guerre monténégrino-ottomane (1862), l'insurrection crétoise (1866) : l'évacuation des garnisons ottomanes de la Serbie (1867), le Traité serbo-roumain (1868), les tentatives de modernisation de l'administration ottomane par Midhat-Pacha.

Très intéressant aussi le VI^e chapitre *Sud-Estul Europei de la redeschiderea problemei orientale (1875) pînă la adoptarea hotărârilor Congresului de la Berlin (1878)* (pp. 193—225) (Le Sud-Est de l'Europe depuis la réouverture de la question orientale (1875) jusqu'à l'adoption des décisions du Congrès de Berlin (1878)) Sur quelques 60 pages Nicolae Ciachir analyse une problématique à profondes racines dans l'histoire roumaine. Il y analyse toutes les implications de la proclamation de l'indépendance absolue d'Etat de la Roumanie dans la mémorable année 1877.

Deux chapitres à part sont dédiés aux problèmes qui correspondent aux suivants deux titres : *Sud-Estul Europei de la Congresul de la Berlin pînă la declanșarea revoluției turce (1908)* (pp. 256—302) (Le Sud-Est de l'Europe du Congrès de Berlin à la révolution turque 1908) et *Sud-estul Europei de la revoluția turcă din 1908 pînă la declanșarea primului război mondial (1914)* (pp. 303—345) (Le Sud-Est de l'Europe depuis la révolution turque jusqu'à la première guerre mondiale 1914).

Le IX^e chapitre, *Sud-estul Europei în timpul primului război mondial Conferința de pace de la Paris. Constituirea Liga Națiunilor. Discutarea problemei turce la Conferința de la Lausanne (1922). Victoria revoluției kemaliste și proclamarea Republicii Turcia (1923)* (pp. 346—385) (Le Sud-Est européen pendant la première guerre mondiale. La conférence de paix de Paris. La création de la Ligue des Nations. La discussion du problème turque à la conférence de Lausanne. La victoire de la révolution kémaliste et la proclamation de la République turque, 1923) présente au lecteur des problèmes qui au début du XX^e siècle ont conduit à de puissants mouvements suivis par des mutations dans tout le Sud-Est européen. La démarche de Nicolae Ciachir saisit les moindres détails du problème parlant d'un nombre impressionnant de sources bibliographiques. L'attitude éritique permet à l'auteur de se détacher des interprétations subjectives, simplistes, qui caractérisent une série de travaux parus à l'étranger. La rigueur scientifique agrémentée d'un style allégre marquent de leur empreinte la démonstration de Nicolae Ciachir.

Le X^e chapitre, *Contribuția spirituală a Sud-Estului european în epoca modernă* (pp. 286—400) (L'apport de l'esprit Sud-Est européen à l'époque moderne) élit le livre de Nicolae Ciachir par un passage en revue des plus importantes contributions, datant de l'époque moderne, que les peuples du Sud-Est européen ont apporté au Panthéon spirituel de la zone et du monde entier.

Après avoir fini la lecture de cet authentique livre d'histoire qui est, pratiquement, un authentique traité d'histoire moderne des peuples du Sud-Est européen, nous nous permettons d'exprimer notre avis, notamment d'affirmer qu'un tel livre ne peut être élaboré qu'au prix d'un remarquable effort de recherche et d'interprétation historique, efforts que N. Ciachir prouve pas avoir épargnés. L'investigation ample de l'historiographie du problème, les sources variées

de l'époque qu'il a consultées lui ont assuré une documentation d'une extrême richesse et profondeur.

Le matériau immense qu'il a utilisé l'a aidé de concentrer l'attention sur les problèmes-clés de l'époque moderne et d'aboutir à des conclusions à même d'offrir à chaque lecteur une image exacte et correcte du fonds du problème.

Bien entendu, on pourrait reprocher à l'auteur — d'une manière critique — de ne pas avoir accordé à tous les problèmes une attention égale. Et encore de ne pas avoir trouvé à chaque instant le ton critique vis-à-vis de certains événements et même de certains historiens qui contiennent des tendances qui n'ont aucun rapport avec une interprétation correcte de l'histoire. Il n'est pas exclu que certains points de vue de l'auteur suscitent des opinions différentes ou que des données soient corrigées, si leur incohérence sera relevée. Mais, toutes ses observations ne pourront nullement modifier les conclusions générales que chaque historien ou connaisseur en la matière est à même de formuler au sujet de la démarche scientifique du réputé historien Nicolae Ciachir. Le livre est écrit — nous l'avons déjà remarqué — dans un style agréable, clair et correcte qui prouve à son tour que l'auteur est en pleine création.

Tous ces faits, nous permettent de conclure qu'il est de notre devoir d'apprécier particulièrement le livre de N. Ciachir, ouvrage qui enrichit l'historiographie roumaine en premier lieu, et celle universelle en général, livre qui vient s'ajouter au prestige scientifique de l'auteur, spécialiste roumain de marque dans la problématique d'extrême complexité de l'histoire et de la civilisation des peuples de Sud-Est européen.

Gh. I. Ioniță

LADISLAU GYÉMÁNT, *Miscarea națională a românilor din Transilvania, 1790—1848*, București, Edit. Științifică și Enciclopedică, 1983, 513 p.

Pour le thème proposé, qui peut revêtir plusieurs modalités d'interprétation historiographique, l'auteur a choisi l'analyse de la cristallisation des courants idéologiques dans une plate-forme politique unique, la cristallisation du système des institutions idéologiques, sociales et culturelles roumaines, et à côté de celles-ci, la formation d'une classe politique roumaine moderne dans la Transylvanie historique et dans les régions de l'ouest du territoire depuis 1791, le moment du « *Supplex libellus Valachorum* » et jusqu'à la révolution de 1848, c'est-à-dire une analyse qui porte sur le moment où le peuple roumain de Transylvanie acquiert la conscience d'être une nation européenne. Le mouvement national des Roumains est considéré par Ladislau Gyémánt une lutte politique, parce qu'il ne s'agit plus de la formation de la conscience nationale, mais surtout de son affirmation, de la lutte d'une nation visant la reconquête dans cet espace géopolitique de ses droits anciens. Dans les préliminaires de cette analyse (*L'Évolution du mouvement national roumain au XVIII^e s., Le Programme et le mouvement du Supplex de 1791—1795*, pp. 33—59) et surtout dans l'analyse des Programmes d'Inochentie Mien et du *Supplex* l'auteur définit clairement cette thèse. Tous les mémoires et textes politiques roumains rédigés depuis Inochentie Mien (1743) jusqu'au « *Supplex* » de 1791—1792 démontrent que les droits des Roumains — les antiochitones de Transylvanie — n'ont jamais été abrogés par aucune loi émanée de l'Empire, mais qu'ils ont été ignorés et écartés par des abus et des subtilités juridiques, confessionnelles, sociaux, politiques, qui ont conduit à la reconnaissance unique des « *trium nationum* » privilégiées et des « quatre religions acceptées » qui excluaient les Roumains et l'orthodoxisme. C'est sur cette zone, du cadre institutionnel impérial inflexible, muni d'un mécanisme bureaucratique, qu'est concentrée en fait l'analyse de l'auteur qui reconstitue la lutte aux forces inégales depuis les années 1791—1792 jusqu'à la révolution de 1848, lutte menée par les Roumains, par les intellectuels en premier lieu, représentants du clergé, juristes, philologues, historiens (p. 41—118). L'analyse du rapport entre les Roumains et l'orthodoxisme d'une part, le cadre institutionnel, juridique, confessionnel de l'Empire des Habsbourg de l'autre, de la lutte destinée à trouver une place, dans ce système, pour les droits des Roumains, ainsi que l'analyse de la lutte visant la restauration des institutions roumaines dans ce même système institutionnel impérial représente une des plus importantes contributions de cette étude. Ladislau Gyémánt a le mérite de mettre au premier plan l'une des dimensions essentielles dans la définition et l'établissement des caractéristiques du *type de mouvement national* des Roumains transylvains, contribution importante pour une éventuelle recherche comparée des mouvements nationaux comme celle réalisée pour une série de petites nations de l'Europe centrale par Miroslav Hroch (*Social Preconditions of National Revival in Europe*, Cambridge, University Press, 1985).

Après avoir analysé, dans les chapitres : *Le mouvement politique roumain entre 1792—1830* (pp. 119—129) ; *Les mémoires roumains entre 1834—1837* (pp. 129—138) ; *La lutte nationale dans la décennie précédant la Révolution de 1848* (pp. 138—147) les revendications roumaines — confessionnelles, politiques, sociales, culturelles — tout en montrant la portée et la place de chacune dans la suite des tables et successives conquêtes sur le plan politique, Ladislav Gyémánt conclut sur l'existence d'une cristallisation progressive d'une plate-forme unique de tous les Roumains (classes, confessions, états) de Transylvanie et sur son adoption intégrale par le Programme de la révolution de 1848 : « la reconnaissance politique de la nation roumaine, sa représentation proportionnelle dans la Diète, dans l'administration et dans la justice, l'usage de la langue roumaine dans la vie publique, l'égalité en droits entre l'Église roumaine et les autres confessions » l'élection libre des évêques dans le synode et leur participation aux travaux de la Diète, l'amélioration de la condition du clergé, la mise en fonction des écoles roumaines de toutes catégories, l'autonomie du Banat en tant que province roumaine et son émancipation de sous l'autorité de la hiérarchie ecclésiastique de Carlowitz... (pp. 145).

L'exclusion de la Diète, des fonctions juridiques ou des emplois publics soit en tant que Roumains, soit en tant qu'orthodoxes, a conduit à ce que le seul milieu où les Roumains ont pu exprimer leur point de vue fut le cadre confessionnel ; l'auteur reconstitue de la sorte une des luttes les plus acharnées des Roumains destinée à transformer les institutions existantes — les évêchés — dans des institutions roumaines représentatives. Elle commence par la lutte pour la nomination d'évêques roumains liés à la cause de l'émancipation nationale, qui fussent en même temps des vrais représentants politiques des Roumains auprès du pouvoir central. Dans les chapitres : *La lutte pour la nomination des évêques roumains* (pp. 147—161) ; *La nomination des directeurs roumains d'école* (pp. 161—165) ; *Le Synode en tant que forum national* (pp. 166—171) ; *Le Congrès national* (pp. 171—173) ; *L'idée de la réunification confessionnelle* (pp. 173—181), l'auteur étudie des aspects concernant le combat persévérant, infatigable, du clergé et des laïcs visant les élections des évêques roumains (le premier prélat roumain à la direction de l'évêché orthodoxe de Transylvanie, depuis sa reconstitution en 1761, n'est élu qu'en 1810, en la personne de Vasile Mogi), pour l'élection des directeurs d'école provenant des intellectuels roumains « parce que, à côté des institutions ecclésiastiques, les institutions scolaires formaient un autre cadre officiel, institutionnel, par le truchement duquel les Roumains avaient la possibilité de soutenir leurs revendications » (p. 161), pour la transformation des synodes en mêlées des assemblées nationales « par la modification de leur caractère fonctionnel qui, dépassant la sphère des problèmes confessionnelles, puissent assumer un rôle politique » pour la représentation égale des députés roumains dans le Congrès national orthodoxe (pp. 171—173). Le combat de l'orthodoxisme transylvain — dans lequel l'Église s'assume, progressivement, tous les postulats de la lutte politique nationale roumaine, vise en premier lieu la représentation institutionnelle des Roumains ; l'auteur y met parfaitement en lumière la transition, dans la période analysée « du confessionnel vers le national », phénomène désigné ainsi par E. Turezyski dans *Konfession und Nation. Zur Frühgeschichte der serbischen und rumänischen Nationsbildung*, Düsseldorf, 1975.

L'analyse de la troisième dimension du mouvement national — la formation de l'élite politique, d'après la formule de Ladislav Gyémánt, de la classe politique moderne en Transylvanie, comme nous aurions la nommer, est réalisée avec et par l'analyse de *La base sociale* (pp. 336—431) du mouvement national. Après avoir donné dans la première partie de l'étude, la biographie « politique » de chacune des deux confessions qui groupaient les Roumains, dans cette deuxième partie l'auteur reconstitue la biographie historique et politique de chacune des classes et catégories socioprofessionnelles : *Les intellectuels* (pp. 336—362) ; *La petite noblesse* (pp. 362—374) ; *Les citoyens* (pp. 374—404) ; *Les paysans (Les paysans en terre impériale ; les gardes-frontière, Les paysans dépendants* (pp. 404—431) étudiées au point de vue de leur statut social et juridique dans l'Empire et de leur participation au mouvement national. À travers le riche matériel sur lequel s'est étayée l'analyse — statistiques, listes de recensements, registres civils et confessionnels, listes des élèves et des étudiants roumains de Transylvanie couvrant plus de cinq décennies — se décèlent la structure sociale, politique, confessionnelle, culturelle de la société roumaine de la période en discussion. Ainsi, à la veille de la révolution la société roumaine de la Transylvanie historique et des régions ouest s'élève à 2 202—542 habitants dont : petite noblesse 12 524 familles et 62 620 personnes (2,8% de la population roumaine en 1839, 4,3% en 1862), intellectuels — 5 343 en 1848 (ou $20/100$), citoyens — 92948 personnes (4,2% en 1839 et 5,2% en 1850), paysans libres — 230 531 (10,5% de la population roumaine en 1839) et paysans — 1 790 362 (81,3% de la population roumaine en 1839). Chaque classe et catégorie sociale a, dans l'ensemble du mouvement national, ses propres revendications et sa participation est dépendante de son statut social, économique, politique, juridique ; chaque classe et chaque catégorie se forge graduellement (processus qui est très minutieusement reconstitué par

Ladislav Gyémánt) sa propre élite politique qui représente ses intérêts et qui se trouve engagée dans l'une ou l'autre des formes de lutte politique. C'est de ces groupes que naîtra la classe politique moderne roumaine de Transylvanie. L'analyse des forces et des motivations politiques, engagées au service de la cause nationale et qui concourent à la formation de la classe politique conduit à la définition de deux phénomènes — en Transylvanie la classe politique n'est pas formée par une seule classe sociale (les boyards dans le cas des Principautés Roumaines) mais elle a un caractère social éclectique, la petite noblesse roumaine de Transylvanie et d'autant moins la bourgeoisie, (les citadins) n'aboutissant pas, jusqu'en 1848, au statut de classe politique.

L'auteur remarque ensuite que la formation de la classe politique moderne roumaine en Transylvanie coïncide avec la formation des intellectuels roumains et leur affirmation en tant que facteur politique, c'est-à-dire la formation de la catégorie des intellectuels comme nouvelle couche sociale se produit en parallèle avec la cristallisation du programme politique unitaire du mouvement national avec la cristallisation du système des institutions roumaines, par la fondation de certaines institutions tout à fait nouvelles et le raffermissement d'autres, d'ancienne tradition, par l'approche critique-juridique du système des institutions impériales et la constitution d'une élite (classe) politique roumaine, qui s'assume la responsabilité de la direction du mouvement national (pp. 336—337).

L'effort de la société transylvaine dirigé vers la formation des intellectuels — provenant du clergé et du rang des laïcs — phénomène saisissable dès le début du XVIII^e s. — était l'un des objectifs du programme national d'émancipation (pp. 336—337). L'auteur y reconstitue le combat de l'Église pour la formation du clergé, la fondation des séminaires et des instituts théologiques, pour la formation des intellectuels laïcs et la mise en fonction des écoles, gymnases, lycées roumains (Arad, Blaj, Năsăud, Beiuș) pour l'admission des Roumains dans les écoles des autres nationalités de la Principauté (Oradea, Cluj, Brasov, Bistrița) pour l'accès aux bourses d'études offertes par les collèges et les universités de Rome, Vienne, Eger, Lwów, Pesz, Ugorod, pour que des bourses d'études soient offertes aussi aux unites, pour celles provenant du fonds sudaucal pour les orthodoxes etc. La lutte institutionnelle et confessionnelle (avec les confessions reines) est très étroite aussi dans l'obtention du droit conféré aux intellectuels roumains de pratiquer leur profession. A la veille de la révolution de 1848, le résultat de cette lutte est concrétisé par les 5 343 intellectuels classifiés par Ladislav Gyémánt dans une typologie relevante : 70% clergé, 21% instituteurs et professeurs (écoles primaires, lycées, collèges), 6% autres catégories (médecins, juristes, historiens, philologues, écrivains, journalistes). L'engagement politique de chaque catégorie y est attentivement poursuivi. Les autres catégories sociales — la petite noblesse avec ses revendications et ses organisations juridictionnelles par le truchement desquelles est élu le groupe politique représentatif qui donnera les politiciens professionnels (provenant notamment de la noblesse intellectuelle, p. 373), les citadins, les paysans libres, les gardes-frontière, ayant un statut spécial ainsi que la majorité de la population roumaine de ce territoire — la paysannerie dépendante — sont analysés avec la même minutie qui met en lumière la contribution de chacune de ces catégories au programme politique, de même qu'à la formation de l'élite intellectuelle et à la reconquête des statuts institutionnels.

Mentionsnons encore une démarche de ce livre, et pas du tout la dernière sous l'aspect de son importance, parmi les nombreux autres que nous aurions voulu soumettre à l'attention du lecteur, notamment celle orientée vers un phénomène qui individualise le mouvement national roumain de la Transylvanie. L'apport des sciences humaines à la lutte politique. Dès les premières pages, l'auteur souligne le rôle de l'histoire, de la philologie et des sciences juridiques en tant que sciences mises au service de la lutte politique nationale des Roumains de Transylvanie. Depuis Mocheintie Mien jusqu'au programme de l'École transylvaine, les arguments de l'histoire et de la philologie auxquels on recourt en permanence, deviennent des armes politiques au service de la cause nationale. D'autres mouvements nationaux accordent, eux aussi, une certaine place à ces arguments mais, selon notre avis, dans le cas de la Transylvanie il est question d'un combat indépendant de la science historique et philologique vue comme échelon du mouvement national, d'un combat engagé par ces sciences humaines contre deux des plus puissantes institutions que la société européenne des XVIII^e et XIX^e siècles ait connu, l'État impérial et l'Église catholique. En voici le trait distinctif et de premier ordre qui individualise le mouvement roumain transylvain dont il est nécessaire de tenir compte dans l'élaboration d'une typologie des mouvements nationaux.

Par l'exactitude de l'information, par son interprétation compétente et pertinente, Ladislav Gyémánt offre au lecteur une remarquable étude de la société roumaine de la Transylvanie dans la période des changements révolutionnaires.

Elena Stupur

ANDREI PIPPIDI, *Mihai Viteazul în arta epocii sale* / *Michael der Tapfere in der Kunst seiner Zeit*, Editura Dacia, Cluj-Napoca, 1987, 154 p. + 41 pl. (en roumain, p. 5—72, avec une traduction allemande, p. 74—154).

L'interrogation du passé par le biais de l'étude iconographique n'est pas le fort de l'historiographie roumaine. Et avec juste raison. Ce n'est que trop rarement que l'ancien art roumain devient transparent pour la réflexion de l'historien moderne, concerné par les causalités, les sens, les réseaux de déterminations, la succession ou l'entrecroisement des processus, l'incidence des événements, les décalques et les limites. Car la peinture historique, à une exception près, reste inconnue au moyen âge roumain. Quant au portrait historique, il se présente seulement sous l'habit du portrait de donateur, intégré au programme iconographique d'une église et donc soumis aux règles de l'art sacré post-byzantin : hiératicisme, typologie restreinte, invariabilité de l'expression, caractère transcendant. Ces portraits votifs ressemblent plutôt entre eux qu'avec leur modèle. On aurait, pour ainsi dire, une unique effigie — l'image idéale du prince, du féodal, de l'homme d'église — revêtue successivement selon la mode de l'époque et évoquant par des attributs (barbe, moustache, coiffure) la personnalité historique dont elle porte le nom. On ne peut construire un discours historique qu'à partir d'une différence. Refusé par l'art post-byzantin, cette différence est offerte par la peinture de l'Occident. Il est donc bien naturel que les historiens roumains se soient penchés presque uniquement sur les personnages qui ont laissé une trace, plus ou moins profonde, dans l'imagerie européenne, les seules dont l'aspect réel peut être reconstitué.

Dans ce contexte, une place privilégiée est occupée par Michel le Brave, prince vaillant qui réalisa en 1600 l'unité des trois pays roumains, et dont le portrait nous a été transmis par un nombre important de gravures et œuvres de chevalet. Pour cette raison, l'iconographie de Michel a suscité l'intérêt des érudits roumains dès le début du XIX^e siècle. La synthèse si longtemps attendue se voit accomplie maintenant, et ce n'est pas du tout surprenant que son auteur soit Andrei Pippidi, dont les études et les notes en rapport avec ce sujet le désignaient d'ores et déjà à cette tâche. Comme les recherches sur les images du prince unificateur étaient assez nombreuses, les identifications souvent imprécises et la légende mal séparée de la vérité, il a trouvé nécessaire de commencer par une esquisse historiographique où les contributions des prédécesseurs soient soumises à l'examen critique (p. 9—16).

Pour des motifs précisés dans cette note même, les portraits roumains de Michel le Brave — dont un seul contemporain, celui de Căluș, exécuté en 1593—94 par le peintre grec Ménas — sont analysés en quelques pages seulement (p. 16—21). À l'inventaire des effigies de Michel des XVII^e et XVIII^e siècles dressé ici, il convient d'ajouter le portrait, aujourd'hui disparu, de l'église métropolitaine de Tirgoviște, datant de 1709 (cf. Grigore Museleanu, *Monumentele străbunilor din România*, București 1878, p. 53—54). En ce qui concerne le tableau votif d'Oena Sibiuului, peint en 1723, il représenterait, selon Vasile Drăguț (*Buletinul Monumentelor Istorice*, 1972, n^o 4, p. 60—62), le prince Constantin Brâncoveanu, à gauche, tenant la maquette de l'église avec Michel le Brave, à droite. Mais cette hypothèse, acceptée par A. Pippidi, n'est pas vraisemblable. L'épigraphie du portrait du côté droit indique clairement qu'il s'agit non du prince Michel mais du prêtre Jean de Viziena qui a surveillé — et probablement financé — la peinture de l'église. L'identification de V. Drăguț s'appuyait sur quelque vague ressemblance du personnage avec l'allure de Michel le Brave dans le portrait gravé par Aegidius Sadeler. Mais l'humble artiste transylvain de 1723 connaissait-il l'œuvre du maître anversois ou une réplique quelconque de celle-ci? Je doute bien. L'image de Sadeler, tellement popularisée depuis plus d'un siècle c'est *notre* image sur Michel le Brave. Comment s'imaginaient les prêtres et les bergers d'Oena Sibiuului, il y a trois siècles, la figure du prince, nul ne saurait le dire aujourd'hui. S'ils avaient un modèle, celui-ci ne pourrait être que le portrait, repeint en 1694, de St. Nicolas de Scheii Brașovului, lequel devait ressembler, autant qu'on puisse en juger, plutôt au tableau votif de Căluș qu'à une gravure occidentale. D'ailleurs, le portrait du prêtre Jean est étroitement apparenté à celui de 1724 d'un autre clerc transylvain, Pierre archevêque de Carlov, abrité par l'église de Geogani de Sus. Il n'est pas sans intérêt de noter que le portrait de Pierre fut attribué, lui-aussi, à Michel le Brave (Marius Pomub, *Pictura românească din Transilvania*, I, Cluj, 1981, p. 75—76). D'ailleurs, les deux tableaux sont l'œuvre du même peintre.

À côté des images nées dans l'ambiance roumaine, l'enquête de A. Pippidi s'arrête sur les quelques portraits attestés exclusivement par les témoignages des documents. Ainsi, le portrait auquel Balthasar Walther dédia un poème serait une image de type martial, apparentée à celle imprimée par Giovanni Orlandi. Le texte qui accompagne l'estampe d'Orlandi, conjointement avec un *avviso* de Bernardino Beccari de Rome, permettent à l'auteur d'établir la date de naissance du prince : 1550. (p. 23, 39, n. 98).

Au chapitre relatif aux portraits exécutés à la manière occidentale dans les pays roumains A. Pippidi a remarqué avec justesse que le tableau représentant le jeune prince Etienne, fils de Pierre le Boiteux, ne fut pas réalisé en Tirol, en 1592—94, mais bien auparavant, à la Cour moldave, par un artiste attaché à l'école polonaise. Mais l'hypothèse concernant le tableau volé de Galata, dont les rénovateurs de 1864 auraient conservé la composition de 1584, n'est pas confirmée par les travaux de restauration. Découverte en 1967, l'image originale, exemplaire pour la tradition moldave post-byzantine, n'a rien de commun avec la réfection grossière et baroque du XIX^e siècle (cf. Ion Istudor, *Considerații tehnice asupra lucrărilor de restaurare a picturii de la Galata*, *Buletinul Monumentelor Istorice*, 1970, n^o 3, fig. 8).

La plus importante section de l'étude est consacrée à la fortune de l'image du voïvode Michel dans l'art européen. Pour se débrouiller dans la complexe ramification de gravures qui tantôt simplifiaient le même modèle, perpétué de l'une à l'autre, tantôt inventaient des détails inédits, attribués explicitement au prince valaque ou à un tout autre personnage, beaucoup de perspicacité et de prudence en furent nécessaires, surtout dans l'examen direct des sources. Avec une parfaite maîtrise, Andrei Pippidi trouve toujours la meilleure solution pour établir les originaux, suivre leur diffusion, décrire la typologie et la filiation des répliques et imitations. Pour illustrer la difficulté du travail je donnerai un seul exemple : dans le livre de Giacomo Franco, *Effigie naturali dei maggior Principi e più valorosi capitani*, 1608, Michel y figure deux fois. D'abord sous le nom de Jan Zamoyiski (fig. 7), gravé d'après Orlandt, et puis sous son propre nom, dans une imitation de l'estampe de Sadeler (fig. 16). L'œuvre de Sadeler et celle de Dominicus Custos sont les deux modèles d'inspiration pour toute l'imagerie de Michel le Brave.

Le portrait gravé par Sadeler — *ad vivum* à Vienne à ce qu'il semble — fut reproduit maintes fois par Franz Francken II parmi les figures du second plan qui peuplent ses amples compositions baroques. *Crésus et Solon, Solomon et la Reine de Saba, Le Festin d'Hérode* en nombreuses variantes éparpillées dans tous les musées de l'Europe. Une vaste érudition est mise en œuvre non seulement pour identifier le visage du prince mais pour dater chaque tableau, pour établir sa source et pour décider, parmi les membres de la famille des Francken, qui en est l'auteur. Publiée sous une forme un peu différente dans la *Revue Roumaine d'Histoire de l'Art* XXII, 1985, p. 3—42, cette partie du livre peut être considérée comme la plus importante contribution roumaine du dernier temps à l'histoire de la peinture européenne. Sous la forme élégante, la sûreté du jugement, l'abondance des preuves et des références, on devine un rude travail d'archéologue des idées et des images.

Dans une époque comme la nôtre où les livres d'histoire sont occupés ou à déchiffrer les grands processus ou à labourer un domaine exigü, les essais pareils à celui d'Andrei Pippidi sont de plus en plus rares. Un ouvrage qui ressemble aux *Kunstkammer* peints par Franz Francken II, un tableau où l'on voit une collection de toiles dont chacune contient d'autres tableaux qui, à leur tour, laissent entrevoir de nouvelles œuvres... La collection qui nous est peinte par M. Pippidi comprend des tableaux volés valaques, des gravures à sujet exotique, de la critique d'art, des manuscrits grecs, des poèmes composés par des humanistes saxons, des peintures baroques, des considérations sur la notion d'honneur chez les Roumains, la liste des œuvres d'un petit maître flammand du XVII^e siècle, des visites aux musées, des attributions et des datations et d'autres objets étranges et précieux, dignes d'une taxinomie bourgeoise. Tout est pesé avec esprit de finesse et étalé avec un parfait bon goût par le collectionnaire qui est toujours là, donnant des explications avec la maîtrise et la légère ironie du connaisseur, son propre visage projeté dans toutes les directions par un éblouissant jeu de miroirs. L'histoire d'une image, celle de Michel le Brave, se transforme, sous l'effet du même jeu, dans une histoire à travers les images. Des images rassemblées avec la passion gratuite et la curiosité insatiable d'un humaniste du XVIII^e siècle.

Daniel Barbu

IACOB MĂRZA, *Școală și națiune (Școlile din Blaj în epoca renașterii naționale)*, Editura Dacia, Cluj-Napoca, 1987, 237 p.

Iacob Mirza published during the last years a good bulk of articles on education and reading in Transylvania. His book, a doctoral thesis, belongs to the minor studies concerning the impact of school structure and school contents on the modernization of Romanian society at the end of the 18th century up to the 2nd half of the 19th century.

The many links between school and society are the starting point of the monograph dedicated to the Blaj schools, the first institution of Romanian middle education in Transylvania. Their activity, as we glean from the "Argument" (pp. 5–9), was analysed by many studies in education history or political history, but the author deliberately aims at breaking the uniformity of the previous approaches and to handle the subject in a subtler and more complex manner. In this sense, he stresses the role played by all Blaj schools (the ecclesiastical seminary included) in the formation of the Romanian intelligentsia and, generally speaking, in the process of renewal during the period of the assertion of the national consciousness. This original point of view is based, mainly, on unedited documentary material from the Romanian and Hungarian archives.

The first chapter, *Istoriografia despre școlile din Blaj* (Historiography on the Blaj Schools) (pp. 11–27), focuses on various results of researches concerning this subject which captured the interest of many outstanding intellectuals (such as Tomotei Caparin, George Baritiu, Stefan Măneucă), mainly because the Blaj schools remain a unique cultural phenomenon within Romanian history. The second chapter, *Cadoul istorico-politic* (The Historical and Political Framework) (pp. 28–33), succeeds in drawing up, in a remarkable, concise manner (which is characteristic of the whole book), the circumstances under which the foundation of the Blaj schools was made possible. Iacob Mărza is right in considering that the moral author of this act of legitimate restitution through educational institutions of cultural dignity to the Romanians, was bishop Inochentie Micu-Klein. He, for the first time, advocated, through petitions, the abolition of the artificial status of "tolerated" assigned to the Transylvanian Romanians and their rise to the rank of political nation by falling back on the proof demonstrating that the Romanians were the oldest and most numerous inhabitants in Transylvania and that they were bearing the main economical tasks of the province. Inochentie Micu-Klein intended to turn Blaj into a strong centre for spreading among Romanians the benefits of culture which finally would ripen the national consciousness of his fellow-countrymen. Micu's successor, bishop Petru Pavel Aron took advantage of the Habsburg policy of reform and opened, in October 1754, four schools offering elementary education "and higher education in Latin and Romanian". The third chapter, *Învățământul românesc din Transilvania de la Lumina la revoluția de la 1848* (Romanian Education in Transylvania from the Enlightenment to the 1848 Revolution) (pp. 34–46), sets up the complex background of the educational system in Transylvania and indicates the place held by the Blaj schools within it. Very important were the Vienna Court measures concerning the learning of Latin which was extended and strengthened at the beginning of the 18th century. Latin was for Western Europe the subtlest and most advanced cultural instrument, as Greek was for Eastern Europe, and the Vienna Court thought to consolidate its domination on cultural activity in Transylvania by giving a strong uniformity to the educational system. Romanian young men from Blaj were awarded scholarships in Vienna and Rome and they were thus offered the possibility to carry philological and historical research on the past of their own nation. Thus were materialized the three great ideas of continuity, latinity and romanity which, in their turn, were to become reasons for the subsequent political and national claims. If the first Habsburg reforms favoured the Blaj schools, after the second *Ratio educationis* (1806) the schools underwent a dim period, especially after the dismissal of the Transylvanian School leaders. Theologism gave ground to the prejudice of rationalism. Many data reveal the great number of Romanian students in the Transylvanian schools and their resistance to denationalisation tendencies.

Chapter four, *Înființarea școlilor* (The Schools' Foundation) (pp. 47–57), focuses on the opening of the Blaj schools in October 1754 and underlines once more the significance of the fact.

The following chapter, *Evoluția școlilor până la 1848* (The Evolution of the Schools up to 1848) (pp. 58–78), a comprehensive one, brings in data in connection with the schools' headmasters and their relationships with the province and court authorities, their material condition and the education structure. The high level of the education practised in Blaj facilitated links with the universities of central Europe where some of the Blaj graduates went on studying.

The three chapters which follow, i.e. *Profesorii* (The Teachers) (pp. 79–129), *Conținutul învățământului* (Education Contents) (pp. 130–156) and *Populația școlară* (Pupils) (pp. 157–193), offer plenty of original data concerning the topics announced by the titles. It is the most original section of the book: based on facts, Iacob Mărza stresses the pan-Romanian character of the Blaj schools that received pupils from all over today's Romania and sent graduates to all places inhabited by Romanians. Interesting graphs make these chapters the more relevant.

The last (ninth) chapter, *Școlile de la Blaj și formarea intelectualității românești din Transilvania în epoca nașterii naționale* (The Blaj Schools and the Formation of the Romanian Transyl-

vannan *Intelligentia* in the Epoch of National Rebirth (pp 194—206) offers on the basis of the material exposed in previous chapters a conclusive apperçeu of the entire educational activity in Blaj and of its impact on the evolution of Romanian culture at large, its role in the Enlightenment (to use the author's own words) and rise of the Romanian people. The author uses, in several places, the formula "The epoch of national rebirth" which might produce a confusion between the modernization of Romanian culture and the Bulgarian or Greek "renaissance". If the coming into being of these schools was subsequent to the religious union of some of the Romanian Transylvanians with the church of Rome in 1698, their evolution was good proof that the compromise imposed by extremely complex political circumstances mixed with the domination tendencies of the Vienna Court was used by Romanian intellectuals in order to favour the cultural and political affirmation of the Romanians.

The soundness of approach and the striking original data brought in by Jacob Mârza's monograph remind us of another monograph on a different section of Romanian education, namely Ariadna Cămbrano-Cioran's *Les Académies Princières de Bucarest et Jassy*. Together, these convincing studies are an important contribution to the correct knowledge of educational institutions that proved essential for the formation of Romanian consciousness, of the materialization of the progressive ideology and of the preparation of the 1848 revolution.

A select bibliography, a summary in German and an index of names end up this book that will not be ignored by any future research on the history of education, or on Transylvanian history.

Lia Brad-Chisocof

MIRELA MUTIU, *Permanențe literare românești din perspectivă comparată* (Permanences littéraires roumaines envisagées dans une perspective comparative), Editura Mieriva, Bucarest, 1987, 222 p.

« Lecteur passionné des littératures du Sud-Est européen », comme il se définit lui-même, l'auteur poursuit dans le volume qui vient de paraître les directions de recherche déjà énoncée dans ses précédents livres (*Literatura română și spiritul sud-est european*/La littérature roumaine et l'esprit sud-est européen/, 1976 ; *La marginea geometriei* [Aux confins de la géométrie/, 1979). Mirela Mutiu est convaincue que « ce sont les littératures savantes, dont la variété des thèmes et de l'esthétique est directement liée à l'éclosion des nations, qui en tout premier lieu restituent et rendent sensible » l'image de l'homme de l'espace balkanique.

Se préoccupant de l'étude morphologique des formes littéraires », Mirela Mutiu consacre à la **Typologie** la première partie de son récent livre pour s'arrêter à quatre des types existants : le *type traque* (examiné sous deux formes considérées comme apparentées : le héros *semi-anthropomorphe* et *Mesterul Manole*) ; le *haidouk* (brigand justicier) ; le *sage errant* ; le *parvenu*.

Le mythe de l'homme-animal avait, pour commencer, la fonction d'invoquer, auprès de laquelle, progressivement, se forma la fonction d'évoquer et se produisit une tendance vers l'anthropomorphie du mythe, si bien que l'homme-animal (dérivé du totem zoomorphe) glissa vers le sage ou le mage tenu pour l'ancêtre légendaire. On assiste ainsi à la destruction du mythe, accompagnée toutelois dans la littérature roumaine d'un effort de « rémythification » par l'appel au prototype du sage, voire même à l'antécédent totémique : « Les écrivains du siècle actuel insistent (...) sur le fait que le passage de l'histoire (culture) au mythe (nature) se fait au prix de la vie de l'individu ». Mais — affirme Mirela Mutiu en se servant de la technique des interrogations rhétoriques —, ce dernier processus est aussi la substance de la beaucoup plus ancienne ballade *Mesterul Manole* (Le chant de Maître Manoh). Pour celle-ci conformément au principe de travail énoncé, ce sont également les productions de littérature savante qui sont notamment analysées. Une recherche comparative des écrits représentatifs permet à l'auteur de constater que « l'étude de l'élaboration de la ballade (...) illustre (...) la répétition du tragique de facture antique chez les Grecs ; l'intrusion de l'histoire souvent démythifiante à des fins didactiques chez les Bulgares ; le jeu de cette même histoire dominante qui érée et démythifie le mythe déroulé pourtant comme une épopée chez les Serbes et les Albanais ; enfin, la méditation philosophique et nuancée de lyrisme, ayant comme objet un mythe éminemment esthétique, chez les Roumains ».

Sous la diversité de noms où apparaît le *haidouk* (le brigand justicier) — second type littéraire auquel s'arrête Mirela Mutiu —, deux catégories principales sont à distinguer : celle du rebelle ayant des buts sociaux prépondérants (c'est le type spécifique des Principautés Rou-

naïves) et celle du *haïdouk* ayant une fonction nationale et socio-politique (type propre à la Péninsule Balkanique). Dans les littératures savantes, la reconstitution fidèle de l'histoire coexiste avec le penchant pour le mythe, présente chez tous les peuples balkaniques et dominée chez les Roumains par l'émoi lyrique. Apparentée au *type tragique*, la figure du *haïdouk* entretient l'esprit d'épopée et renforcée le romanesque avec la figure du *sage* et du *parvenu*.

Le type du *sage errant* prend forme avec Nastratin Hogea (Nasr ed-Din Khodja), synthèse des échels du classicisme antique dans l'esprit musulman asiatique et revanche prise par la culture populaire orale sur la culture officielle aristocratique Proche parent du Bulgare Ilitâr Peter et des Roumains Păcală et Tindală, le type de Nasr ed-Din Khodja emprunté par les littératures savantes évoluera vers le tragique d'un voyage intérieur en désaccord avec le monde des apparences. Le plus qu'apportent les élaborations roumaines « est sans doute *la larme* » et ce « tumulte affectif » qui « remplace la *gnose* par la confession ». Chez les écrivains grecs et sud-slaves, les pérégrinations du héros, un véritable *desperados*, servent comme prétexte pour rendre éloge au *retour* ou bien pour formuler de torturantes questions sur l'existence.

À la différence du *haïdouk* et du *sage* — nous attire l'attention Mircea Muthu —, le type du *parvenu* n'a pas des antécédents folkloriques. Trois grandes catégories sont distinctes dans la considérable variété du type littéraire chez les auteurs roumains : „le caractère épique se trouve presque disloqué par l'émoi élégiaque et l'atmosphère fin de siècle qui l'enveloppe de lyrisme”, chez les Sud-slaves se manifeste par contre « la prédilection pour le document par excellence social », alors que dans les écrits grecs le type du *parvenu* ne s'impose véritablement qu'à peine avec la victoire tardive et partielle du réalisme sur le romantisme (situation paradoxale si l'on se rappelle que ce type prolongeant en quelque sorte celui du *phanarote* et, plus haut dans le passé, celui du *levantin*).

La deuxième partie du livre de Mircea Muthu s'intitule *Cântecul istoriei* (Le chant de l'histoire).

En tant qu',épopée sui-generis de l'esprit médiéval oriental”, **les romans historiques** émanent du sens actif du tragique, sens issu de l'effort de survivre dans un monde à l'équilibre instable. *La poétique de ces romans* attribue un rôle tout particulier au héros populaire, prolongement du saint et du héros antique, ainsi qu'au mythe de la fondation reposant sur le sacrifice. Mircea Muthu est d'avis que certaines relations bipolaires fondamentales se manifestent sur la ligne d'un dualisme « hérité du millénaire byzantin et perpétué par la structure du *homo-duplex* sud-est européen » : l'équilibre continuellement renouvelé entre *autokrator* et *demos*; *Orient* et *Occident* : *hiératique-dynamique*; *antique-populaire* . *sacré—profane*.

Dans la littérature sud-orientale, l'une des figures actives passées de l'histoire dans la légende et devenues „motif esthétique (...) ayant la valeur d'un indice culturel” est celle de *Michel le Brave* envisagé comme le Libérateur tant-attendu. Son image a donc acquis des contours hyperboliques, estompés par l'objectivité scientifique dans les écrits roumains, mais présentés littérairement avec une constante inflexion biblique du rythme de la phrase.

En remaniant le roman populaire *Sindipa*, diffusé par de nombreuses variantes ouest-et-est-européennes, Mihail Sadoveanu a élaboré « un breviaire de la sagesse de l'Européen du sud-est », lequel s'efforce de s'abstraire de l'immédiat. Le thème central des paraboles : « la femme infidèle », n'est que le voile qui dissimule les méditations sur le Pouvoir : « Si l'empereur tire son épée, que peut faire le philosophe ? ». La seule chance de survie demeurent les ajournements successifs jusqu'à ce que les époques d'anxiété profonde se détruisent d'elles-mêmes par leur inévitable et incessant écoulement.

L'une des *dimensions* du roman historique sud-est européen est la résorption des mythes en méditations sur l'histoire, au fur et à mesure que le *centrum mundi* se déplace des territoires demeurés dans le primitivisme primordial vers la cité poussiéreuse et bruyante. On remarque l'estime dont jouissent les sages d'âge avancé se trouvant « sur le seuil du grand retour dans le cosmos » mais aussi les héros actifs du type akritique ou hagiographique. Toujours plus évident, plus fort, devient ces derniers temps le caractère réflexif des romans historiques qui remettent en cause les concepts de destinée, sacrifice, liberté et, comme un dérivé de ceux-là, de l'impérieuse nécessité d'un lien d'origine précis. Quelle que soit la nationalité des écrivains, on constate la présence dramatique d'une prise de conscience commune concernant la situation sur une terre de carrefour et le respect qu'il convient de cultiver constamment pour le lettré et l'écriture en tant que forme de survivance avec la permanente conservation du caractère populaire.

Dans tous ces romans reviennent les motifs que la troisième partie de l'ouvrage de Mircea Muthu entreprend d'analyser : *Byzance*, *la roue*, *la lumière*, *le chemin*.

L'imagination sud-slave conserve le souvenir de **Byzance** sous l'ombre projetée par les campagnes de guerre qui ont eu lieu entre les divers tsarats et l'Empire byzantin. Chez les Albanois, la prise de la ville par les Turcs s'estompée devant le mythe national de Skanderberg, « ce nouvel Alexandre ». Chez les Grecs, après les nombreux récits, thèses et prédictions du

Moyen Âge, la fin du XVIII^e siècle amène « un reniement de Byzance dans l'esprit français des Lumières » (cité d'après N. Şerban-Tanasoca), pour que depuis la fin du XIX^e siècle « Byzance soit de nouveau présente non comme simple motif mais, ainsi qu'il était normal, avec toute son histoire ». Acceptée constamment dans la littérature romaine, Byzance devient chez les écrivains du XX^e siècle un motif esthétique central, prenant formes diverses, envisagée soit comme « la Byzance de tous les âges », soit comme un lieu d'« éternel retour », soit enfin comme « la Byzance d'un jour » dont sortira, maléfique et pittoresque, Stamboul.

La *roue* « illustre suggestivement le sentiment de l'*étier* et retour mais aussi la sensibilité pour l'histoire de l'Européen du Sud-Est ». C'est bien elle, la roue, symbole de l'équilibre en mouvement, qui est préférée à la perfection statique dans la solitude qu'imprime le *cercle*. elle s'amplifie dans l'image de la *spirale* qui conjugue l'idée du retour avec celle de perfectibilité.

C'est encore à l'éternelle tentative de retour vers « le Levant de la vie » que se lie le motif de la *lumière*, avec ses racines dans la philosophie de l'Antiquité, du Moyen Âge, soit-elle *celle-ci* européenne ou musulmane. Il semblerait que le Sud-Est affectionne la *lumière limpide*, solaire, dénuée de pénombre, mais apparaît aussi une autre sorte de lumière, immatérielle, dont l'éclat « est froid, sans vacillement », une lumière « éblouissante » mais néanmoins vous remplissant de « béatitude ».

La *lumière* signifie parfois sagesse et la typologie du *sage errant* implique le motif du *chemin* comme modalité de connaissance et d'harmonisation du concept d'*errance* avec le concept de *patrie*. Avec des significations paraboliques ou surtout sociales, le chemin ne représente pas une errance sans but mais devient le reflet des strates successives de civilisation de l'histoire et des strates successives du même personnage parce que le déplacement dans l'espace n'a de valeur que s'il s'accompagne d'un voyage à l'intérieur de son être.

Mireea Muthu a tenté d'extraire quelques-unes des « séries esthétiques ayant la valeur de permanences dans les littératures du Sud-Est européen ». Malgré la grande diversité linguistique de cette zone et en utilisant tout ce qui lui était offert par les traductions (en roumain ou bien dans les langues de diffusion universelle), l'auteur a réussi ce qu'il a essayé sous la réserve — inévitablement soulignée — des inévitables lacunes. Cependant à quoi bon nous attarder sur celles-ci de même que sur l'opportune possibilité de compléter (mais jusqu'où) la bibliographie? L'important c'est de relever le zèle dépensé pour envisager les littératures du Sud-Est de l'Europe dans leur ensemble et, en même temps, de souligner pour chacune d'elles le caractère spécifique.

Cătălina Velculescu

TAROM, A GOOD CHOICE FOR YOUR BUSINESS OR HOLIDAY TRIPS !

**SCHEDULED FLIGHTS TOWARD
38 DESTINATIONS IN THE WORLD**

Abu-Dhabi, Amman, Amsterdam, Athens, Bangkok, Beijing, Baghdad, Belgrade, Beirut, Barcelona, Berlin, Brussels, Budapest, Cairo, Casablanca, Copenhagen, Damascus, Frankfurt, Istanbul, Karachi, Kuwait, London, Madrid, Larnaca, Lisbon, Moscow, New York, Paris, Prague, Rome, Singapore, Sofia, Tel Aviv, Tirana, Tripoli, Vienna, Warsaw, Zurich.



CHARTER FLIGHTS TO OVER 400 DESTINATIONS

For other information, please contact any TAROM offices.

TAROM – ROMANIAN AIR TRANSPORT

On the București-Ploiești Road at km. 16.5

www.dacoromanica.ro

TRAVAUX PARUS AUX ÉDITIONS DE L'ACADÉMIE
DE LA RÉPUBLIQUE SOCIALISTE DE ROUMANIE

GEORGE MURNU, *Studii istorice privitoare la trecutul românilor de peste Dunăre* (Etudes historiques concernant le passé des Roumains d'outre-Danube). Ed. soignée par Nicolae-Şerban Tanaşoca, 1984, 203 p.

* * * *Relații româno-bulgare de-a lungul veacurilor. Studii. Vol. II* (Relations roumano-bulgares à travers les siècles. Etudes. II^e volume), 1984, 172 p.

* * * *Intelectuali din Balcani în România (sec. XVII—XIX)* (Intellectuels des Balkans en Roumanie aux XVII^e—XIX^e siècles). Coordonnateur Alexandru Duşu, 1984, 206 p.

* * * *Reprezentanța diplomatică a Moldovei la Constantinopol (30 august 1741 — decembrie 1742)* (La représentation diplomatique de la Moldavie à Constantinople du 30 août 1741 au mois de décembre 1742). Traduction du grec, étude introductive, notes et commentaires par Ariadna Camariano-Cioran, 1985, 308 p.

* * * *Bibliografia istorică a României. VI. 1979—1984* (Bibliographie historique de la Roumanie). Sous la direction de Ştefan Pascu, 1985, 308 p.

* * * *Nouvelles Etudes d'Histoire*. Publiées à l'occasion du XVI^e Congrès International des Sciences Historiques, Stuttgart, 1985. Coordonnateurs : Ştefan Pascu, Ştefan Ştefănescu, Dan Berindei, 1985, 288 p.

AL. ZUB, *De la istoria critică la criticism* (De l'histoire critique au criticisme). Coll. « Biblioteca istorică », LXXV, 1985, 312 p.

ISSN 0035—2063

REV. ÉTUDES SUD-EST EUROP., XXVI, 1, p. 1—96, BUCAREST, 1988



I. P. Informația c. 1737

43 456

Lei 50